223567

130.146
I

MERMEIX

LE
COMMANDEMENT
UNIQUE

I

C.M.R.

Pour l

tour à la

et 0f10 par

Numéro	Date
9220	27
14060	9
460	25
798	10
1371	28
1551	25
3256	14
529	30
1410	29

LE
COMMANDEMENT UNIQUE

Première Partie

FOCH & LES ARMÉES D'OCCIDENT

DU MÊME AUTEUR

Le Socialisme	1 vol.
Le Syndicalisme contre le Socialisme	1 vol.
Le Transvaal et la Chartered	1 vol.
L'Angleterre, Aspects inconnus...	1 vol.
Le Transvaal par un Uitlander (traduit de l'anglais) ..	1 vol.

FRAGMENTS D'HISTOIRE 1914-19..

JOFFRE - 1re Crise du Commandement	1 vol.
NIVELLE ET PAINLEVÉ - 2e Crise du Commandement	1 vol.

SOUS PRESSE (Pour paraitre en Juillet)

FRAGMENTS D'HISTOIRE 1914-19..

IV

Le Commandement unique (2e partie)

SARRAIL ET LES ARMÉES D'ORIENT

EN PRÉPARATION :

FRAGMENTS D'HISTOIRE 1914-19..

V

L'ARMISTICE ET LE TRAITÉ

(Mémoires sur la Conférence de la Paix)

VI

MINISTÈRES ET COMMISSIONS

VII

SOCIALISTES ET SYNDICALISTES PENDANT ET APRÈS LA GUERRE

Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous les pays, y compris la Suède, la Norvège, la Hollande, le Danemark et la Russie, S'adresser, pour traiter, à la Librairie PAUL OLLENDORFF, *50, Chaussée d'Antin, Paris.*

FRAGMENTS D'HISTOIRE 1914-19..

III

BIBLIOTHÈQUE
N° A 100.141 I

MERMEIX

LE COMMANDEMENT UNIQUE

PREMIERE PARTIE

FOCH ET LES ARMÉES D'OCCIDENT

QUINZIÈME ÉDITION

PARIS

Société d'Éditions Littéraires et Artistiques

LIBRAIRIE PAUL OLLENDORFF

50, CHAUSSÉE D'ANTIN, 50

Copyright by Librairie Ollendorff 1920.

FRAGMENTS D'HISTOIRE
1914-19..
III

LE COMMANDEMENT UNIQUE

PREMIÈRE PARTIE

FOCH ET LES ARMÉES D'OCCIDENT

CHAPITRE PREMIER

ALLIANCE ET ENTENTE

SOMMAIRE. — Les trois Empereurs. — La Triplice. — Différence entre les Alliances et les Ententes. — Transformation automatique des Alliances en coalitions. — Les Ententes ne rendent pas cette transformation obligatoire. — L'Alliance franco-russe eut plutôt le caractère d'une Entente. — L'accession de l'Angleterre au groupement franco-russe en accentua le caractère non offensif.

Dans la grande guerre, deux groupes de puissances se sont heurtés : celui des Empires du Centre, Allemagne et Autriche-Hongrie, qui devaient être rejoints

successivement par la Turquie et la Bulgarie ; celui de l'Entente qui au premier jour comprenait seulement la Russie et la France; qui au troisième jour s'augmenta de l'Angleterre et que renforcèrent, après la Serbie et la Belgique, ces deux premières victimes de l'agression germanique, le Japon, l'Italie, le Portugal, l'Amérique, le Brésil et plusieurs autres États.

Le premier groupe porte et gardera dans l'histoire le nom de l'Alliance; le second est appelé et sera toujours appelé l'Entente.

L'« Alliance », voulue par l'Allemagne pour que ses annexions de 1871 lui fussent garanties, avait commencé par englober les trois Empires : l'allemand, l'autrichien et le russe. Quand celui-ci s'en fut retiré, et même avant qu'il ne s'en fût formellement retiré, quand on commença à sentir en lui quelque froideur, après le traité de Berlin en 1879, Bismarck attira l'Italie dans la combinaison qu'il avait échafaudée pour la défense de son œuvre. Après avoir été dans le langage diplomatique l'Alliance des Trois Empereurs, cette « Alliance », quand un des Empires y eut été remplacé par un Royaume, fut communément appelée « la Triple-Alliance, » ou, avec plus de concision, la « Triplice ». L'Italie fut ainsi la marraine de l'Alliance où l'avaient fait entrer les malentendus perfidement jetés entre elle et la France.

Le nom d'Alliance convenait bien à un groupement fait autour d'une puissance animée, comme l'était l'Allemagne prussianisée, de passions conquérantes. Car l'Alliance, d'après les définitions conformes aux leçons de l'histoire qu'en donnent les dictionnaires, est

une union entre deux ou plusieurs puissances en vue d'attaquer un ennemi commun ou de se défendre contre lui. Toute alliance est donc conclue en vue de la guerre. Comme de juste, les faiseurs d'alliance proclament toujours qu'ils ne se réunissent que pour se défendre, s'ils sont attaqués, qu'ils n'ont au cœur qu'un amour, celui de la paix. Mais toujours ce grand amour finit par être contrarié et ceux qui se sont unis pour la paix finissent dans la guerre. Ou bien il ne se forme pas en face d'eux un groupement, une contre-Alliance, qui leur fasse contre-poids, et alors, ils se sentent tellement forts que tout naturellement ils cèdent à la tentation d'abuser de leur force; ou bien la contre-alliance se forme. Il y a donc dans le monde deux groupements de poids à peu près égal.

Lequel deviendra plus pesant que l'autre? Chacun des deux groupements est un pôle attractif qui cherche à attirer à lui les États moyens et petits. Il y a rivalité entre les entrepreneurs, les ingénieurs, les commerçants des deux groupements pour l'obtention des concessions dans les pays qui ne savent pas se mettre eux-mêmes en valeur et pour l'élargissement des marchés d'exportation. Un jour un incident surgit, et voilà l'Alliance, « faite pour la paix », qui se hérisse de toutes ses baïonnettes. La guerre est déclarée par ceux qui, en mettant, disent-ils, leurs puissances en commun, avaient pensé seulement à empêcher les autres de les attaquer.

Telle est, résumée en quelques lignes, l'histoire de l'Alliance formée par l'Allemagne pour sa sauvegarde d'abord, pour la conquête du monde ensuite. Pendant

bien longtemps cette alliance n'avait pas eu de contrepoids. Nous avions bien fait des arrangements avec la Russie à partir de 1893 et nous avions même signé un traité formel d'alliance avec elle en 1894. Mais la Russie n'était pas disposée à nous aider si nous avions voulu pratiquer une politique offensive — qui ne fut jamais dans nos desseins. En se rapprochant de nous, elle avait voulu montrer à l'Allemagne qu'elle pouvait se passer d'elle; elle avait cherché et trouvé à Paris à s'affranchir de la tutelle du marché financier de Berlin. Si nous étions un jour attaqués par l'Allemagne, elle interviendrait sans nul doute, car ses empereurs, Alexandre III et Nicolas II, sous lesquels « joua » l'Alliance, étaient des hommes loyaux. Mais la Russie ne nous encouragerait jamais à aller au-devant d'une guerre; elle nous conseillerait toujours la patience dans nos rapports avec l'Allemagne, car l'enjeu de la guerre pour elle-même serait trop grand; et, en supposant qu'elle n'y perdît aucun de ses territoires, elle y perdrait, si la France était encore malheureuse, le crédit illimité que nous lui avions ouvert et le surcroît de force qu'avait donné à sa diplomatie la collaboration toujours fidèle de la diplomatie française. L'Alliance franco-russe était donc vraiment une Alliance défensive, sans aucune pointe agressive, car, sans parler de la France qui certainement ne voulait pas déclarer la guerre, l'autre contractant de la double alliance était absolument contraire, opposé sans réserve à toute politique offensive contre l'Allemagne.

Ce caractère « inoffensif » de l'Alliance franco-russe

se précisa quand les causes de rivalité entre la France et l'Angleterre eurent été supprimées. Réconciliés après Fachoda (1), par la sagesse d'Édouard VII et — réclamons pour un ministre français la part d'honneur qui lui est due — par l'habileté de M. Delcassé, les deux pays ne conclurent pourtant pas d'alliance. Leur accord prit le nom d'Entente qui, dans le dictionnaire comme dans la tradition historique, a une signification toute pacifique (2).

L'Entente n'implique pas, comme l'Alliance, l'action en commun à un moment indéterminé, mais dans des circonstances définies.

L'Entente, c'est de la sympathie proclamée, c'est de la confiance déclarée, c'est de l'aide amicale promise, aide par conseils, par bons offices, par action diplomatique; mais elle peut, cette Entente, se résoudre seulement en bonnes paroles et en bons procédés sans que l'une des parties qui se sont « entendues » puisse reprocher à l'autre d'être infidèle, si, le cas échéant, l'Entente ne finit pas en coopération militaire. « Entente » ne comporte pas, comme « Alliance », promesse d'action militaire.

Lorsque, après l'aplanissement des difficultés entre la Russie et l'Angleterre, notre alliée russe eût été introduite à côté de nous dans l'Entente cordiale, le caractère

(1) Le Capitaine Marchand était arrivé à Fachoda, sur le Haut Nil, en octobre 1898.

(2) Il y avait eu déjà une Entente qualifiée « cordiale » entre la France et l'Angleterre, sous Louis-Philippe, pendant le long ministère Guizot.

de l'Alliance franco-russe trouva sa juste définition.

Notre Alliance avec la Russie malgré le nom que les diplomates lui avaient donné, avait été une Entente dans le sens d'accord fait sans aucune intention agressive contre personne, avec même, chez les participants à cet accord, une répulsion sincère pour toute politique aventureuse.

Au lieu que l'Alliance se transforme automatiquement en cas de guerre déclarée à un des alliés, en « Coalition », c'est-à-dire en association des forces militaires et à leur mise en mouvement simultané, l'Entente ne rend nullement obligatoire une telle association.

Il fallut l'attaque des deux Alliés impériaux de l'Europe centrale contre la France et la Russie, en août 1914; il fallut l'attentat dont la Belgique fut la victime; il fallut que l'Alliance austro-allemande eût pris la forme agissante de Coalition, pour laquelle tous les arrangements étaient faits depuis longtemps entre les deux « Alliés », pour que la Triple Entente se transformât elle-même en Alliance et, mettant ses armées en campagne, fût à son tour une Coalition.

CHAPITRE II

LES DEUX COALITIONS

Sommaire. — Suprématie de l'Allemagne dans sa coalition avec les Puissances centrales. — Son apport en puissance militaire et en ressources financières est plus considérable que les apports réunis de tous ses alliés. — Partout elle commande, avec quelques ménagements dans la forme pour les souverains et les chefs militaires. — Son mépris pour les armées austro-hongroises. — Témoignage à ce sujet de Ludendorff. — François-Joseph humilié et résigné. — Velléités de révolte chez l'Empereur Charles. — Toutefois, aussi longtemps qu'il espère que l'Allemagne sera victorieuse et qu'il croit qu'elle présidera au partage du butin de guerre, le Habsbourg reste dans la suite du Hohenzollern. — La coalition franco-anglo-russe, à la différence de la coalition austro-hongroise, est un groupement de puissances d'apports égaux. — La France apporte la force militaire continentale, l'Angleterre garantit avec la sécurité des mers pour les alliés leurs approvisionnements en vivres et en matières premières. — Autres apports de l'Angleterre. — Les réservoirs d'hommes de son Empire. — Pronostic défavorable à l'Allemagne que l'entrée de l'Angleterre dans la guerre inspire aux

Neutres. — L'Angleterre n'a pas fait la guerre pour nous, elle l'a faite pour sa propre conservation — Prétention de Guillaume II à la domination des mers. — Croissance de l'industrie et du commerce allemands plus rapide que le progrès économique de l'Angleterre. — La rivalité des Usines et des Magasins conduit à la rivalité politique. — Efforts de quelques Anglais pour que leur pays se préparât à une guerre avec l'Allemagne qui leur semblait inévitable. — Lord Roberts, le socialiste R. Blatchford, lord Northcliffe. — L'Angleterre crée une armée territoriale mais n'augmente pas son armée active. — Devoir pour l'Angleterre envers elle-même de ne pas laisser l'Allemagne s'établir sur le Pas-de-Calais. — Son prestige, son commerce, sa puissance, son existence mis en péril si l'Allemagne était victorieuse. — Les Conservateurs ont depuis longtemps la prévision de ce péril. — Les radicaux-pacifistes au pouvoir sont hésitants. — L'invasion de la Belgique les fait sortir de leur perplexité. — Edward Grey moralise la guerre. — Nos autres alliés: Russie, Serbie, Belgique. — La question du commandement unique ne se pose en Occident qu'entre Britanniques et Français.

Dans les deux coalitions qui furent aux prises pendant les cinq années terribles de 1914 à 1918, l'Allemagne a eu sur la France l'avantage que ses alliés étaient, même l'Autriche, par comparaison avec elle, des États secondaires.

Malgré son âge, malgré les antiques grandeurs de sa Maison, le conservateur des Reliques du Saint-Empire, François-Joseph, avait devant l'héritier des Margraves de Brandebourg, devant Guillaume de Prusse, plus l'air d'un vassal que d'un pair. Et si l'empereur d'Autriche, si le roi de Hongrie étaient à la suite, à quelle distance

en arrière pouvaient se tenir le Sultan falot de Turquie, khédive à titre impérial, et le souverain de la petite Bulgarie?

Les touristes qui ont assisté au Selamlik (1) à Constantinople, sous le régime d'Abdul-Hamid, se souviennent d'avoir vu des dignitaires chamarrés courir en s'essoufflant autour de la voiture de Padischah, qui avait en face de lui, sur la banquette de devant, le maréchal de Plewna, Osman Pacha, descendu à l'emploi de Maréchal du Palais.

Ce tableau, la coalition antifrançaise de 1914-1918 le replaçait devant l'esprit de ceux qui l'avaient vu : l'Empereur d'Autriche figurant Osman Pacha sur la banquette en face de l'Empereur Guillaume, et le Sultan et le Tzar de Bulgarie figurant, avec tous les roitelets de l'Empire allemand, les Pachas serviles qui, en courant, acclamaient leur maître.

Guillaume II eut donc des alliés, sans connaître tous les inconvénients qu'entraînent les Alliances.

A ses alliés il pouvait parler en chef, même en maître sur un ton aussi haut que Napoléon en 1812 parlait à l'Autriche et à la Prusse, quand il les obligeait à suivre dans sa guerre contre la Russie. Il pouvait avec eux cette attitude impérieuse parce que son apport dans l'association était au moins des trois quarts du capital de puissance mis en commun. Excepté en artillerie où Skoda paraît avoir eu la supériorité te

(1) Le vendredi de chaque semaine le sultan se rendait à la mosquée Hamidié qui s'élevait à quelque 200 ou 300 mètres du palais de Yildiz.

nique sur Krupp (1), l'Allemagne primait ses alliés aussi bien dans le Militaire que dans l'Économique. Elle avait le prestige de ses victoires de 1866 et de 1870, tandis que François-Joseph n'avait derrière lui que des défaites, et l'humiliation de les avoir oubliées; tandis que dans le passé du Sultan il n'y avait que des démembrements. L'Allemagne avait la plus nombreuse armée, la mieux organisée, la mieux entraînée, elle avait le meilleur État-Major; elle était un peuple uni, elle était une nation, tandis que l'Autriche-Hongrie n'était qu'une carte d'échantillons de races animées de sentiments haineux les unes contre les autres; l'Allemagne était riche, immensément riche des bénéfices de ses guerres et du travail de sa race disciplinée. Au contraire, ses trois associés — car ils furent trois quand la Bulgarie l'eut ralliée — étaient besogneux. Dans la coalition des Puissances centrales, elle était le principal; les autres n'étaient que les accessoires. Pour les finances aussi bien que pour la guerre, ses alliées étaient dans sa dépendance. Ils s'alimentaient au Trésor et dans les banques de Berlin.

Aussi, jusqu'à la débâcle, furent-ils aussi obéissants au maître prussien que l'étaient les rois, les grands-ducs, les ducs et les princes de l'Empire que Guillaume appelait ses « confédérés », qui l'étaient bien en droit mais qui en fait étaient ses vassaux, dont il était le Seigneur.

(1) Les grosses pièces avec lesquelles les Allemands détruisirent les forts de Liége et de Namur étaient de fabrication autrichienne et servies par des artilleurs autrichiens.

Guillaume ou les généraux à qui il a laissé prendre l'autorité, Hindenburg et Ludendorff, commandent sur tous les fronts parce presque partout on a besoin d'eux.

En Turquie, le chef militaire, c'est Liman von Sanders; en Macédoine, en Roumanie, c'est Mackenzen et Falkenhayn. Quand on veut porter à l'Italie un coup dont on attend un effet décisif, Ludendorff envoie avec quelques divisions allemandes un général allemand qui prend la direction stratégique de l'entreprise; les généraux autrichiens deviennent les exécutants de plans qui leur sont imposés par le Grand Quartier général allemand. Partout donc, chez les alliés de l'Allemagne pendant la grande guerre, le National s'efface devant le Germanique. L'Allemand fait marcher ses associés à son pas. Il dispose de leurs armées comme des siennes propres, prenant garde seulement, pour ne pas heurter les amours-propres des États-Majors auxquels se superpose le sien, de leur témoigner dans la forme quelques égards. Les égards vont aux princes, aux généraux, car l'Allemand a le respect de la naissance et du grade; ils ne sont pas la manifestation de l'estime de l'Allemagne pour les armées et ses alliés, car d'estime pour ces contingents hétérogènes que l'Autriche-Hongrie met en ligne, elle n'en a pas. Ludendorff nous le fait bien connaître dans ses *Souvenirs de guerre*. Il y dit qu'il est sans cesse obligé d'affaiblir les armées allemandes pour empêcher les armées autrichiennes de se débander pour boucher les trous qu'en fuyant elles ont ouverts dans la ligne des batailles à l'est. Ces alliés

qu'il faut toujours secourir n'aiment pas l'Allemand parce qu'il leur fait sentir qu'ils ont besoin de lui. Mais jusqu'à la disparition de François-Joseph, le Habsbourg suit docilement le Hohenzollern. C'est seulement après la mort du vaincu résigné de Sadowa et après l'avènement de l'empereur Charles que Vienne semble prendre un peu conscience de l'humiliation que lui inflige Berlin.

A peine le nouveau règne est-il commencé, que l'on peut noter chez le jeune empereur quelques velléités de révolte contre la lourde domination de Guillaume. Mais ce sont des révoltes sourdes, qui se manifestent timidement par des cheminements tortueux de diplomatie occulte auxquels s'emploient souvent des intermédiaires désavouables.

Le Habsbourg humilié n'ose pas rompre avec l'auteur de son humiliation. D'abord il a peur de son trop puissant associé, il se sent un otage entre ses mains; mais comme le Bulgare, comme le Turc, il espère bien que toutes les mortifications qu'on lui inflige seront compensées à la fin par une large participation dans les profits de la victoire. De cette victoire, jusqu'à la fin de 1916, il ne doute pas. Le noyau de la coalition austro-germanique, c'est la France ;quand elle aura été brisée par le marteau de fer de Guillaume, l'Entente se désagrégera. Alors, après cette défaite de la France qui est certaine, à laquelle on croit fermement parce qu'on l'espère passionnément, viendra l'heure du partage.

C'est Guillaume, naturellement, qui fera les parts. La

distribution du butin, territoire et milliards, se fera a prorata de l'humilité, de la soumission, de l'obéissanc de chacun. Tous à l'envi sont donc humbles, soumis obéissants.

Dans sa coalition, Guillaume II a été comme un co cher de char qui mène à quatre. Dans son attelage chevaux d'inégale vitesse il y en avait trois qui r glaient leur allure sur celle de leur gros compagno Poméranien, et qui, pour n'être pas fouaillés ou piétiné pour recevoir bon picotin au bout de la course, se s raient bien gardés de faire un écart.

Combien différente était la coalition faite autour la France! Nos alliés étaient nos égaux. Il est vr qu'en 1914, nous avions seuls, en Occident, une gran puissance militaire sur la terre ferme. Mais l'Angleter était maîtresse de la mer.

La France donnait la couverture derrière laque se ferait la mobilisation et l'instruction des arm britanniques. Mais en attendant que notre alliée jouer en grand sa partie dans la guerre continenta elle garantissait la sécurité de nos rivages, la libre culation des convois maritimes qui approvisionnerai nos industries de guerre en matières premières et nous ravitailleraient.

Ces apports n'étaient pas pareils, mais en se com tant l'un par l'autre pour faire un tout de puissan ils étaient, dans une certaine mesure, équivalents.

Sans les quatre divisions du maréchal French, armées françaises auraient sans doute gagné la bata de la Marne, barré même aux Allemands le chemi

la mer et contraint l'envahisseur à s'enfouir dans les tranchées. Mais malgré le supplément de forces que pouvaient nous donner — et que nous donnèrent — les populations guerrières de nos colonies africaines, n'aurions-nous pas eu, à la longue, le dessous dans la guerre d'Usure? Les populations métropolitaines et coloniales dans lesquelles nous aurions pu recruter étaient en effet de beaucoup inférieures en nombre aux sujets de l'Empire allemand qui étaient 66 millions et aux habitants des Domaines de Habsbourg qui étaient plus de 51 millions (1).

La venue de l'Angleterre à nos côtés ne fit pas disparaître tout de suite l'inégalité numérique des armées présentes sur les champs de bataille en 1914, mais elle fit disparaître l'inégalité numérique entre les deux groupes opposés en Occident. Avec l'Angleterre et ses colonies s'ouvraient des réservoirs d'hommes encore plus richement garnis que ceux de l'Allemagne et de ses alliés.

Les neutres purent augurer alors que la rupture d'équilibre des forces ne se produirait pas à notre détriment, si la guerre se prolongeait. A l'apport matériel de ses flottes, de ses armées, des ressources de son empire colonial, l'Angleterre ajouta donc l'apport dans notre plateau d'un impondérable : le renversement de l'opinion chez les spectateurs du conflit.

Le monde, à l'explosion de la guerre, n'avait pas

(1) Nous ne faisons pas état dans cette comparaison d'effectifs de la Bulgarie et de la Turquie dont les troupes n'apparurent pas sur les champs de bataille d'occident.

douté du courage de la France, il avait seulement douté de sa force. Nous étions en tel état d'infériorité numérique: sous l'empire des illusions pacifistes nous avions de 1900 à 1913, tant négligé nos armements ; nous avions laissé tant de liberté aux insensés qui, croyant rendre la guerre impossible, s'efforçaient à détruire l'esprit militaire chez les Français ! Toutes ces faiblesses dont nous nous étions donné les apparences — des apparences sous lesquelles il y avait, hélas ! des réalités — faisaient mal augurer les indifférents de notre capacité de résistance. Quand l'Angleterre se fut déclarée, la cote des paris fut bouleversée.

N'était-ce pas une vérité admise que la mer donne toujours la victoire? N'était-ce pas un dicton dans toutes les langues que le Léopard, quand il avait pris un morceau dans ses crocs, ne le lâchait jamais? C'est donc dans une atmosphère où le pessimisme, à notre sujet, était très atténué, que nous livrâmes nos premières batailles.

Cette grande alliée d'Angleterre dont nous avions tant besoin, n'avait pas, elle, moins besoin de nous. En marchant au canon, c'est pour elle-même qu'elle venait. Son aide nous sauvait peut-être mais notre sa lui assurait le sien. Que nous succombions et elle-même aurait succombé bientôt après sous les coups du même ennemi.

Guillaume avait eu l'imprudence de dire que l'avenir de l'Allemagne était sur les océans. Or, qui rencontrait on sur les océans? L'Angleterre. La parole de l'Empereur allemand était donc une déclaration de rivali

maritime à l'Angleterre. En attendant que les Armadas s'affrontassent, l'Allemagne mettait à flots une très grande flotte marchande, et elle développait son commerce dans les proportions les plus inquiétantes pour l'Angleterre.

Deux chiffres seulement pour fixer à cet égard les idées. En 1898, les exportations britanniques s'élèvent à 6 milliards 350 millions de francs, les exportations germaniques à 4 milliards 507 millions. Quinze ans plus tard, en 1913, l'Angleterre exporte une valeur de 15 milliards 975 millions, et l'Allemagne une valeur de 12 milliards 096 millions. L'Angleterre, dans les quinze ans qui précèdent la guerre voit augmenter ses ventes à l'extérieur de 115 p. 100, et l'Allemagne, les siens de 168 p. 100 (1).

Parallèle à la rivalité de la marine commerciale et précédant la rivalité de la marine de guerre, il y avait donc de la part de l'Allemagne une concurrence de manufactures et de comptoirs dont l'Angleterre devait s'alarmer. Sur tous les marchés d'Amérique du Sud et d'Extrême-Orient, même dans les colonies anglaises et même en Angleterre, à la faveur de la liberté d'importation à laquelle Joseph Chamberlain avait voulu apporter quelques restrictions, le marchand allemand faisait une concurrence heureuse au marchand anglais.

Derrière le commerce il y a l'usine. L'usine anglaise

(1) Pendant la même période, la France avait porté son exportation de 3.510 millions à 6.870 millions, soit 95 p. 100 d'augmentation, et l'Amérique de 6.050 millions à 12.106 millions soit 100 p. 100 d'augmentation.

avançait moins vite que l'usine allemande. Quelles conséquences ces progrès d'un concurrent ne laissaient-elles pas prévoir aux Anglais clairvoyants ?

Quand on ne doit pas vendre sa marchandise, on se dispense de la fabriquer ; mais si on n'en fabrique plus ou si on en fabrique moins, voilà les capitaux stérilisés, et, fait social beaucoup plus grave, voilà les ouvriers en chômage. Les gouvernements n'ont pas à donner eux-mêmes du travail, car l'expérience, que nous avons faite, des Ateliers nationaux est décisive, mais ils doivent par leur politique et leur administration créer des conditions telles que les travailleurs trouvent toujours à s'employer.

Si l'Allemagne continuait l'envahissement des marchés ; si, après s'être fait une plus large place que celle que s'adjugeait l'Angleterre, elle se mettait à refouler la marchandise britannique — et certainement l'heure viendrait de ce refoulement — une crise de travail, une crise sociale éclaterait donc en Angleterre ! Ce danger, des hommes l'avaient vu et signalé. Il y a quelque quinze ans, une brochure *made in Germany* avait montré combien était active, ingénieuse, peu scrupuleuse même, la concurrence que les Allemands venaient faire aux Anglais jusqu'en Angleterre.

Du plan économique, on avait prévu que cette concurrence passerait sur le plan politique, que les nations, derrière leurs usines et leurs magasins, finiraient par se rencontrer.

Une agitation pour le renforcement de la puissance militaire mobilisable de l'Angleterre avait commencé.

Le vieux maréchal Lord Roberts, qui devait mourir subitement au cours d'une visite au front en 1915, se mit à la tête d'une Ligue pour l'établissement du service militaire obligatoire, et il fut soutenu par l'élément populaire du parti conservateur et même par une fraction importante de « travaillistes ». On vit un de ces travaillistes, R. Blatchford, directeur du journal socialiste le *Clarion*, faire campagne pour la conscription dans le *Daily Mail* de Lord Northcliffe.

Ces clairvoyants n'ouvrirent pas les yeux de leurs compatriotes sur le péril politique que la croissance économique de l'Allemagne suspendait sur l'Angleterre. En France, les pacifistes s'efforçaient de persuader l'opinion publique que nous devions désarmer. Il y avait des illusionnaires pour dire que l'Allemagne aurait honte d'attaquer une nation qui se serait mise hors d'état de se défendre. D'autres faisaient fonds sur les socialistes allemands : ces camarades, si prodigues de déclarations de fraternité entre les prolétariats et d'amour pour la paix, feraient certainement la grève des mobilisables, le jour où Guillaume ordonnerait la mobilisation. Donc pas de guerre à craindre, puisque les soldats, sans lesquels on ne la fait pas, ne rejoindraient pas leurs dépôts à l'appel du « Seigneur de la guerre ».

Pendant qu'en France les pacifistes disaient « désarmez », en Angleterre ils disaient : « n'armez pas » ! Ils eurent plus de succès chez nos voisins que chez nous. Il est vrai que sous leur influence, de 1900 à 1905, nos crédits d'armements furent considérablement diminués; mais après les alertes de Tanger (1905), de Casablanca (1909), d'Agadir (1911), nous eûmes par saccades, des retours à la prudence. Enfin, en 1913, par le vote de la loi de trois ans, il fut rendu manifeste que la France ne se rendrait pas, qu'elle ne reculerait devant aucun sacrifice pour défendre sa vie et son indépendance. Pendant que nous donnions cette marque de virilité, le pacifisme qui affaiblissait la vue chez des hommes comme Asquith, Edward Grey, même chez Lloyd George, leur permettait tout juste de maintenir la marine de guerre de l'Angleterre à égalité avec les flottes réunies des deux puissances les plus fortes sur mer.

Mais pour l'armée de terre, rien ne fut proposé, rien ne fut fait qu'une organisation de défense territoriale. L'Empire britannique resta avec son armée de métier, de qualité excellente, mais petite en nombre. Il y eut bien des échanges de vues entre généraux français et anglais, mais il ne fut fait aucune préparation sérieuse en vue d'une intervention éventuelle dans une grande guerre continentale. L'Armée britannique, qui pouvait être distraite du service de garnison dans les colonies et dans la Métropole, pour une guerre en Europe, avait les effectifs, l'armement, la puissance d'un corps expéditionnaire, au sens que nous donnons à cette dénomination. L'Allemagne, qui se défiait de l'Angleterre, car elle savait, elle, que la rivalité économique la conduirait au conflit avec sa concurrente insulaire; l'Allemagne pouvait donc croire que l'intervention britannique se ferait sentir seulement sur les mers; que,

sur les champs de bataille du continent elle serait de peu de poids. Si les voix de Lord Roberts et du socialiste Blatchford n'avaient pas clamé dans le désert ; si la conscription avait été établie en Angleterre dès 1905 ; si l'Allemagne avait pu craindre le débarquement en France de grandes armées britanniques, aurait-elle osé commettre son agression en 1914?

Pensant que nous serions seuls, elle osa cette agression devant laquelle elle avait reculé en 1911. Alors l'Angleterre se leva.

Elle avait à défendre ses intérêts vitaux. Si on la laissait accabler comme en 1871, la France serait réduite à un tel état de faiblesse, qu'elle ne serait plus qu'un satellite de l'Allemagne. Pour assurer le paiement de l'indemnité qui nous aurait été imposée, on aurait occupé notre territoire, tout l'Est et tout le Nord-Ouest, toutes les côtes d'où par temps clair on aperçoit les rivages d'Albion. De ces bases maritimes, l'Allemagne aurait menacé l'Angleterre. Dans quel danger ne se serait-elle pas trouvée, la grande puissance insulaire, sans allié continental? Car une fois la France abattue, aucune puissance n'aurait osé se mettre en travers de l'armée allemande? C'est une loi de l'histoire, un fait universel et constant, que le commerce suit le pavillon victorieux. Après 1815, l'Angleterre était devenue le grand fournisseur d'objets manufacturés sur tous les marchés ; après 1871, l'Allemagne était passée avec une rapidité étonnante de l'état de peuple agricole à l'état de peuple usinier. En quarante ans, elle avait pris la seconde place dans le commerce

universel et dans l'industrie des transports maritime

Après un nouveau 70, avec quel élan ne se porterai elle pas à la conquête économique du Monde ! Qu prestige aurait ses voyageurs de commerce dans l pays neutres ! C'est à elle qu'iraient les commande plutôt qu'à l'Angleterre moins considérée, moins re pectée, pour avoir laissé consommer la ruine de France ; pour avoir abandonné sa politique traditio nelle dont la formule est « Pas de puissance dominan sur le continent » ; pour avoir toléré de Guillaume ce qu'elle avait trouvé intolérable de la part Louis XIV, de la Révolution et de Napoléon. L'heu était donc venue pour l'Angleterre de défendre, sauvegarder tous les éléments de sa puissance, de prospérité, de son existence, tout ce qui caractérise hautaine personnalité nationale.

Si l'Allemagne s'établissait sur les côtes de Fran ou s'arrogeait le droit d'en disposer, c'était pour l'A gleterre la menace de l'invasion.

L'Angleterre accepterait-elle l'humiliation et le pé de ce voisinage ? Alors ce serait pour elle, avec le m laise intérieur causé par le sentiment de son abaiss ment et de son insécurité, une prompte décaden commerciale. Quel profit n'aurait pas tiré l'insinua commis-voyageur allemand des victoires qui auraie assujetti le continent à son Empereur, de ces victoire dont par suggestion, le client aurait cru lire les no dans le filigrane des prospectus germaniques ?

Si les commandes se raréfiaient dans les usines et manufactures anglaises pour aller s'inscrire sur

carnets des concurrents allemands, ce serait le péril social engendré par la crise économique.

Tout disait donc aux Anglais, en 1914, qu'ils devaient se battre.

Tous leurs intérêts étaient en jeu dans le conflit entre la France et l'Allemagne. Pourtant il y eut encore chez eux des hésitations. Tandis que les conservateurs, chez qui subsistaient l'altière inflexibilité de la vieille politique aristocratique, et plus nette la notion des intérêts essentiels de l'Angleterre, insistaient pour l'intervention immédiate à côté de la France, les libéraux-radicaux, alors au pouvoir, délibéraient, cherchaient des compromis entre leurs scrupules pacifistes et l'impérieuse obligation de ne pas laisser s'établir sur le continent une puissance qui, n'y ayant plus de contre-poids militaire, aurait pu se donner tout entière à la conquête des mers.

La violation de la Belgique les fit sortir de leur perplexité.

Edward Grey « moralisa » la guerre en attendant, pour la déclarer, que l'Allemagne eût commis l'acte immoral d'un attentat contre la neutralité d'un petit État, neutralité à laquelle la Prusse avait donné sa garantie. En réalité, l'Angleterre allait bien se jeter dans la bataille pour la défense d'intérêts matériels, mais cette guerre, à fin conservatrice de son prestige et de toutes les prospérités qu'assure le prestige, l' « immoralité » de Bethmann-Hollweg qualifiant un traité de « chiffon de papier » lui faisait une parure d'idéalisme. C'est pour l'honneur, pour le respect des

traités que l'Angleterre se résignait à la faire. Le chan celier allemand imposa silence, par son mot d'u cynisme candide, aux objections de conscience q chez beaucoup étaient sincères, mais sur lesquels sp culaient hypocritement les germanophiles et les t morès.

Il était nécessaire, avant d'entrer dans le récit d rapports entre les États-Majors des Armées, d'expos les raisons qui déterminèrent l'Angleterre à passer d bonnes paroles de l'Entente cordiale aux actes l'Alliance pratiquée avec la France.

L'Angleterre a fait la guerre pour elle-même, elle l'a pas faite par amour pour nous. Autrefois, quand l guerres se faisaient avec de petites armées, on pouva en entreprendre sous des impulsions sentimentale Quand nous intervînmes contre la Turquie en fave de la Grèce, nous obéîmes à une de ces impulsion Mais s'il avait dû en résulter une guerre générale il nous aurait fallu engager toute notre puissanc toutes nos ressources en vue d'un résultat incertai les ministres de Charles X auraient-ils fait tirer le c sur à Navarin? En 1840, l'avons-nous tiré pour Pacha d'Égypte? Et l'avons-nous tiré même une seu fois pour la Pologne, notre plus ancienne alliée en E rope, qui si souvent nous appela à son aide? C'e seulement par des agitations de presse et de rue, d manifestations oratoires ou tumultuaires et des prop diplomatiques, que nous lui témoignâmes no amitié.

Un gouvernement n'expose la nation aux risqu

terribles d'une guerre que pour des intérêts nationaux, pour des intérêts primordiaux, et ces intérêts primordiaux sont, avec la dignité à préserver, des intérêts économiques. Ne faut-il pas d'abord que les peuples aient de quoi vivre ? En constatant que l'Angleterre n'a rejoint notre cause qu'après avoir reconnu qu'elle était aussi sa cause, nous n'entendons pas du tout diminuer son mérite. Nous disons seulement qu'elle a agi comme toute autre nation, comme nous-même, nous aurions agi à sa place. Elle fut notre alliée puissante et loyale, et elle le demeure, parce qu'elle reconnut qu'il y avait entre elle et nous solidarité ; parce qu'elle vit bien que notre ennemi se déclarerait le sien le lendemain de notre défaite et qu'elle ne voulut pas laisser cet ennemi se fortifier contre elle du surcroît de puissance qui lui aurait été acquis si la France, terrassée, avait cessé d'être un facteur actif dans la politique du monde.

Avec l'Angleterre, qui ne vint à nous que le troisième jour, nous avions en août 1914, trois autres alliés de la première heure : la Russie, la Serbie et la Belgique. La Russie opérait sur un théâtre auquel son éloignement donnait une pleine indépendance stratégique. Notre État-Major pouvait — et il n'y manqua pas — s'entendre avec l'État-Major des armées du Tzar pour engager des opérations dont la simultanéité obligerait l'armée allemande à se diviser. Mais entre les Français et les Russes il n'y avait pas, faute de contact, de coopération directe possible. La question du commandement interallié ne se posa donc pas en Russie où il n'y avait que des forces combattantes russes.

Avec ces armées, qui accomplirent tant d'exploits sous le grand-duc Nicolas Nicolaïewitch, puis sous les Broussiloff et les Korniloff, seule une liaison était à faire, et se fit par une mission d'État-Major.

La Serbie était aussi bien loin en 1914 et en 1915. A la fin de cette dernière année nous allâmes à elle et on trouvera dans la seconde partie de cette histoire du *Commandement Unique* (1) l'exposé des rapports de son État-Major avec le nôtre.

La Belgique nous fut toujours l'amie, la camarade inaccessible à tout autre sentiment qu'à celui du dévouement à la cause pour laquelle elle s'était sacrifiée.

Dans cette première partie de notre ouvrage : *Foch et les Armées d'Occident*, nous avons seulement à faire connaître les vicissitudes par lesquelles passa la question du commandement unique en France sur ce grand front de bataille où les Britanniques et les Français combattirent tantôt en formations latérales, tantôt en formations entremêlées. Cette question du Commandement Unique, par la force des choses, fut une question franco-anglaise. Avant de pouvoir la résoudre on rencontra toutes les difficultés qui sont inhérentes aux coalitions des peuples et à la coopération des armées, quand elles ne marchent pas sous les mêmes étendards.

(1) *Sarrail et les Armées d'Orient.*

CHAPITRE III

LES COALITIONS DANS L'HISTOIRE

SOMMAIRE. — La coalition d'Aétius contre Attila. — Difficultés que le Patrice eut à surmonter pour réunir contre le nouvel envahisseur les rois barbares établis en Gaule. — Différence entre l'agglomération de peuplades formées autour d'Attila et une coalition. — Les Croisades ne furent pas des coalitions. — Don Juan d'Autriche, fils de Charles-Quint, et la coalition chrétienne. — Malgré la pluralité des États les guerres de Charles-Quint ne furent pas des coalitions, car tous ces États avaient le même maître, obéissaient à la même volonté. — Dans ses trois grandes guerres, Louis XIV eut à combattre des coalitions. — Dissolution de la plus redoutable de ces coalitions sous l'action des vices internes qui minent toujours les coalitions. — La France, la Russie et la Prusse contre l'Autriche en 1741. — L'Autriche, la France et la Russie coalisées contre la Prusse en 1756. — La Prusse sauvée à son tour par les vices qui rongent les liens entre les coalisés. — Les sept coalitions contre la France de 1792 à 1815. — Les cinq premières sont dissoutes par nos victoires mais aussi par le jeu des forces latentes.

Dans l'histoire il y a eu des coalitions qui sont demeurées fameuses, et toutes ont montré combien il

était difficile de faire accepter par des Alliés que l'un d'eux exerçât le commandement sur les autres. La première, dans notre histoire, fut faite en 451 contre Attila. Ce grand Barbare avait autour de lui non seulement des Huns mais un ramas de peuplades de la Germanie, de l'Europe orientale et de l'Asie qui, après avoir été plus au moins violentées par la horde hunnique s'étaient mises à sa suite. Cette multitude aux éléments divers ne constituait pas une coalition, celle-ci étant la forme agissante que prend une alliance de Puissances politiques, étant une alliance en action militaire. Or, les chefs asiates et germains qui avaient réuni leurs bandes à celle du chef des Huns n'avaient pas fait d'alliance avec lui. Ils s'étaient placés derrière lui ou à côté de lui, acceptant momentanément sa primauté parce qu'il était plus fort qu'aucun d'entre eux, et parce qu'ils espéraient, soit faire avec lui de bonnes pilleries, soit trouver un habitat dans les provinces de cet Empire de Rome dont les richesses déjà si grandes et encore accrues par le verre grossissant des légendes excitaient tant de convoitises dans les huttes de la Barbarie encore sédentaire et sur les chariots de la Barbarie errante.

Toutes les peuplades momentanément agglomérées autour d'Attila se heurtèrent en Gaule, à une coalition, à une vraie coalition, celle que fit et dirigea jusqu'à la victoire de Châlons le Patrice Aétius. Mais que de peine n'avait pas eue ce grand politique, ce grand capitaine, à former le rocher résistant sur lequel devait se briser la vague de l'invasion hunnique. Les Francs de

Mérovée et les Burgondes de Gondicaire qui déjà se sentaient chez eux dans les parties de la Gaule qu'ils s'étaient, soit fait adjuger à titre de fédérés de l'Empire, soit adjugées eux-mêmes à titre de conquérants, se rallièrent assez vite, il est vrai, à l'appel du Patrice impérial.

Mais le plus puissant des rois barbares gallicisés, le Wisigoth Théodoric, refusa d'abord opiniâtrement de prendre part à la guerre. Sans doute ce barbare n'avait pas eu le temps de prendre la finesse d'esprit des gens du pays qu'il s'était soumis. Il était resté Goth et n'avait pas encore été promu Gascon, car il ne comprenait pas que s'il laissait écraser les quelques légions d'Aétius et les bandes gauloises, franques et burgondes, son tour d'être accablé viendrait bientôt après, quand il se trouverait seul en face d'Attila.

Il fallut de longs pourparlers auxquels s'usèrent plusieurs négociateurs pour qu'à la fin le Wisigoth ouvrît les yeux sur son intérêt, sur son péril. Quand il se fut décidé à marcher, il entendit conserver son autonomie militaire, et cette prétention chacun des chefs barbares l'avait pour lui-même, à l'exception peut-être de Mérovée dont les francs, fédérés de l'Empire, depuis longtemps, gardiens de ses confins militaires entre l'Escaut et le Rhin, avaient l'habitude de combattre sinon sous les Aigles, du moins à côté des Légions auxquelles d'ailleurs ils fournissaient beaucoup de recrues. Aétius eut à compter, même dans la bataille, avec cet esprit d'ombrageuse indépendance des barbares dont la plupart étaient plutôt pour lui des associés que des subordonnés.

A une de ses ailes il opposa les Wisigoths à une autre peuplade gothique, les Ostrogoths. En mettant aux prises des tribus de même sang, il comptait sur les envies et les haines fratricides qui les animaient depuis qu'elles s'étaient séparées, les Ostrogoths encore à l'état erratique, reprochant à leurs cousins les Wisigoths la bonne fortune qu'ils avaient eu de s'établir dans cette riche et plantureuse partie de la Gaule que l'on appelait en ce temps Aquitaine et qui devait prendre plus tard les noms de Guyenne et de Gascogne.

A son centre Aétius plaça sous la surveillance des Armoricains et des Francs, dont la fidélité était sûre, une bande d'Alains suspects.

Lui-même, avec les légions, se mit à son aile gauche ayant en tête une cohue de Barbares venus des plaines de la Russie et de la Sibérie actuelle. Contre ces auxiliaires d'Attila, éléments de combat mal cohérents, le capitaine romain employait ses meilleures troupes avec le dessein de les disperser vite pour se rabattre ensuite sur le centre d'Attila. Les choses se passèrent comme l'avait désiré, comme l'avait conçu et préparé Aétius.

La première bataille de la Marne, qui devait avoir quatorze siècles plus tard une si illustre sœur, fut gagnée. Mais quelques jours après, il fallut laisser repartir les Wisigoths pour leur pays. Ces barbares ayant perdu leur roi Théodoric dans la bataille éprouvaient l'irrésistible besoin d'aller se battre chez eux, entre eux, pour savoir lequel des cinq fils de Théodoric succéderait à son père. C'est pour cette raison que le der-

nier des généraux du grand Empire qui ait paru dans l'histoire de la Gaule fut empêché en 451 de poursuivre les barbares vaincus. Joffre, pour d'autres raisons, parce que ses armées étaient épuisées de fatigue, et que les munitions leur étaient trop chichement mesurées, devait lui aussi ne pas pouvoir exploiter la victoire de septembre 1914.

Telle fut la première coalition de peuples indépendants qui se soient unis pour conjurer un péril commun. Nous en avons rappelé les traits principaux parce qu'ils font apparaître combien il est difficile de faire plier sous une discipline commune l'orgueil des nationalités et surtout l'orgueil des gens de guerre.

Il faut franchir dans le temps l'espace de beaucoup de siècles pour trouver des coalitions, des traités faits entre des États souverains en vue d'entreprises guerrières à mener ensemble. Les Croisades ne sont pas des combinaisons de force de cette nature. Malgré que des rois se croisèrent, les États, autant qu'ils existaient alors ne prirent pas part aux guerres saintes. C'est comme seigneurs particuliers de leurs domaines, comme chrétiens fervents, comme pécheurs ayant des fautes à expier, et sans doute aussi comme chercheurs d'émotions nouvelles, « pour voir du pays » et trouver l'occasion de donner de bonnes estocades à l'Infidèle, que les Princes d'Occident partirent en guerre. Les récits des voyageurs — ou de soi-disant tels — les prédications des moines et sa mécréance même concouraient à faire à cet ennemi lointain une légende, répulsive pour des chrétiens, mais attractive pour des chevaliers. Ce n'est pas

contre le « Soudan » considéré comme chef politique que les Princes croisés se déclarèrent, mais contre un chef de mécréants. Leurs armées — si on peut donner ce nom aux foules qui dévalèrent de l'Occident sur l'Orient — étaient composées de pèlerins armés, de volontaires de la foi et de l'aventure.

Les coalitions étant des actes concertés de puissances politiques, il est impossible d'en voir dans ces grands mouvements chaotiques où étaient représentées toutes les races d'Occident.

Plus tard, quand les Arabes Musulmans, auxquels on n'avait pas pu arracher la possession des Lieux saints, eurent été soumis par les Turcs et que ce peuple de vigoureux guerriers, établi à Constantinople et étendu sur presque tout l'ancien domaine européen de l'Empire d'Orient, menaça l'Occident, il y eut contre lui des actions combinées de puissances chrétiennes qui ressemblèrent à des coalitions. La plus digne de mémoire est celle que forma entre l'Espagne et Venise le pape Pie V en 1571, et qui fut menée à la bataille, à la victoire de Lépante, par le frère bâtard de Philippe II, don Juan d'Autriche.

Avant ce dernier sursaut de l'esprit des Croisades, avaient eu lieu les grandes guerres de notre roi François Ier contre Charles-Quint. Là on relève plusieurs des traits caractéristiques des coalitions : *la France* doit faire face de tous les côtés, elle est menacée aux Pyrénées, en Italie, à sa frontière de l'Est et du Nord. Elle doit diviser ses forces pour résister partout. Mais si elle a beaucoup d'ennemis en apparence, en réalité

elle n'en a qu'un seul. L'Empereur est aussi roi d'Espagne et souverain des Flandres. Il a dans la personne de son frère, roi de Hongrie et de Bohême, un lieutenant impérial qui sera, après l'abdication de Charles-Quint, l'empereur Ferdinand. Mais une volonté unique anime ce grand corps aux membres dispersés que constituent les domaines de la Maison d'Autriche. Charles-Quint commande. Il n'a à consulter les convenances d'aucun égal, d'aucun allié. C'est lui seul qui tient les poignées de la tenaille entre les dents de laquelle il veut serrer la France et qui se brise sur la dureté de la résistance française. Dans cette première phase de la rivalité des Maisons de France et d'Autriche, malgré la multiplicité des « fronts », nous n'avons affaire qu'à un ennemi. La pluralité des parties contractantes qui est la condition des coalitions n'existe pas. Toutes les nations où l'on puise contre nous des soldats s'incarnent une à une dans le même chef.

Il faut traverser tout un siècle, après Lépante (1), pour voir se former enfin des constellations de puissances présentant les caractères distinctifs des coali-

(1) La guerre de Trente ans (1618-1648), ne fut pas une coalition, elle fut une série de guerres qui s'enchaînèrent. La France de Richelieu, avant d'entrer elle-même en action pour frapper sur la maison d'Autriche le coup décisif, lança et subventionna contre la vieille ennemie, un Électeur palatin, un roi de Danemark, et Gustave-Adolphe de Suède. Derrière tous ces adversaires de l'Autrichien, se tenait le roi de France ; mais une coalition étant une action simultanée de plusieurs puissances, la guerre de Trente ans ne fut pas, selon cette définition, une coalition, puisque les États qui y prirent part s'y engagèrent successivement.

tions, à savoir : la pluralité des contractants, leur entent
sur un objectif commun, la mésentente latente que fai
naître entre eux la conscience d'intérêts respectifs op
posés, la prétention de chacun à l'autonomie militaire
la répugnance égale chez tous à accepter la directio
et même le conseil de ses alliés. Contre la France il
eut sous le Grand Roi trois de ces coalitions : celle qu
l'on appela La « Grande Alliance » (1672), formée entr
l'Empereur, l'Espagne et le Danemark pour venir e
aide à la Hollande (1) ; la « Ligue d'Augsbourg
(1686) où entrèrent l'Angleterre, l'Empereur, pour se
États particuliers, l'Empire, l'Espagne et la Suède
enfin la grande coalition de 1700 qui, pour disputer a
petit-fils de Louis XIV la succession du roi d'Espagn
Charles II, réunit l'Empereur, l'Empire, l'Angleterr
la Hollande, la Prusse, plus tard le Portugal, enfi
la Savoie qui, d'abord, avait été notre alliée.

La France, sous tant d'ennemis, aurait succomb
peut-être si elle avait été attaquée d'ensemble. Mais le
opérations tantôt heureuses, tantôt malheureuses pou
Louis XIV furent conduites sans unité. Les coalisé
n'eurent pas de plan stratégique commun ; ils ne surer
pas opérer avec simultanéité, sur tous les fronts o
nous étions obligés de livrer bataille : Alpes, après
perte de l'Italie causée par la défection du duc d
Savoie; Espagne, où nous soutenions notre Prince
Flandres et frontière d'Allemagne, où nous eûmes

(1) Louis XIV avait à sa suite le roi Charles II d'Angl
terre.

combattre les deux grands généraux : Marlborough et le Prince Eugène.

Nous étions presque à bout de forces quand la coalition, sous l'action du vice interne qui travaille toujours les associations de puissances, se décomposa. L'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, Joseph Ier étant mort en 1710, sa succession échéait à son frère Charles, celui-là même que la coalition avait reconnu comme roi d'Espagne. Continuer la guerre pour mettre le nouvel Empereur en possession de tout l'héritage espagnol c'était, pour les puissances coalisées, s'imposer des sacrifices dont le résultat aurait été de constituer sur le continent une puissance qui eût fait la loi à l'Europe. Ni l'Angleterre, ni le duc de Savoie, ni les Princes allemands, à commencer par le Prussien, ni la Hollande ne pouvaient désirer cette résurrection de la Puissance de Charles-Quint. A partir de 1711, la guerre ne fut plus intéressante que pour la Maison d'Autriche qui seule avait à y gagner. Ses coalisés, qui craignaient maintenant la victoire de leur Allié, montrèrent beaucoup moins d'activité. Notre Villars ayant battu le grand capitaine impérial, Prince Eugène, à Denain, en 1712, l'ardeur déjà attiédie se refroidit complètement chez la plupart de nos ennemis et en 1713, l'Angleterre, la Hollande, la Savoie, la Prusse, le Portugal firent avec Louis XIV, à Utrecht, leur paix séparée. Resté seul, l'Empereur se résigna à renoncer à la couronne d'Espagne : il signa à son tour la paix de Rastadt.

Cette guerre de succession d'Espagne offre donc le tableau complet d'une coalition : au début, les associés

sont, on peut bien le dire, « tout feu, tout flamme » ; puis ils se refroidissent et après un certain temps, re prenant conscience de la diversité de leurs intérêts per manents, ils se séparent.

Au dix-huitième siècle deux coalitions rappelèrent celle sous laquelle Louis XIV avait failli succombe En 1741, la France et la Prusse firent à Marie-Thérès cette guerre dite de la succession d'Autriche qui rap porta au Prussien la Silésie et nous valut la Lorraine De 1756 à 1763, Frédéric II de Prusse soutint avec l secours de l'Angleterre, la guerre contre la Franc l'Autriche et la Russie. Ce fut la guerre de Sept ans o le Prussien eut le double avantage de la position cen trale, et, il faut bien le reconnaître, du talent sur l généraux qui lui étaient opposés. Malgré tant de supéri rité, due à sa position géographique et à ses dons natu rels, Frédéric II aurait fini probablement par être broy dans la tenaille de la coalition — il allait l'être — si un des dents de cette tenaille ne s'était tout à coup brisé la Russie ayant, après la mort de l'impératrice Élisa beth, abandonné ses alliés.

Nous voilà enfin à la grande épopée guerrière de France qui commence en 1792 pour se terminer en 181 Pendant ces vingt-trois ans, la France eut à résister sept coalitions (1).

1) 1er 1792. — Coalition dite de Pilnitz entre la Prusse et l'A triche à laquelle s'adjoignirent après la mort de Louis X l'Angleterre, l'Espagne, la Sardaigne, les Deux-Siciles.

Cette première coalition s'égrène en 1795 quand la Prusse l'Espagne signent séparément la paix et est finalement d

Nous ne parlerons que de la sixième celle de 1813-1814, parce que toutes les caractéristiques vicieuses des coalitions s'y rencontrent avec un puissant relief.

soute par le traité de Campo-Formio en octobre 1797 ; seule alors l'Angleterre continue la guerre.

2° 1798. — Coalition de l'Angleterre, de la Russie, de la Turquie, de l'Autriche, des Deux-Siciles. Brisée à Marengo en 1800, dissoute par le traité de Lunéville avec l'Autriche, en février 1801, terminée par le traité d'Amiens avec l'Angleterre, en mars 1802.

3° 1805. — Coalition faite à Pétersbourg entre l'Angleterre (avec laquelle nous avions rompu en 1803), la Russie et l'Autriche, dissoute après Austerlitz par le traité de Presbourg avec l'Autriche (27 septembre 1805).

4° Septembre 1806. — Coalition de la Prusse, de la Russie et de la Suède avec l'Angleterre, dissoute après Iéna, terminée après Friedland par le traité de Tilsitt (9 juillet 1807).

5° Avril 1809. — Coalition de l'Autriche avec l'Angleterre, dissoute après Wagram, par le traité de Schœnbrunn que signa l'Autriche (octobre 1809).

6° Mars 1813. — Après la retraite de Russie, coalition entre l'Angleterre, la Russie, la Prusse, la Suède et enfin, un peu plus tard, l'Autriche.

7° Avril 1814. — Après le retour de l'île d'Elbe, coalition de toutes les puissances contre Napoléon.

CHAPITRE IV

LA FORMULE DE SCHWARTZENBERG

Sommaire. — La coalition de 1813-1814 contre Napoléon est la coalition type parce que toutes les faiblesses des coalitions y sont rassemblées. — Les coalisés se défiant les uns des autres n'osent pas s'avouer leurs convoitises. — Dernière venue dans la coalition, l'Autriche en fait décerner le commandement en chef à son maréchal Schwartzenberg. — Formule équivoque de l'investitude donnée à Schwartzenberg. — Prétentions de Bernadotte, commandant de l'armée du Nord, au commandement en chef. — Il faut le payer pour qu'il s'en désiste. — Malgré son titre de commandant en chef, Schwartzenberg conserve le commandement particulier de l'armée de Bohême. — Blücher, commandant en chef de l'armée de Silésie. — Différence de caractère entre l'Autrichien et le Prussien. — Chacun d'eux a son plan d'invasion et d'opérations en France. — Schwartzenberg est si peu le chef que les souverains alliés décident que les deux plans seront réalisés simultanément. — Blücher se fait battre. — Schwartzenberg lui donne le moyen de rétablir ses affaires. — En suite de quoi le plan de Blücher prévaut sur celui de son chef. — Mais Blücher, parti trop tôt, subit trois défaites. — Schwartzenberg se hâte de reculer sous la pression de Napoléon qui,

en ayant fini avec l'armée de Silésie, est revenu sur l'armée de Bohême. — On parle d'armistice, mais l'Empereur de Russie, à la suggestion de Blücher, fait adopter un nouveau plan d'offensive. — Des renforts sont nécessaires. — On les demande à Bernadotte qui ne cède quelques troupes que contre un supplément de subsides.

La sixième coalition contre la France porte dans l'histoire le nom de « Coalition » tout court. Elle est restée dans le souvenir des hommes la coalition par excellence. Elle le fut en effet par le nombre des États qui y participèrent, par le déploiement qu'ils firent contre Napoléon de toutes les forces qu'ils pouvaient utiliser (1), par la grandeur de l'ennemi qu'elle combattait, par l'importance enfin du résultat auquel elle atteignit, car sa victoire sur Napoléon détermina l'histoire du dix-neuvième siècle.

Elle fut encore la coalition-type par les faiblesses qui, derrière le rideau épais de ses armées, apparaissent dans sa constitution interne. Tous unis dans la haine de l'Empereur, les coalisés de 1813 et de 1814, qui furent aussi ceux de 1815, étaient animés, les uns envers les autres, des sentiments les moins confiants. Tous étaient possédés d'arrière-pensées ; chez tous il y avait ces convoitises rivales dont l'habile Talleyrand devait tirer parti plus tard au Congrès de Vienne. Tant que Napoléon était debout, les hommes d'État ne se révélèrent pas

(1) A la bataille de Leipsick, il y eut, dans les rangs russes, des Baskirs, archers asiatiques, qui envoyaient sur nos régiments des volées de flèches.

leurs « buts de guerre », car aussitôt la discorde aurait pu surgir entre eux. Ils ne se dirent pas tout de leurs prétentions, excepté en ce qu'elles touchaient à la France. Il avait été convenu, quand les alliés étaient entrés sur son territoire, qu'on lui reprendrait tout ce qu'elle avait acquis en vingt ans de victoire, qu'on la ramènerait à ses frontières de 1792 ; mais sur la part à faire à chacun dans cet immense butin on avait gardé un silence prudent. Il fallait d'abord laisser les armées les généraux achever leur ouvrage.

Ces généraux, qui avaient la mission d'abattre le colosse français, quel concert existait entre eux? La Coalition connut-elle l'unité de commandement ?

Faite d'abord en 1812 entre l'Angleterre et la Russie la Coalition avait été rejointe au commencement de mars 1813 par la Prusse. Le 15 août, après un armistice de quarante jours pendant lequel elle avait caché, en jouant le rôle de médiatrice, à s'assurer, sans batailler, tous les profits d'une grande victoire, l'Autriche s'était déclarée elle aussi contre la France.

Pour l'entraîner dans leur camp, la Russie, l'Angleterre, la Prusse lui avaient promis une magnifique part dans les dépouilles de l'Empire français, et, au surplus, ils avaient accordé au beau-père de Napoléon un honneur qui devait d'autant plus flatter son orgueil qu'il le méritait moins. Un maréchal autrichien, le Prince Schwartzenberg, qui devait d'ailleurs le maréchalat à Napoléon, avait été accepté comme général en chef des armées coalisées. Ce titre ne recouvrait pas une solide réalité. Schwartzenberg avait été investi par une

mule qui le chargeait de coordonner les opérations des armées, l'autorisait à leur donner des ordres, mais autorisait aussi les commandants de ces armées à en référer à leurs Cours respectives — c'est ainsi qu'alors on nommait les Gouvernements — lorsque l'exécution des ordres du Général en chef leur paraîtrait inopportune.

Ces réserves, au début de la campagne, ne pouvaient pas être gênantes pour le Maréchal autrichien. Il commandait alors une armée qui est restée fameuse dans l'histoire sous le nom d'armée de Bohême, nom qu'elle devait à son territoire de concentration et à son premier théâtre d'opérations. Schwartzenberg avait sous ses ordres, au moment où éclatèrent les hostilités, au moment où il se mit en mouvement pour aller perdre la bataille de Dresde, 120.000 Autrichiens, 70.000 Russes et 60.000 Prussiens. Ses contingents nationaux étaient donc plus nombreux que ceux de ses alliés et il se trouvait sur son territoire national. Dans de telles conditions, on ne pouvait guère lui contester le commandement, sur un théâtre local d'hostilités. Mais quand les armées alliées se rapprochèrent, se concentrèrent autour de Leipsick, après les échecs des lieutenants de Napoléon, les difficultés surgirent à l'exercice du Commandement unique par le maréchal de Schwartzenberg.

Parmi les coalisés, il y avait Bernadotte dont Napoléon, pour s'en débarrasser, avait fait un prince héritier de Suède. Ce soldat intrigant et vantard était venu au mois de juillet 1813 au quartier général de l'Empereur

de Russie et du roi de Prusse et, en même temps que le concours de quelque trente mille bons soldats suédois, il leur avait offert le don du génie militaire dont il se croyait lui-même doué. Il avait demandé le commandement en chef de toutes les armées. Ce médiocre, dont le nom ne figurait au bas d'aucun bulletin de victoire, prétendait être le seul digne de se mesurer avec Napoléon. Sa prétention avait été jugée outrecuidante. On avait prodigué de bonnes paroles au Néo-Suédois : « certainement, si c'était possible, on lui demanderait de conduire la coalition à la victoire ; mais l'Autriche étant encore hésitante — l'entrevue avait lieu en juillet — on voulait, pour la décider, lui offrir le commandement en chef qui ne serait d'ailleurs qu'un commandement nominal. Le prince de Suède aurait, lui, le commandement effectif d'une grosse armée de 150.000 hommes, l'armée du Nord, qui se réunirait autour de Berlin et où il aurait, avec ses Suédois, des Russes, des Prussiens, quelques Anglais et un bon lot de volontaires allemands. Avec de si grandes forces il ferait certainement de grandes choses. Bernadotte ne pouvant pas faire autrement et ayant d'ailleurs reçu, en paiement de son adhésion à la coalition, l'autorisation d'enlever au roi de Danemarck la couronne de Norvège, s'était rendu à ces raisons. Mais ce présomptueux personnage, si jamais il recevait un ordre de Schwartzenberg, trouverait certainement toutes sortes de bonnes raisons pour ne pas s'y conformer.

Entre cette armée du Nord et l'armée de Bohême, la coalition avait une troisième armée, dite armée de Si

lésie parce qu'elle avait été formée dans cette province et y avait d'ailleurs été battue deux fois par Napoléon à Lutzen et à Bautzen. Des Prussiens et des Russes composaient cette armée qui était sous les ordres de Blücher, vieux Prussien chez qui la haine contre Napoléon et contre la France ouvrait un peu, quand il voyait l'ennemi devant lui, une intelligence naturellement obtuse. Ce cavalier impétueux et passionné ne devait pas être pour le généralissime autrichien un subordonné bien maniable.

Son indépendance, son indocilité même n'eurent pas à se manifester en 1813 pendant la campagne d'Allemagne. Les trois armées faisant bloc à Leipsick, et les souverains étant à portée de ce grand champ de bataille, les ordres n'étaient donnés qu'avec leur approbation. La primauté reconnue à Schwartzenberg n'était donc qu'apparente, puisqu'il ne l'exerçait que sous le contrôle des souverains.

C'est quand les coalisés furent en France que la différence, la mésintelligence latente entre les cours dont relevaient les généraux se manifesta en même temps que la différence de tempérament entre le maréchal prussien et l'Autrichien. Schwartzenberg avait voulu entrer en France par la trouée de Belfort, et même en violant un peu la neutralité du territoire suisse. Par ce prudent mouvement excentrique il tournait nos places de l'Est — c'est ce que Von Kluck devait faire à son tour par le Nord-Ouest en août 1914. — Blücher au contraire, d'accord avec l'empereur de Russie, avait franchi le Rhin entre Coblentz et Mayence, se jetant au milieu des forte-

resses françaises : Landau, Strasbourg, Mézières, Mont-Luxembourg, Thionville, Metz. Il les enlèverait, disait-il, si elles étaient mal gardées et si, au contraire, l'Empereur y avait laissé de fortes garnisons, son armée de campagne en serait d'autant affaiblie. Alors, sans s'arrêter aux places qui tomberaient d'elles-mêmes plus tard, les Prusso-Russes fonceraient sur la petite armée impériale et après lui avoir réglé son compte marcheraient sur Paris.

Le plan prussien étant soutenu par Alexandre et le plan autrichien soutenu par le Cabinet anglais, on les adopta tous les deux !

Blücher et Schwartzenberg firent chacun l'invasion au point où ils l'avaient proposée. A peine étaient-ils sur notre territoire qu'un désaccord éclata entre eux. Napoléon ayant demandé à ouvrir des négociations pour la paix, à la condition qu'on ferait une suspension d'armes. Schwartzenberg, d'accord avec le chancelier Metternich, était disposé à accéder à la demande française que Blücher repoussait avec colère. L'Angleterre ayant fait adopter un tiers-parti, l'ouverture des négociations sans suspension formelle des opérations militaires, le ministre autrichien Metternich et le Maréchal, qui l'un et l'autre craignaient toujours quelque coup du génie fulminant de Napoléon et de la bravoure française, demandèrent que les armées s'arrêtassent, mais Blücher, toujours emporté, s'étant fait battre à Brienne, où il avait engagé son armée sans l'approbation de son général en chef, l'Autrichien pour rétablir la situation renonça à son projet de cantonnement. Il se remi

en marche et les corps qu'il put porter en avant permirent à Blücher de remporter, avec 170.000 hommes contre 32.000 un succès à la Rothière. Cette concentration et l'heureux résultat qu'elle avait eue justifiaient « la politique de guerre » de Blücher. Les coalisés décidèrent qu'ils ne se sépareraient plus, que leurs masses agissant alternativement tantôt sur une aile, tantôt sur l'autre, pousseraient Napoléon jusque sous Paris où se livrerait, toutes forces réunies, la bataille décisive. Blücher avec sa promptitude habituelle commença l'exécution du plan concerté, mais il était parti trop tôt car Schwartzenberg, loin de pouvoir faire le mouvement cadencé dont on était convenu, rétrogarda par crainte d'une attaque de flanc dont on lui avait signalé la menace du côté de Sens. En reculant, le généralissime s'éloigna tellement de son lieutenant nominal qu'il se trouva dans l'impossibilité de lui porter secours lorsque Napoléon, voyant le Prussien livré à ses seules forces, se jeta sur lui et disloqua l'armée de Silésie dans les victorieuses journées de Champaubert, Montmirail, Château-Thierry, Vauchamps.

Ayant, pour quelques jours au moins, mis hors de cause le plus audacieux de ses adversaires, Napoléon se retourna contre le circonspect Schwartzenberg qui, pressé par l'Empereur de Russie, s'était avancé le long de la Seine. En quelques jours de ce mois de février 1814 qui brille d'un si vif éclat dans l'histoire militaire de la France, il donna aux Autrichiens de telles bourrades et leur inspira de si grandes craintes, que le généralissime demanda un armistice. Napoléon

n'ayant pas répondu, la demande fut renouvelée au nom de toute la coalition quelques jours plus tard, et, après avoir évacué Troyes, Schwartzenberg se replia autour de Chaumont. Dans cette ville, les trois souverains de Russie, d'Autriche et de Prusse, le ministre des Affaires étrangères d'Angleterre, Castlereagh, Metternich, Schwartzenberg tinrent un grand Conseil où l'esprit offensif de Blücher, bien que le maréchal prussien fût absent, l'emporta encore. Une offensive combinée de deux armées de Bohême et de Silésie fut décidée. Comme l'armée prussienne avait besoin de renforts, on décida de les prélever sur l'armée de Bernadotte. Mais l'entente était si fragile entre les coalisés, qu'on n'osa pas envoyer un ordre au Prince de Suède; on négocia avec lui. L'Angleterre acheta son assentiment par un subside supplémentaire de 25 millions et en lui subordonnant 40.000 Hanovriens, Hollandais et Anglais qui venaient d'être levés ou débarqués. Cet effectif étant équivalent à celui que Bernadotte détachait à l'armée de Silésie, l'amour-propre du Français défectionnaire était sauf. Tels étaient les expédients auxquels étaient réduits les coalisés de 1814, pour que la mésintelligence latente entre eux n'éclatât pas et ne déterminât pas entre eux une rupture.

Et tels sont les effets produits par les formules vagues comme celle qui avait investi Schwartzenberg en 1814. Un commandement qui ne dispose pas d'un pouvoir absolu, un commandement dont les ordres sont soumis à l'interprétation des subordonnés, un

commandement dont on peut appeler à une autorité supérieure, ce commandement manque de ce qui est l'essence même du commandement, l'indépendance. Ainsi qu'on le verra, c'est par « la formule de Schwartzenberg » que Foch fut d'abord investi à Doullens, le 21 mars 1918.

CHAPITRE V

LA FORMULE DE FRENCH

SOMMAIRE. — Instructions que French, commandant en chef du corps expéditionnaire en France, reçoit du ministre Lord Kitchener. — French ne doit jamais se placer sous les ordres d'un général allié. — États de service de French. — Convention militaire entre les États-Majors britannique et français. — Elle préparait l'intervention de l'Angleterre dans une guerre de la France contre l'Allemagne, mais ne rendait pas cette intervention obligatoire. — Après la déclaration de guerre de l'Angleterre les accords faits pour l'exécution de la Convention sont mis en discussion. — Conférence d'États-Majors anglo-français du 10 août. — Propositions de Kitchener et de Douglas-Haig. — French, appuyant le représentant de Joffre, obtient qu'on s'en tiendra au plan arrêté dans la Convention. — Lord Kitchener. — Son grand passé de soldat et d'administrateur. — Ses vues, étendues dans sa spécialité professionnelle, sont courtes dans le domaine politique. — Son opposition à la continuation de l'expédition de Macédoine en 1915.

Le Maréchal French, quand il débarqua à Boulogne le 14 août 1914 pour prendre le commandement du

Corps expéditionnaire britannique, n'était pas même placé dans l'état de subordination illusoire que définit « la formule de Schwartzenberg ». Les instructions (1) qu'il avait reçues du « Gouvernement de Sa Majesté » lui disaient : 1° que « sa mission spéciale était d'assister l'armée française et de coopérer avec elle » ; 2° « que pendant la concentration de ses troupes il avait toute latitude pour discuter avec le commandant en chef des armées françaises la situation militaire générale et le rôle spécial que ses troupes seraient en état d'y jouer »; 3° « que dans le cas où il participerait à des mouvements avancés dans lesquels les grandes unités françaises ne seraient pas engagées, il était prié d'en informer le Secrétaire d'État à la Guerre, Maréchal Lord Kitchener, en détail et assez à temps pour que le Secrétaire d'État fût en état de lui communiquer toute décision que le Gouvernement de Sa Majesté pourrait prendre sur la question » ; 4° « que son commandement était entièrement indépendant, et que, dans aucun cas et dans aucun sens il ne serait jamais sous les ordres d'un général allié ».

Sir John French (2) était un officier de cavalerie, très réputé pour sa fermeté et sa bravoure. Pendant la guerre du Transvaal, il avait commandé la défense de la ville de Mafeking, en Mashonaland. Et ç'avait été une belle défense. Élevé quelques années plus tard

(1) Voir en annexe à ce chapitre le texte complet de ces instructions.

(2) Il n'avait pas encore été élevé à la pairie et ne portait donc pas encore le titre de Lord.

au Maréchalat, qui est un grade en Angleterre alor qu'en France c'est une dignité, Sir John French ava reçu la promesse qu'il commanderait l'armée britan nique sur le continent si l'Angleterre était obligée u jour d'entrer dans une guerre européenne. Il était don familiarisé avec l'idée de cette guerre.

Bien que l'Entente cordiale ne comportât pas l'enga gement de la part de l'Angleterre d'une coopération e armes, une convention militaire avait été passée entr Paris et Londres (1). Pour préparer l'exécution de ce accords que jusqu'à un certain point, dans la forme la diplomatie ignorait, qui ne liaient donc pas irrévo cablement le Foreign Office, l'État-Major britannique à la tête duquel était resté pendant quelques année Sir John French (2), avait eu des conférences avec l'État-Major français. De ces instructions, de ces étude en commun était sorti un plan de concentration.

Si l'Allemagne attaquait la France, des divisions bri tanniques dont le nombre ne pouvait pas d'avance êtr fixé, viendraient se placer à la gauche des armée françaises dans la région du Nord, entre Maubeuge e le Cateau ; et cette dernière ville était désignée comm devant être le siège du quartier général du corps expéditionnaire (3).

L'Angleterre, ayant déclaré la guerre à l'Allemagn le 4 août 1914, un Conseil de guerre se tint le lende

(1) Livre jaune.

(2) Il avait résigné ses fonctions de chef d'État-Major en avril 1914.

(3) Cf. Maréchal French, *1914*.

main où on décida l'envoi en France de quatre divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie, soit 100.000 hommes, à peu près (1).

Pour le reste des dispositions à prendre, on arrêta de surseoir jusqu'à l'arrivée d'une mission française dont l'envoi fut demandé télégraphiquement au gouvernement français.

Nous connaissons par le récit même du Maréchal French ce qui se passa le 10 août dans la conférence où se rencontrèrent avec les généraux britanniques les officiers français dont le chef était le colonel Huguet.

La concentration et même le débarquement immédiat, sur lesquels l'entente avait été faite antérieurement entre les deux États-Majors furent mis en question. Sir Douglas Haig conseillait d'attendre. Selon la tournure qu'auraient prise les événements, les divisions britanniques iraient en France ou en Belgique ; Lord Kitchener, qui avait été appelé au Ministère de la Guerre le 7 août (2), n'appuya pas cette proposition, dont l'adoption eût fait douter de la résolution de l'Angleterre ; mais il suggéra l'idée d'une concentration en arrière aux environs d'Amiens. Repoussée par le colonel Huguet et par le Maréchal French qui rallia à son avis les généraux Murray, Wilson et Grierson,

(1) Deux divisions qui se trouvaient en Angleterre y furent provisoirement conservées pour la défense du pays, si les Allemands tentaient un débarquement, et pour le maintien de l'ordre.

(2) Il remplaçait le colonel Seeley qui avait, le jour de la mobilisation, repris un emploi dans l'armée.

membres du Conseil de défense impériale, cette idé
ne prévalut pas. Notre État-Major avait besoin d
toutes ses forces pour l'offensive. Si l'armée britanniqu
se plaçait près de Maubeuge dans les cantonnemen
que lui avaient marqués les études préliminaires, el
pourrait prendre part aux premières actions de
guerre ; si elle s'établissait sur la Somme, elle aura
à fournir des étapes, avant d'arriver sur le champ d
bataille.

Cette discussion qui se termina par une décisio
conforme aux vœux du Grand Quartier Général fra
çais ne laissait aucun doute sur l'état d'esprit d
militaires britanniques. Les instructions données
Maréchal French ne nous étaient pas encore connue
et peut-être même le Maréchal n'en avait-il pas enco
reçu le texte. Mais il était facile de deviner ce qu'ell
étaient ou ce qu'elles seraient, puisque au premi
contact entre les États-Majors les grands chefs alli
affichaient tant d'indépendance.

Chez Lord Kitchener et chez Sir Douglas Haig,
n'y avait que des pensées loyales. Ces deux soldat
dont l'un était déjà illustre et dont l'autre allait
1917 et 1918 écrire son nom dans l'histoire militaire
caractères ineffaçables, ne pensaient qu'à la cause co
mune ; mais en y pensant, ils ne tenaient pas compt
autant qu'il aurait peut-être convenu de le faire,
principal élément de puissance de cette cause, l'arm
française de 2 millions d'hommes, déjà en campagn
dont les quatre divisions britanniques ne pouvaie
être que des auxiliaires.

En eux, apparaissait, dès le commencement de la guerre et sans qu'ils en fussent conscients, le vice des coalitions, ce souci égoïste dont les alliés les plus sûrs, les plus fidèles, ne peuvent se délivrer.

Lord Kitchener était un officier du plus haut mérite professionnel. En Égypte, au Transvaal, dans les Indes, il avait été égal à toutes les tâches. Partout il avait réussi. Il était un de ces bons serviteurs dont l'Angleterre s'enorgueillit et qu'elle sait récompenser avec munificence. Mais il ne semble pas que ce grand soldat, que ce bon administrateur, ait eu, quand il n'était pas dans sa spécialité, des vues très étendues ni très pénétrantes. Il voyait la difficulté présente et n'apercevait pas toujours l'autre danger qui n'était pas immédiatement sous son regard.

C'est ainsi qu'en 1915, il fut tout près de faire abandonner par l'Angleterre l'expédition de Macédoine. L'Égypte était menacée d'une invasion par les Turcs et il aurait voulu y ramener les divisions qu'à la demande de la France, l'Angleterre avait débarquées à Salonique. Briand eut beaucoup de peine à lui faire admettre que la défense de l'Égypte se ferait mieux aux bords du Vardar que sur la rive du Canal de Suez; que si nous nous retirions de la Grèce, les Allemands nous y remplaceraient; que l'accès du Canal de Suez et par conséquent les communications avec les Indes seraient rendus bien difficiles quand les ports helléniques seraient devenus des repaires de sous-marins; qu'enfin notre retraite, justement interprétée comme un aveu de faiblesse, provoquerait sans doute aussi bien dans le

Nord de l'Afrique qu'en Asie le soulèvement des po
pulations musulmanes assujetties à l'Angleterre et à
France. Kitchener s'était rendu à ces raisons de sen
commun que, malheureusement pour sa réputation d
perspicacité, il n'avait pas su se donner à lui-même.

Dans la rédaction des instructions qu'il remit à S
John French et que nous appelons « la Formule d
French » le ministre de la Guerre montra qu'il s'était ins
piré plutôt des susceptibilité d'État-Major que des néces
sités de la guerre. Il ne s'était trouvé aucun Briand pou
lui faire atténuer les exigences que lui avait dictée
l'orgueil de sa grande Nation, orgueil légitime en so
mais qui, dans le cas qui nous occupe, ne fut pas
meilleur conseiller.

ANNEXE AU CHAPITRE V

INSTRUCTIONS DONNÉES AU MARÉCHAL FRENCH PAR LORD KITCHENER

le 14 août 1914.

Étant donnée la violation de la neutralité de la Be
gique par l'Allemagne et conformément à l'entente qu
existe entre notre pays et la France, le gouvernement d
Sa Majesté a décidé, sur la demande du gouvernemen
français, d'envoyer un corps expéditionnaire en Franc
et de vous en confier le commandement.

La mission spéciale des forces placées sous vos ordre
est d'assister l'armée française et de coopérer avec elle
contre nos communs ennemis. Votre tâche particulière e
d'aider le gouvernement français à prévenir ou à repou

ser une invasion allemande en France et en Belgique, éventuellement de rétablir la neutralité belge, pour la sauvegarde de laquelle, comme il est garanti par le traité, la Belgique s'est adressée à la France et à nous-mêmes.

Telles sont les raisons qui ont décidé le Gouvernement de Sa Majesté à déclarer la guerre. Elles constituent le premier objectif que vous ayez à vous proposer.

Le point de votre concentration, d'après l'accord actuel est Amiens et, pendant la concentration de vos troupes, vous aurez toute latitude pour discuter avec le commandant en chef des armées françaises la situation militaire générale et le rôle spécial que vos troupes seront en état de jouer. Il doit être établi dès le début que la force numérique du corps expéditionnaire et des renforts qui lui seront envoyés est strictement limitée ; en ne perdant jamais de vue cette considération, il est évident que le plus grand soin doit être apporté à réduire les pertes et tout gaspillage au minimum.

Aussi, quoique vous deviez faire tous vos efforts pour rentrer aussi étroitement que possible dans les vues et les désirs de nos alliés, vous aurez à considérer très sérieusement le cas où vous participeriez à des mouvements avancés dans lesquels de grandes unités françaises ne seraient pas engagées et où vos troupes pourraient être amenées à attaquer dans des conditions défavorables. Si le cas se produisait, je vous prierais de m'en informer en détail et assez à temps pour que je sois en état de vous communiquer toute décision que le Gouvernement de Sa Majesté pourrait prendre sur la question. A ce propos, je vous prie de voir nettement que votre commandement est entièrement indépendant et que vous ne serez jamais, en aucun cas et dans aucun sens, sous les ordres d'un général allié.

Dans les petites opérations, vous veillerez à ce que vos subordonnés comprennent qu'ils ne doivent courir le risque

de pertes sérieuses que si le commandement estime que ces pertes sont proportionnées à l'objectif envisagé.

Vos troupes pourront avoir, auront même certainement au cours de cette campagne, de nombreuses et belles occasions de montrer leur grand courage et leur esprit de discipline. Les officiers doivent se rappeler cependant que la guerre actuelle est leur première expérience de grande guerre européenne et qu'ils doivent prendre de plus grandes précautions que dans les campagnes précédentes, menées contre des adversaires peu aguerris.

Vous voudrez bien vous tenir en liaison constante avec le ministre de la Guerre et m'informer de tous les mouvements de l'ennemi qui viendront à votre connaissance ainsi que de ceux de l'armée française.

Vous comprenez, j'en suis sûr, que vous pouvez absolument compter sur l'appui complet et immuable du gouvernement, de moi-même et de mes compatriotes, en remplissant la haute mission que le Roi vous a confiée et en maintenant les grandes traditions des armées de Sa Majesté.

Signé : KITCHENER
Secrétaire d'Etat.

CHAPITRE VI

FRENCH ET LANREZAC

Sommaire. — Les commencements malheureux de la campagne fortifient chez French le sentiment de son indépendance. — Lanrezac. — Situation difficile dans laquelle se trouva ce général. — Il avertit le G. Q. G. du mouvement enveloppant de Von Kluck. — Il est obligé de rompre le combat et de battre en retraite pour sauver son armée. — Valeur du service que par cette décision spontanée il rendit au Pays. — Première rencontre de French et de Lanrezac. — Rapports difficiles entre un maréchal à qui ses instructions et son grade confèrent une complète indépendance, et un général de division à qui, en fait, ce maréchal doit se subordonner. — « Monsieur le Maréchal ». — « Mon cher Général ». — Contraste entre Lanrezac et French. — Leur première entrevue. — Refus du Maréchal de faire un dispositif que désirait le Général. — Malheureuses journées du 21 au 25 août. — Les forces françaises engagées malgré les ordres du Général commandant la 5e armée. — Lanrezac, menacé un moment sur ses deux ailes, ordonne la retraite. — L'armée britannique. — Son excellente qualité. — Après la bataille de Mons, elle suit le mouvement de retraite de l'armée française et bientôt, ayant accéléré sa marche, French prend de l'avance sur Lan-

rezac dont le flanc gauche reste découvert. — Devoir
French de ménager ses effectifs. — L'Angleterre ne pense p
encore à la conscription. — Une demande de coopération
Lanrezac est repoussée par French. — Deuxième entrevue
French et de Lanrezac. — L'incident du 28 août entre les deu
généraux. — Le même jour, Joffre prie French de s'arrêter.
Refus de French. — Il consent pourtant à rester dans
ligne entre la 5e et la 6e armée. — Proposition que f
Smith Dorrien de rembarquer le corps expéditionnaire.
French télégraphie à Kitchener qu'il pense à se replier s
ses « bases ».

L'armée britannique en France « ne devait dans a
cun cas être placée sous les ordres d'un général allié
pourtant elle opérait en août 1914 avec 4 divisions s
un théâtre de guerre où plus de 50 divisions françai
étaient déjà déployées. Petite partie d'un gra
ensemble, elle était tenue de suivre les mouveme
qu'imprimait à cette masse militaire le général qui
sumait la responsabilité des opérations. Malgré la let
de ses instructions, le Maréchal French était un sub
donné. Il pouvait certes demander des explicatio
mais il lui fallait entrer dans le plan du Grand Quart
Général français. Dans le détail on pouvait tenir com
de ses convenances — et on n'y manqua jamais — m
pour la direction générale de la guerre, il y avait p
lui obligation de se conformer aux vues du Comman
ment français. Son indépendance nominale devait d
la réalité se muer en subordination. Il y avait d
contradiction entre la prescription de la « Formul
French » et la nécessité de fondre en une seule ar

obéissant à une pensée unique, les éléments militaires divers de la coalition franco-britannique. Pour concilier ces contradictoires il aurait fallu d'abord que la victoire eût mis, dès les premiers jours, hors de conteste la maîtrise du Quartier Général français ; ensuite, que la camaraderie la plus confiante s'établît dès les premiers jours entre le commandant du corps expéditionnaire britannique et le commandant de l'armée française, avec lequel il voisinait. — Cette armée française dont les divisions britanniques formèrent l'aile gauche, était la 5e armée. Elle était placée sous les ordres du général Lanrezac. Lanrezac s'était trouvé au début de la campagne dans une situation fort inquiétante sur laquelle il avait attiré l'attention de Joffre. Pendant que nous croyions que l'Allemagne portait son grand effort sur notre centre aux Ardennes et que voulant devancer son offensive nous l'attaquions dans le Luxembourg belge, Lanrezac pressentait le grand mouvement enveloppant de Von Kluck sur sa gauche. Un jour même vint où le recul de la 4e armée, qui prolongeait la sienne à droite, l'exposa à un double enveloppement sur ses deux ailes. Après avoir signalé le danger au Grand Quartier Général, et après un échec dû surtout à la désobéissance de certains subordonnés qui, malgré les instructions de leur chef, s'étaient engagés imprudemment, Lanrezac avait pris sur lui de rompre le combat. Il avait ordonné une retraite qu'il dut opérer aussi vite que possible. C'est à cette décision d'un général qui assuma volontairement un rôle ingrat, que nous dûmes d'échapper au grand désastre que les Allemands voulaient nous

infliger. Lanrezac déroba la 5e armée à leur étreinte, il fit fléchir la ligne de bataille, il la reporta en arrière, mais il la préserva de la rupture. Ce service, qui fut méconnu tout d'abord, n'est pas de ceux qui font vibrer les lyres des poètes et qui excitent les acclamations des foules. La préservation de son armée par la retraite fut de la part de Lanrezac un service de la plus grande portée, mais dont le fait qu'il était rendu en reculant fit d'abord méconnaître la valeur. Lanrezac, dont French devait être l'auxiliaire, n'apparut donc pas à cet auxiliaire sous le prestige de couleurs victorieuses.

Mais avant même que fussent engagées les batailles auxquelles on a donné le nom de Charleroi, le maréchal britannique et le général français s'étaient rencontrés, et, dès le premier abord, il semble qu'il ne se soit pas établi entre eux de courant sympathique (1).

Comme tous les chefs français, Lanrezac était un général de division, l'équivalent d'un lieutenant-général britannique ; French était, lui, maréchal. Il se trouvait qu'avec un grade supérieur, il devait non pas obéir à un général français, mais régler ses opérations sur celles de ce général, être en fait dans sa dépendance. Il y avait dans cette subordination imposée par

(1) « L'incident (à propos d'un débarquement de troupes dans une gare) n'était rien par lui-même. Mais il faisait prévoir que les relations militaires entre les Anglais et nous ne seraient rien moins que commodes, malgré une bonne volonté réciproque indéniable ; nous ne parlions pas la même langue et, de plus, nous avions sur la guerre, des idées différentes ». GÉNÉRAL LANREZAC, *le Plan de campagne français*. Un vol. — Payot, éditeur.

la force des choses au Maréchal French quelque chose d'un peu déplaisant, de propre à éveiller en lui des susceptibilités, et de nature à faire naître des malentendus entre lui et les commandants français avec qui il serait mis en rapport. Une première difficulté apparaissait dans le choix des titres à se donner, des appellations réciproques. Les généraux français, même Joffre, même Gallieni écrivant à French lui donnaient du « Monsieur le Maréchal », ce qui était ordonné par les convenances. Mais le Maréchal leur répondait (lettres du 2 et du 3 septembre 1914) : « Mon cher général ». Il ne pouvait pas leur écrire : « Mon général », car cette appellation eût été une reconnaissance de subordination, il leur écrivait : « Mon cher général », ce qui est la formule que le chef emploie quand il s'adresse à un subordonné pour lequel il a des sentiments bienveillants. Faute de ces sentiments, on peut dire « Général » tout court. Mais French était trop « entente cordiale » pour adopter un aussi sec protocole. La difficulté aurait pu être tournée par l'emploi de : « Mon cher camarade » dont se servait Joffre quand il écrivait à Gallieni, autrefois son chef, et maintenant son subordonné.

Mais si les généraux de division sont « camarades » parce que égaux en grade et égaux substantiellement, même quand la différence des emplois met entre eux une inégalité temporaire, un maréchal peut-il, sans oublier ce qu'il doit à son grade, donner du « Cher camarade » à un officier d'un grade inférieur? French ne le pensa pas et il en resta à « Mon cher général »

qui est un peu cavalier (1). Avec Lanrezac, le Maréchal britannique paraît avoir voulu éviter l'emploi de cette formule.

Nous n'avons de lui, dans son livre, qu'un message adressé au commandant de la 5e armée et il ne comporte aucune appellation directe en apposition au pronom personnel « vous ». Les deux commandants semblent n'avoir pas recherché les occasions de s'écrire, leurs communications se faisant par la voie d'un officier de liaison, le capitaine (maintenant brigadier-général) Spiers, de l'État-Major de French.

Comme nous l'avons déjà marqué, une opposition de caractères s'était manifestée dès la première ren-

(1) Il est peut-être bon de rappeler que *mon*, placé devant les titres militaires n'est pas un possessif, mais l'abréviation du mot « monsieur ». Au dix-septième et au dix-huitième siècle on écrivait : « Mons. le capitaine, Mons. le colonel ». Dans le langage parlé, l's final de cette abréviation tomba et on se mit à dire « mon capitaine », « mon colonel », « mon général », en donnant à ce « mon » la signification moins cérémonieuse, plus affectueuse, du possessif. Mais ce sens est si peu conforme à celui que contient le « mon » dans la formule militaire, que le règlement dispose, que les caporaux et les sous-officiers doivent être appelés par leurs hommes : « caporal », « sergent », et non « mon caporal, *mon* sergent ». C'est parce que « mon » est l'abréviation de monsieur qu'il n'est pas accordé à ces chefs immédiats, les plus rapprochés de la troupe. « Monsieur » dans la vieille France, était réservé aux officiers ayant une commission du Roi. C'est par la continuation inconsciente de cette tradition que dans les armées modernes « mon » précède seulement les titres des grades d'officiers dans l'Armée de terre. Dans l'Armée Navale les subordonnés disent « commandant », « capitaine », et non « mon commandant », « mon capitaine », ils disent « monsieur l'Amiral » et non « mon Amiral ».

contre du général français et du maréchal britannique.

Lanrezac, homme d'étude et d'action, à la science profonde, à l'esprit plein de clarté, était tenu par ses chefs et ses pairs pour l'un de nos meilleurs généraux. Trop fier pour aller quémander des recommandations extra-hiérarchiques, il n'avait dû son avancement qu'à ses notes de services. D'une parfaite courtoisie, mais sans grimaces de mondanité, avec une franchise qui dédaignait les circonlocutions et un parler haut qui lui donnait un air de simplicité rude, il contrastait avec French, soldat de tempérament vigoureux, mais qui avait les façons salonnières de l'officier britannique et un peu de goût pour le cérémonieux. Le Maréchal, quand il se rendit au Quartier du général français, y trouva l'accueil le plus empressé. Mais Lanrezac, malgré le grade supérieur de celui qui allait être son voisin de champ de bataille, ne crut pas devoir prendre une attitude déférante qui de sa part eût été une hypocrisie, car Français, il commandait sur le territoire français à 300.000 Français, et c'est bien à lui, à lui seul, qu'incombait la responsabilité des opérations. French vint le 17 août au Quartier Général de la 5e armée. La veille il était allé, nous suivons son récit, au Grand Quartier Général où il avait fait la connaissance de Joffre. Le Maréchal avait demandé au général en chef de placer directement sous ses ordres le corps de cavalerie du général Sordet et deux divisions de réserves (d'Amade) qui se trouvaient derrière lui. Joffre s'était déclaré dans l'impossibilité d'accéder à ce désir.

Peut-être French se souvenait-il de ce refus le lendemain quand il conférait avec Lanrezac. Toujours est-il que le commandant de la 5e armée lui ayant demandé de placer entre cette armée et l'armée britannique un corps de cavalerie, le Maréchal répondit sèchement : « Non ! »

Et comme Lanrezac manifestait, par un jeu de physionomie, quelque surprise, French avait donné cette explication : « Au lieu de trois corps d'armée que je devais avoir, j'en ai deux, je veux conserver mon corps de cavalerie en réserve. » Lanrezac n'avait pas insisté et les deux commandants s'étaient séparés, assez peu contents l'un de l'autre, semble-t-il, et après que French eut déclaré qu'il ne serait prêt à prendre l'offensive que le 24 août.

La première condition pour que, de deux généraux appelés à « coopérer », l'un acceptât la direction de l'autre, la sympathie, la cordialité confiante, n'existait donc pas après la première conférence de French et de Lanrezac. La seconde condition, la victoire, qui eût fait accepter au maréchal britannique la subordination, dont aucune formule ne pouvait en fait le dégager, manqua également.

Le 20 août, Lanrezac avait reçu l'ordre de se porter en avant. Il avait répondu que tous ses corps d'armée et les divisions de réserve qui opéraient à sa gauche, n'étant pas encore sur leurs positions et que l'armée anglaise n'étant pas prête, il ne commencerait le mouvement prescrit que le 23. On lui avait, du Grand Quartier Général, laissé toute liberté d'agir comme il l'en-

tendrait. Le commandant de la 5e armée avait alors donné à ses subordonnés les ordres les plus précis d'avoir à rester sur la défensive, de contenir seulement l'ennemi et surtout de ne pas s'engager dans les terrains bas des rives de la Sambre (1). Ces ordres écrits, il les avait répétés et commentés verbalement en annonçant à ses lieutenants que la grande bataille s'engagerait le 23, au jour qu'il avait indiqué lui-même à Joffre.

Mais les Allemands n'avaient pas attendu que nous fussions prêts. Le 21, ils avaient attaqué et les consignes de Lanrezac n'ayant pas été observées, le IIIe corps passant à d'imprudentes contre-attaques, était fortement éprouvé. Le lendemain ce corps repartait à l'assaut sans plus de succès et le Xe se faisait lui aussi maltraiter pour avoir, comme son voisin, outrepassé les ordres du commandant de l'Armée.

Le 23, le XVIIIe corps et le Ier étant établis à gauche et à droite des Xe et IIIe, Lanrezac fait attaquer par le Ier corps (Franchet d'Espérey) en avant de la Meuse. Tout va bien et un beau succès est en vue lorsque Franchet d'Espérey (Ier corps) apprend que les Allemands ont franchi la Meuse près de Dinant, et que son flanc droit est ainsi à découvert. Il s'agit de parer au danger. Mangin, qui se trouve là, comme il devait se trouver pendant cette guerre pour tant de coups décisifs, fait avancer sa brigade sous la pression de laquelle l'ennemi repasse le fleuve.

Le malheur conjuré à droite reparaît à gauche de la

(1) Voir *le Plan de campagne français*, par le Général Lanrezac, et *le Secret de la Frontière*, par Fernand Engerand.

Ve armée où une division de ce IIIe corps, qu'on a si in
prudemment gaspillé la veille et l'avant-veille, recul
en reculant, il entraîne les autres divisions du corps
et la gauche du XVIIIe corps, avec lequel il perd s
liaison, se trouve découverte. Il faut que le XVIIIe corp
cherche lui aussi une position en arrière. Il la trouv
et attire à lui sur sa gauche le groupe de divisions d
réserves (général Valabrègue).

Cette retraite de l'aile gauche de Lanrezac met « e
l'air » l'armée anglaise qui, massée à Mons et au delà,
été attaquée le 23 au matin.

Ils sont 70.000 soldats volontaires anglais. C'est cett
troupe, excellente par la solidité, par la connaissanc
du métier, par le point d'honneur, que Guillaume, vrai
ment mal inspiré dans le choix de ses injures, appelai
« la méprisable petite armée de French ».

De 8 heures du matin le 23, jusqu'à 5 heures du soir ell
fit une résistance que l'ennemi supérieur en nombr
força seulement sur un point, près de Mons. Cet échec
le général Horace Smith Dorrien semble l'avoir vu ave
des verres grossissants, car, sans en référer à son chef
il évacue Mons et se reporte sur une ligne à 5 ou 6 ki
lomètres en arrière. Sur cette position, Smith Dorrien
passe par des alternatives d'optimisme et de pessi
misme que le Maréchal French nous a énumérées. I
semblait à la fin qu'il dût tenir, comme le faisai
le Ier corps dont le commandant, Sir Douglas Haig
montrait dès cette première bataille la justesse de so
coup d'œil et la fermeté de son âme. Mais pendant qu
la bataille se livrait des renseignements qui donnaien

d'abord à réfléchir, puis de nature à inspirer des inquiétudes, arrivaient à French. Des mouvements de troupes ennemies se faisaient, qui le menaçaient d'enveloppement. Il pensait déjà à ordonner la retraite générale lorsqu'une dépêche de Joffre lui en montra l'inévitable nécessité.

Cette dépêche apportait au Maréchal trois renseignements : 1° trois corps d'armées allemands se portaient sur le front britannique; 2° un corps ennemi faisait un mouvement sur son aile gauche; 3° la 5e armée était en retraite, les passages de la Sambre entre Charleroi et Namur ayant été forcés la veille.

Dans les instructions remises par Lord Kitchener au Maréchal French (1) il était dit : « Il doit être établi dès le début que la force numérique du corps expéditionnaire et des renforts qui lui seront envoyés est strictement limitée; en ne perdant jamais de vue cette considération, il est évident que le plus grand soin doit être apporté à réduire les pertes et tout gaspillage au minimum. »

Ainsi French, général indépendant et par conséquent responsable d'après la lettre de ses instructions, sait aussi, par ces instructions, que les effectifs dont il dispose sont strictement mesurés.

Il n'est pas encore question pour l'Angleterre d'un appel en grand à des volontaires, comme celui auquel présidera plus tard Lord Derby; encore moins est-il question de service obligatoire. A Londres on juge

(1) Voir ces instructions, en appendice au chapitre précédent.

encore — et de cette constatation ne sort pour nos loyaux alliés aucun reproche — que la guerre de 191 pourra se poursuivre comme les guerres du dix-huitièm et du commencement du dix-neuvième siècle; que l'An gleterre y donnera son plein effort sur mer, mais qu dans la guerre continentale elle fera seulement act de présence avec une petite *expeditionary force* Combien on eût étonné même les plus ardents partisan de l'Entente, les hommes clairvoyants qui savaient qu l'avenir de l'Empire britannique se jouait dans les ba tailles de France, si on leur eût dit que dix-huit mois plu tard ils auraient à soumettre leur peuple à la conscrip tion et que le « corps expéditionnaire » britanniqu passerait de 70.000 à 2.000.000 d'hommes !

Pas plus qu'aucun autre Anglais le Maréchal Frenc ne soupçonnait l'étendue des sacrifices que son pay aurait, pour son salut, à s'imposer. On lui avait confi un petit capital militaire en lui disant que s'il le perdait on ne le lui reconstituerait pas. Raison pour lui d'appor ter plus de circonspection encore quand il serait solli cité — car on ne pouvait pas lui donner d'ordre — d prendre part aux opérations des armées que, d'après l texte même de ses intructions, il devait « assister (1) »

On a vu que le 17, avant que les batailles eussen été engagées, le maréchal avait laconiquement répondu

(1) Dans le livre de French, le traducteur français a rendu l verbe anglais *assist* par « assister ». « Assister » a, en fran çais, une signification un peu humiliante que *assist* n'a pas en anglais. Au lieu de « assister » le traducteur aurait mieux rendu la pensée de nos alliés en écrivant « seconder ».

« non » à Lanrezac qui lui demandait de placer son corps de cavalerie à la gauche de l'armée française. Le 22 août, le général français ayant fait demander au maréchal anglais s'il ne lui conviendrait pas d'attaquer au flanc des colonnes allemandes qui avaient passé la Meuse, la réponse avait encore été négative.

Quand la bataille eut été décidément perdue et que Anglais à l'extrême gauche et Français au centre ne cherchèrent plus qu'à se dérober aux pinces que Von Hausen et Von Kluck voulaient refermer sur eux, il est bien humain que French ait senti plus lourde sa responsabilité et plus complète son indépendance vis-à-vis du général français qu'il « assistait ». La victoire aurait donné à Lanrezac sur son « assistant » un ascendant que l'infortune ne pouvait pas lui conférer. Les deux généraux manœuvrèrent donc vers l'arrière presque sans concert entre eux, le Britannique qui s'était mis en retraite le dernier ayant bientôt pris sur le Français l'avance de quelques heures de marche.

Le 26, après une très malheureuse affaire la veille, au Cateau, où le Ier corps britannique (Smith Dorrien) perdit 15.000 hommes et 80 canons, nos alliés établirent leur quartier général à Saint-Quentin, où Joffre vint conférer avec French. Lanrezac parut un moment à cette conférence, mais de cette seconde rencontre avec le maréchal anglais, il ne semble pas que soit résultée la conciliation entre les tendances de deux caractères si différents. Le défaut de cordialité, de confiance entre l'Anglais flegmatique et un peu hautain et le Français « tout en dehors » se manifesta par un incident

dans la journée du 28. Le général Joffre ayant don
l'ordre à Lanrezac d'attaquer l'armée allemande d
les colonnes s'avançaient imprudemment vers l'oue
le commandant de la 5e armée prenait ses disposit
pour n'agir qu'avec les Français quand Douglas Ha
dont le corps d'armée avait été moins éprouvé (1) q
celui de Smith Dorrien, lui fit savoir qu'il désir
prendre part à la bataille qui allait se livrer. Avec e
pressement Lanrezac accepta l'offre du général angl
et lui fit savoir qu'il comptait sur son intervention,
29, dès 4 heures ou 6 heures du matin. Douglas Ha
demanda successivement à n'entrer en action q
8 heures, puis à 10 heures. Il lui fut répondu qu'il
rait le bienvenu quand il arriverait, à condition que
fût dans la matinée. On comptait donc sur lui, au Qu
tier général de la 5e armée, quand une communi
tion téléphonique apprit à Lanrezac que d'ordre
maréchal French le Ier corps britannique ne serait
au rendez-vous fixé. En recevant cette nouvelle, le
néral français laissa échapper un mot très vif, et q
en anglais a une signification aussi blessante qu
français. Il y avait là un représentant de l'État-Ma
britannique qui, comme c'était son devoir, dut rapp
ter ce qu'il avait entendu. Dans cet incident se tro
peut-être l'explication du jugement si injustement n
veillant que French a porté plus tard sur Lanrezac
peut-être cet incident fut-il une des causes de la
grâce que Joffre infligea au commandant de la 5e

(1) Voir Maréchal French, *1914*.

mée. L'intérêt de la cause commune rendait certainement difficile la collaboration de deux généraux entre lesquels les rapports étaient si dépourvus d'aménité. Comme nous ne pouvions pas demander à l'Angleterre de rappeler son général, c'est le nôtre qui devait être rappelé (1).

Le jour même où French ne permettait pas à Douglas Haig d' « assister » Lanrezac, il recevait à Compiègne la visite de Joffre qui lui demandait avec instance de s'arrêter. Le Maréchal, qui était alors d'avis que le repli des armées devait être poussé jusqu'au sud de la Marne, se laissa avec peine convaincre qu'il devait rester en ligne pour boucher le trou entre la 5e armée et la 6e, celle de Maunoury, dont la formation avait commencé le 25 août. Sa résignation au désir de Joffre n'était pas partagée par tous ses lieutenants. L'un d'eux, Smith Dorrien dans un conseil de guerre tenu à Compiègne le 29, après le départ de Joffre, émit l'avis « qu'il n'y avait pour les Anglais qu'à se retirer sur leurs bases et, une fois refaits, à s'embarquer pour rentrer chez eux ».

Cette proposition, qui décelait chez son auteur une émotivité si peu anglaise, ne fut pas entièrement retenue mais French, tout en restant fidèle à l'engagement qu'il avait pris vis-à-vis de Joffre de « demeurer dans la ligne » ne repoussait pas absolument l'idée de s'en retirer. Il écrivait en effet à Lord Kitchener, toujours le 29 août :

« Je sens très sérieusement l'absolue nécessité qu'il y a pour moi à garder en mains ma complète liberté d'action et à pouvoir, si les circonstances l'exigent, me retirer sur mes bases. »

Ces « bases », c'étaient Saint-Nazaire et le Mans, car l'avance des Allemands vers l'ouest avait fait abandonner les ports de la Manche et de Rouen où nos alliés ne devaient recommencer à débarquer qu'après la bataille de la Marne, à la fin de septembre.

(1) L'abstention imposée à Douglas Haig par son chef n'empêcha pas Lanrezac de remporter à Guise, le 29 août, un succès qui, d'après certains critiques militaires, aurait tourné en victoire si la 5e armée avait eu les moyens de l'exploiter.

ANNEXE AU CHAPITRE VI

Sur Lanrezac.

Le général Lanrezac a été jugé par un général dont les services furent si grands pendant la guerre, que Clemenceau le nomma gouverneur militaire de Metz, après l'armistice. C'était le mettre plus qu'aucun autre à l'honneur.

C'est à ce général que Clemenceau fit allusion, au commencement de juin, dans un discours où il disait : « J'ai vu ce grand chef dont la tête tombait sur ses cartes, car depuis trois jours il n'avait pas dormi une heure. » On crut dans le public que ce grand chef était Foch. C'était le général de Maud'huy.

Le jugement de Maud'huy sur Lanrezac a été publié dans le Gaulois. Il confirme — avec quelle autorité ! — ce que, d'après des renseignements pris à différentes sources, nous avions dit dans le premier Fragment d'Histoire (1) de ce que nous avons écrit dans le chapitre précédent.

(1) *Joffre. Première Crise du Commandement.*

Pour beaucoup de Français, le nom du général Lanrezac est presque inconnu, et pourtant si, en juillet 1914, on avait demandé : « Qui voulez-vous pour mener l'armée à la bataille ? », combien d'officiers auraient répondu : « Lanrezac. »

A la différence de bien d'autres, le général Lanrezac était estimé à la fois comme général et comme soldat. Deux ordres de qualités différentes et qui font le chef complet : le général doit connaître son affaire, suivant l'expression populaire ; le soldat doit comprendre la troupe, lui tâter le pouls, deviner ce qu'elle peut donner suivant les circonstances, savoir faire appel à ses sentiments variables pour obtenir le maximum d'efforts et de rendement.

Lanrezac connaissait à fond son affaire comme général ; il l'avait montré à l'École de guerre. D'autre part, vieux soldat de 1870, il aimait la troupe et avait su se faire aimer d'elle partout où il l'avait commandée.

***

Or, un mois après la déclaration de guerre, nous apprenions que le général Lanrezac était relevé de son commandement, limogé un des premiers, suivant l'expression devenue courante. Nous étions-nous donc trompés, nous qui avions en lui la confiance la plus entière ? Lanrezac était-il seulement un théoricien bon pour faire des conférences, mais incapable de conduire des soldats à la bataille ? Nous nous refusions et nous refusons encore à le croire.

Il n'a pas commis de fautes graves, il n'a pas été inférieur à sa tâche. Bien au contraire, un des seuls, il a discerné le danger menaçant, il l'a vu au moment où il fallait le voir, il l'a signalé, et, pour cela, ceux qui ne l'ont vu que tardivement l'ont accusé de pessimisme et de défaitisme. S'il avait été écouté, nous n'aurions pas eu la victoire de la Marne, mais nous aurions peut-être gagné celle de la Sambre ou de l'Aisne.

Avant la guerre, le général Lanrezac, qui devait commander la 5e armée, l'armée d'aile gauche du dispositif, n'avait, pas plus que les autres commandants d'armée, été mis au courant du plan du généralissime, et n'avait été admis à le discuter. Première faute très grave de la direction suprême, car si la

responsabilité entière doit rester au chef supérieur, quels que soient les avis des subordonnés, le chef ne peut, avant l'action, trop s'entourer d'avis compétents et trop faire pénétrer sa pensée par ses subordonnés.

Le général, avant la déclaration de guerre, connaît donc simplement la directive n° 1 ; il en voit les dangers, mais il n'est pas appelé à donner son avis. « Moi seul sais ce que j'ai à faire », disait, en 1806, Napoléon. Mais c'était Napoléon. Il commandait une armée de cent cinquante mille hommes, réunis sur quelques lieues de terrain, et il a payé cher sa méthode de commandement quand les mauvais jours sont venus, après les triomphes.

Le plan de concentration établit nos armées face à l'est, avec une armée de réserve placée derrière le centre ; rien n'est prévu pour le cas de la violation de la Belgique, hypothèse cependant signalée comme la plus vraisemblable par de nombreux écrits français ou allemands. Or, dès le début, la neutralité belge est violée, avant même l'arrivée de nos armées sur la base de concentration.

Va-t-on faire jouer une variante ? Va-t-on placer l'armée de réserve en échelon derrière la gauche ? Non, le calme olympien ne se dément pas au G. Q. G. ; nous attaquerons comme il est prévu, là où il est prévu, sans nous inquiéter des dangers courus par notre gauche débordée. L'ennemi ne compte pas. La victoire arrangera tout.

Dès le 6 août, le général Lanrezac signale le péril menaçant, il ne cessera plus de le faire ; le siège, la prise de Liége font prévoir que le mouvement débordant aura une extension considérable. On ne l'écoute pas, pas plus que les Troyens n'ont voulu écouter Cassandre ; c'est un pessimiste : cette réputation lui est faite résolument parmi les « jeunes » du G. Q. G.

Le G. Q. G. veut bien à cette date admettre la violation de la neutralité belge : c'est maintenant un fait qu'il ne peut nier ; mais il se refuse à en voir les conséquences. Le 13 août encore, ses instructions prévoient pour nos armées une offensive centrale face à l'est, sans tenir compte du danger venant du nord qui menace l'aile gauche.

Le 14, le général Lanrezac se rend lui-même au G. Q. G. pour exposer ses inquiétudes. Il fait remarquer que les bulletins de renseignements envoyés par le G. Q. G. (2e bureau

aux armées signalent eux-mêmes le danger; il est éconduit. Il renouvelle le jour même ses instances par écrit, il propose de porter son armée sur la Sambre pour faire face aux masses allemandes venant de Belgique. C'est seulement le 15 août, dans la soirée, que le G. Q. G. autorise le mouvement demandé. Il était déjà trop tard. Mais si les instances du général Lanrezac avaient été complètement repoussées, les Allemands auraient pris nos armées à revers sans rencontrer aucune résistance, renouvelant aux mêmes lieux la catastrophe de Sedan dans des proportions gigantesques. Le mouvement ordonné sur sa demande au général Lanrezac est donc devenu délicat, dangereux parce que tardif : il s'agit d'exécuter une marche de flanc et de déployer face au nord-est une armée déployée face à l'est. Toutefois, il est heureusement terminé le 20 août. Le G. Q. G. persiste dans ses illusions optimistes et, se croyant, malgré l'évidence, toujours en avance sur l'adversaire et plus fort que lui, il prescrit, le 16, puis le 18 août encore, de déboucher au delà de la Sambre le 20 et d'attaquer les Allemands, de concert avec les Anglais et les Belges. Or, les Anglais ne sont pas encore prêts et les Belges, déjà battus, se replient sur Anvers ; d'ailleurs, ni les uns ni les autres n'acceptent de se placer sous le commandement français.

∴

Le 20 août, la 5e armée est déployée sur la Sambre ; mais, loin d'être en état de franchir la rivière et d'attaquer, comme l'ordonne le G. Q. G., elle est elle-même attaquée et est repoussée entre le 20 et le 23 août. L'armée anglaise, à sa gauche, est écrasée et débordée par des forces supérieures. L'enveloppement s'accentue. Le G. Q. G. n'envoie pas d'instructions. Le général Lanrezac, de sa propre initiative, donne, le 23, l'ordre de retraite. Bien peu de gens peuvent apprécier comme il le mérite le courage civique nécessaire à un chef pour donner un ordre de retraite que lui-même n'a pas reçu et qu'il considère cependant comme indispensable. Ce sera sacrifier sa réputation, risquer son honneur militaire pour le bien de l'armée et de la nation. Le général Lanrezac a eu ce courage admirable. Il aura été au premier chef un général et un soldat.

Le G. Q. G. entérine la décision, mais ne la pardonnera pas.

Le responsable de la défaite sera celui qui a dû donner l'ordre de retraite. Et cependant, si la 5e armée s'était obstinée, le succès improbable qu'elle eût pu dit-on — et je ne le crois pas — momentanément remporter aurait aggravé la situation ; elle eût été débordée, rejetée à l'est, coupée de Paris, prise peut-être. L'initiative du général a sauvé son armée ; en la sauvant, il a rendu possible la victoire de la Marne, le salut de la France.

Mais le plan de début du G. Q. G. a complètement échoué ; les cinq armées ont attaqué ; toutes ont éprouvé de sanglants échecs. A qui la faute ? Si une armée seulement avait été battue, ce pourrait être la faute de son chef ; si toutes ont été battues et qu'on veuille trouver le vrai responsable, il faudrait frapper le commandement de ces cinq armées, c'est-à-dire le général en chef lui-même.

Cela devait être ; ne récriminons donc pas plus que les victimes ne l'ont fait, mais maintenant que le sacrifice a été accompli, que la patrie a été sauvée, nous devons rendre justice à ces bons serviteurs frappés par la destinée, comme d'autres l'ont été par les balles ou les obus.

Parmi les sacrifiés, le plus innocent et, on peut le dire, le plus glorieux, est le général Lanrezac.

En le perdant, en l'écartant l'armée a perdu une force considérable. Voilà une vérité qui sera un jour non de la légende, mais de l'histoire !

Général DE MAUD'HUY,
Député de Met..

CHAPITRE VII

FRENCH — JOFFRE — GALLIENI

SOMMAIRE. — Le 30 août, Joffre fait connaître à French son ardent désir de le voir rester en position de combat. — Refus de French. — Les instances de Joffre renouvelées le 31. — Poincaré les appuie par un message personnel. — French refuse encore, « ses renforts ne lui étant pas arrivés ». — Lord Kitchener à Paris. — Conférence de Kitchener avec French, Sir Francis Bertie, Viviani et Millerand, le 1er septembre. — Revirement surprenant chez French. — Il propose un plan inspiré des propositions qu'il a repoussées la veille et l'avant-veille. — Joffre ne peut pas accepter ce plan. — Sa lettre à French. — Explication vive entre Kitchener et French. — L'ambassadeur sir Francis Bertie prend le parti de French. — Kitchener cède. — Préparation de la bataille de la Marne. — Lettres de Joffre et de Gallieni à French. — Ignorance dans laquelle reste Gallieni des instructions du Maréchal. — Gallieni à Melun le 4 septembre. — Il ne rencontre pas French. — Les visites se succèdent à l'État-Major britannique : un officier de liaison de Joffre, puis Maunoury, enfin Joffre viennent conférer avec le Maréchal. — « Prière instante » que lui adresse Gallieni. — Glorieuse participation de l'armée britannique à la victoire de la Marne. — Étonnement des généraux français devant cette indépendance de French. — Elle est justifiée par ses instructions.

On a reproché à Joffre d'avoir, après les batailles malheureuses d'août 1914, opéré la retraite sur une trop grande profondeur ; d'avoir, en ne s'arrêtant pas, livré à l'ennemi une partie du territoire français à laquelle il aurait pu épargner les ravages de l'invasion. Si le commandant en chef français est appelé un jour à s'expliquer sur ce grief, il pourra peut-être citer, au nombre des raisons qui l'ont déterminé, l'impossibilité où il se trouva d'obtenir, quand il la demanda, la coopération du Maréchal britannique.

L'armée anglaise était une pièce essentielle de notre jeu. Pour que nous puissions reprendre la partie, il fallait que cette pièce ne se dérobât pas. Or voici ce qui se passa le 30 août au Quartier général britannique :

« Huguet (1) communiqua ce jour-là, écrit French, les nouvelles dispositions de Joffre... Une fois de plus il insista auprès de moi sur *l'ardent désir* qu'avait Joffre de me voir rester sur place pour combler le vide entre Compiègne et la Fère. En réponse, je lui répétai de *la façon la plus formelle* mes déclarations précédentes, à savoir que je ne serais pas en état de faire face et de combattre avant plusieurs jours, et que en conséquence je ne pouvais consentir à occuper une position de la

(1) Colonel Huguet, chef de la mission militaire française auprès de l'armée britannique.

ligne de *combat* (1). J'étais tout prêt à continuer une retraite lente et prudente, gardant ma position actuelle entre les 5e et 6e armées. A ce moment-là, comme auparavant, le sentiment que j'avais de mes responsabilités, joint à l'interprétation que je faisais des instructions spéciales à moi données, inspirait mes délibérations pendant ces jours critiques (2). »

Le lendemain, 31 août, French a transporté son quartier général de Compiègne à Dammartin. Il y est arrivé au début de l'après-midi et il y trouve le colonel Huguet qui « l'y attendait avec des renseignements supplémentaires et des messages de Joffre ».

Le Maréchal, que nous citons textuellement, dit : « La demande instante d'arrêt et de combat sur place n'y était pas seulement renouvelée d'une *façon pressante*, mais elle était appuyée d'un *message pressant* (3) du Président de la République française, de Lord Kitchener et du Gouvernement britannique.

« Et à ce moment, Lanrezac était en train de replier la gauche de la 5e armée et d'élargir le vide qui nous séparait ! Et même Lord Kitchener assurait notre Gouvernement que nos pertes étaient relativement petites et que tous les déficits en hommes et en matériel

(1) A l'exception du mot « combat », les mots imprimés ici en italique ne sont pas soulignés dans le texte du maréchal French.

(2) C'est après avoir fait cette déclaration au colonel Huguet, que French adressait à Kitchener la dépêche où il parlait de se retirer éventuellement sur « ses bases ».

(3) Les mots ne sont pas soulignés dans le texte du maréchal.

avaient pu être comblés. Je garde ma conviction profonde que si j'avais cédé à ces vives sollicitations, toute l'armée alliée aurait été rejetée en désordre sur la Marne et que Paris serait devenu une proie facile aux mains du vainqueur. Il est impossible d'exagérer le danger de la situation en ce moment-là. Ni ce jour-là, ni les jours qui suivirent, je ne reçus pour combler mes vides ni un homme, ni un canon, ni une mitrailleuse *Je refusai donc*. Ceci amena Lord Kitchener à Paris. »

Le Maréchal French dit qu'il se rendit, sur la demande pressante de Lord Kitchener, à l'ambassade d'Angleterre où, dans une conférence tenue en présence de MM. Viviani et Millerand, il exposa un plan. Quel plan? Ici nous avons à constater un revirement vraiment étonnant dans les dispositions du Maréchal French. Le 30 et le 31 août, il a « refusé », on vient de le lire, de « s'arrêter » sur une « position de combat ». Le 1er septembre, renouvelle-t-il son refus pour l'expliquer? Pas du tout. En présence des Ministres français, de l'Ambassadeur britannique, de Kitchener et de quelques généraux (qu'il ne nomme pas) il propose d'arrêter sur la Marne le mouvement de retraite. Sa proposition n'est pas faite oralement, elle est écrite; de sa part elle n'est donc pas une improvisation et pourtant il n'en a rien dit le 31 août, la veille, à Huguet. Le Maréchal n'a pas publié le texte de son plan, mais nous en connaissons la substance, l'esprit, par deux lettres de Joffre (1) adressées l'une à Millerand qui avait trans-

(1) Voir ces lettres en annexe à ce chapitre

mis au général en chef le plan du Maréchal, l'autre au Maréchal lui-même.

A Millerand, Joffre dit : « Les propositions du Maréchal tendent à organiser sur la Marne une ligne de défense qui serait tenue par des éléments suffisamment dense en profondeur et particulièrement renforcée sur le flanc gauche. Les emplacements de la 5e armée ne permettent pas de réaliser le programme tracé par le Maréchal... » (27 septembre 1914.)

A French, Joffre écrit le même jour : « En raison des événements qui se sont passés depuis deux jours (1), je ne crois pas possible d'organiser une manœuvre d'ensemble sur la Marne avec la totalité de nos forces. »

A quels événements fait allusion le Général? N'est-ce pas au refus de s'arrêter que deux fois, le 30 et le 31 août, French a opposé aux demandes instantes du Grand Quartier Général français?

Ce refus avait probablement déterminé Joffre à lancer des ordres qui étaient en voie d'exécution quand le revirement du Maréchal vint à sa connaissance.

Peut-être — simple supposition que nous avançons avec timidité — ces ordres auraient-ils été différents, et différente par conséquent la situation des armées, si French n'avait pas montré, le 30 et le 31 août, une volonté si ferme de ne pas prendre « une position dans la ligne de combat ».

(1) Dans le livre *1914*, on a imprimé « depuis deux heures », mais, dans le livre du général Legros, *la Genèse de la bataille de la Marne*, on lit : « depuis deux jours ». Cette dernière leçon nous paraît la bonne.

De cette série d'incidents : double refus d'accepter les « directives » françaises et proposition faite trop tard d'adopter un plan inspiré par ces mêmes « directives », enfin du récit qu'en a écrit lui-même le Maréchal, nous ne voulons retenir que la démonstration qu'il fait, non en paroles, mais par actions, de son entière indépendance. French entend décider seul des mouvements de son armée ; son armée est à lui, à lui seul. Non seulement il défend son commandement autonome contre l'autorité du général en chef français, mais, même à son propre ministre, Lord Kitchener, French oppose une raideur qui ne ploie pas.

A la page 89 de *1914*, French ayant dit qu'il avait « refusé », le 29 août, de s'arrêter, ajoute : « Ceci amena Lord Kitchener à Paris, où je le vis le 1er septembre. »

A la conférence avec les Ministres français où French fit connaître le plan qu'il avait conçu et que Joffre devait ne pas adopter, il y eut entre le commandant de l'armée britannique d'opérations et le ministre de la Guerre un choc déplaisant pour l'un et pour l'autre. Kitchener ayant dit qu'il allait se rendre au front pour inspecter l'armée britannique, French dut laisser comprendre qu'il éprouvait de la répugnance à se voir ainsi soumis à une sorte d'enquête, tout au moins à un contrôle de ses rapports.

Sir Francis Bertie, ambassadeur, prit aussitôt le parti du Maréchal. Il s'opposa tout de suite « de la façon la plus formelle au départ de Kitchener pour le front et rédigea un télégramme au ministre des Affaires étrangères, exposant clairement et sans ambiguïté

possible sa manière de voir et demandant des instructions. Il donna le télégramme à lire à Kitchener. Sur quoi celui-ci me demanda mon avis et je déclarai me ranger entièrement à l'avis de l'Ambassadeur. Après quelques instants de discussion, le secrétaire d'État décida de renoncer à son projet et le télégramme à Sir Edward Grey ne fut pas expédié... Lord Kitchener comprit son erreur et quitta Paris dans la nuit (1) ».

(1) Cf. *1914*, page 90. Le maréchal French rapporte qu'après cette scène qui avait eu pour témoins des « ministres et des généraux », il eut avec lord Kitchener un entretien particulier. « Je lui dis tout ce que j'avais sur le cœur, je lui déclarai que le commandement des forces britanniques en France m'avait été confié par le Gouvernement de Sa Majesté, que j'étais seul responsable, que sur le sol français mon autorité vis-à-vis de l'armée britannique devait être absolue. Je fis en outre remarquer à Lord Kitchener que sa présence en France, en tant que soldat (il était en tenue de maréchal), ne pouvait qu'affaiblir et diminuer mon prestige vis-à-vis des Français et de mes propres compatriotes, que je ne voulais admettre aucune ingérence dans l'exercice de mon commandement.

« Il est bien difficile, conclut Lord French, à d'autres que des soldats de comprendre la portée et le sens d'incidents comme celui qui venait de se passer à Paris. Si la confiance des troupes dans leur chef est ébranlée, si peu que ce soit, si son influence, son pouvoir, son autorité sont affaiblis par un doute porté sur son habileté professionnelle, si discrète que soit l'expression de ce doute, l'effet réagit immédiatement sur l'armée tout entière. Cela est vrai surtout dans des moments comme celui-là, pour des troupes qui doivent donner tant et de si grandes preuves de leur courage, de leur endurance et, par dessus tout, de *leur foi* en leurs chefs. »

En lisant cette forte leçon, le lecteur français se reportera avec tristesse vers les jours qui précédèrent l'offensive d'avril 1917, offensive dans laquelle on laissa partir une armée en qui on avait si imprudemment affaibli la *foi* dans son chef.

Dans les grandes journées de septembre, pendant l préparation et pendant l'action de la bataille de l Marne, French conserve au milieu des grandes armée auxquelles il n'apporte malgré tout qu'un appoint d forces, une situation vraiment anormale.

D'ordres, il continue à n'en pas recevoir, Joffre n'os pas lui en donner. Ce sont des « prières » qu'on adress au Maréchal britannique et, quand il y a accédé, l Commandement français se répand en expression d reconnaissance.

« Mon intention dans la situation actuelle est de pour suivre l'exécution du plan que j'ai eu l'honneur de vou communiquer, écrit Joffre le 2 septembre. Au cas où le armées allemandes poursuivraient leur mouvement ver le sud-est, s'éloignant ainsi de la Seine et de Paris peut-être estimerez-vous comme moi que votre actio pourrait s'exercer plus efficacement... »

« Peut-être estimerez-vous » n'est guère de style mi litaire. Si le Maréchal avait eu une « estimation » con traire à celle du commandant en chef, il aurait don fallu modifier les dispositions que l'on avait commenc d'arrêter.

L'armée britannique placée entre la 6e armé (Maunoury) dont la formation avait été ordonnée l 25 août, et la 5e armée (Franchet d'Espérey, succes seur de Lanrezac) occupait une position au sud-est d camp retranché de Paris.

C'est avec le général Gallieni, commandant en ch du camp et à qui la 6e armée avait été subordonnée, qu le Maréchal French devait coopérer. Le 2 septembr

Gallieni avait écrit à son coopérateur pour se féliciter d'avoir un tel compagnon d'armes, et il lui avait dit textuellement : « Je vous serais (au conditionnel) reconnaissant de vouloir bien me tenir au courant de vos instructions et des dispositions que vous prendrez (1). »

Le jour même où le gouverneur de Paris adressait ce salut et cette prière au commandant de l'« Expeditionary Force » il écrivait à Joffre (2 septembre) : « J'ai l'impression que French va reculer encore sans se soucier ni de Paris, ni de la mission que vous lui avez donnée, et que je ne connais pas. »

La situation était donc si mal définie que le généra. français auquel la coopération britannique était nécessaire, pouvait douter, dans un moment si critique, que cette coopération lui fût accordée par un chef qui ne relevait que de lui-même. Le 3 septembre, écrivant à Maunoury, Gallieni était toujours dans l'ignorance de ce que se proposait de faire son voisin de bataille. Il disait en effet au commandant de la 6e armée : « Je vous indiquerai votre direction de marche dès que je connaîtrai celle de l'armée anglaise (2). » Pour s'informer et obtenir l'adhésion de French à un plan d'opérations qu'il proposait à Joffre, Gallieni le 4 septembre se rendait de sa personne à Melun où le Quartier général britannique avait été établi. Il ne rencontrait pas le Maréchal et pouvait seulement conférer avec son chef

(1) Voir en annexe à ce chapitre le texte de la lettre de Gallieni et la réponse de French.

(2) Cité par le général Legros, *la Genèse de la bataille de la Marne*.

d'État-Major, le lieutenant-général Murray. Le lend main, 5 septembre, les visites se succèdent au Quartie général de Melun. Dans la matinée, c'est un officier d l'État-Major de Joffre, introduit par le colonel Hugue qui expose le nouveau plan auquel on s'est arrêt d'après les renseignements et les suggestions de Ga lieni; puis c'est Maunoury qui arrive un peu plus ta dans la matinée; enfin, dans la nuit, c'est Joffre lu même, le commandant en chef, qui a cru devoir fai une démarche de déférence auprès du Maréchal britan nique. Il lui exposait « tous ses plans et toutes ses i tentions (1) » et avait la satisfaction de trouver Maréchal allié disposé à le seconder sans réserve. I soir de cette journée, Gallieni étant engagé dans u bataille très dure écrivait à French : « *Prière in tante* au Maréchal French de porter son armée en ava de manière que l'offensive générale soit bien gén rale. » Et le Maréchal s'étant rendu à cette « prière Gallieni le remerciait le 7 septembre, en ces terme « Je tiens à vous exprimer ma profonde reconnaissan pour le concours si efficace que vous nous avez don hier... »

C'est dans ces conditions vraiment bien nouvelles la guerre, et que nos généraux n'avaient pas pu pr voir, que s'engagea la bataille de la Marne où l'arm britannique tint toutes les promesses que son chef ava faites en réponse à nos « instances ». Dans le secteur combat qu'elle occupait, elle bouscula tout devant el

(1) Cf. 1914, p. 105.

et s'arrogea par sa vaillance et ses succès une part de l'honneur dans la plus grande victoire qui ait jamais été remportée.

Cette indépendance de French qui le portait à se considérer comme un général « à côté » de l'armée française, ces discussions qu'il engageait sur les plans du Grand Quartier Général français, sa répugnance à suivre les mouvements des généraux avec lesquels il était en contact direct, étaient bien propres à exciter des mouvements d'humeur dans notre État-Major. On ne comprenait pas qu'avec la faible force matérielle qu'il nous avait apportée, French prétendît jouer d'égal à égal avec le commandant en chef français.

Cette incompréhension s'est dissipée quand French eut fait connaître la teneur de ses instructions. Lanrezac, qui eut le plus à se plaindre de l'autonomie altière dans laquelle s'enfermait le Maréchal, disait, après la publication du livre qui apporte sur la campagne d'août 1914 le témoignage officiel des Britanniques : « Maintenant que je sais ce qui avait été ordonné à French, je n'ai aucun droit de lui adresser des reproches. Il n'avait qu'à obéir à ses instructions. Il y a obéi. Il a fait son devoir. A sa place aucun général n'aurait agi autrement. »

La « formule de Schwartzenberg » avait subordonné Blücher au Maréchal autrichien, en réservant toutefois au Prussien, par le droit d'appel à son souverain, une excuse à toutes ses désobéissances. La « formule de French », en prescrivant que le commandant « ne devait jamais recevoir d'ordres d'un général allié », lui faisait, en quelque sorte, de l'indocilité une obligation.

ANNEXE AU CHAPITRE VII

Au G. Q. G. le 2 septembre 1914.

GRAND QUARTIER GÉNÉRAL DES ARMÉES DU NORD ET DU NORD-EST

Le Général commandant en chef à
M. le Ministre de la Guerre.

J'ai reçu les propositions du maréchal French, que vous avez bien voulu me communiquer, elles tendent à organiser sur la Marne une ligne de défense qui serait tenue par des éléments suffisamment denses en profondeur et particulièrement renforcée derrière le flanc gauche.

Les emplacements actuels de la 5e armée ne permettent pas de réaliser le programme tracé par le maréchal French et d'assurer à l'armée anglaise, en temps voulu, une aide efficace sur la droite.

Par contre, l'appui de l'armée du général Maunoury qui doit se porter à la défense des fronts nord-est de Paris, est toujours assuré à l'armée anglaise sur la gauche; celle-ci pourrait, dans ces conditions, tenir sur la Marne pendant quelques temps, puis se retirer sur la rive gauche de la Seine, qu'elle tiendrait de Melun à Juvisy; les forces anglaises participeraient ainsi à la défense du camp retranché, et leur présence serait, pour les troupes du camp retranché, un précieux réconfort.

Je dois ajouter que des instructions viennent d'être données aux armées, en vue de coordonner leurs mouvements, et qu'il pourrait être désavantageux de modifier ces instructions. Elles tendent à placer nos troupes dans un dispositif leur permettant de prendre l'offensive dans un délai assez rapproché. La date de leur mouvement offensif sera communiquée au maréchal French, afin de permettre à l'armée anglaise de participer à l'offensive générale.

JOFFRE.

Au G. Q. G., le 2 septembre 1914.

GRAND QUARTIER GÉNÉRAL DES ARMÉES DU NORD ET DU NORD-EST

Le Général commandant en chef à M. le Maréchal French, commandant en chef des forces anglaises.

MONSIEUR LE MARÉCHAL,

J'ai l'honneur de vous adresser mes remerciements pour les propositions que vous avez bien voulu soumettre au Gouvernement de la République, relatives à la coopération de l'armée anglaise, et qui m'ont été communiquées.

La situation actuelle de la 5e armée ne permet pas à cette armée d'assurer à l'armée anglaise un appui suffisamment efficace sur la droite.

En raison des événements qui se sont passés depuis deux heures (jours), je ne crois pas possible, actuellement, d'envisager une manœuvre d'ensemble, sur la Marne, avec la totalité de nos forces. Mais j'estime que la coopération de l'armée anglaise est la seule qui puisse donner un résultat avantageux dans les conditions exposées par la lettre ci-jointe que j'adresse à M. le Ministre de la Guerre, et dont j'ai l'honneur de vous faire parvenir la copie.

Veuillez agréer, Monsieur le Maréchal, l'expression de ma haute considération, et mes sentiments de cordiale camaraderie.

JOFFRE.

Mortcerf, 3 septembre 1914, 12 heures.

Le Maréchal Sir John French, commandant en chef les forces britanniques, au Général commandant en chef des armées françaises.

MON CHER GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre très aimable et très cordiale lettre du 2 septembre (N° 334, 2).

J'hésitais beaucoup à mettre au jour mes vues sur l marche générale des futures opérations, et je vous sai beaucoup de gré de l'appui amical que vous avez bie voulu donner à mon opinion.

J'ai reçu votre « Instruction N° 4 » et votre « Not pour les commandants d'armée » en date du 2 septembre Je suis maintenant clairement renseigné sur vos pro jets et sur la part que vous désirez que j'y prenne.

Vous pouvez compter sur ma plus cordiale coopératio en toutes choses.

Mes troupes ont hautement apprécié le geste de cordial considération que vous avez eu pour elles en me prian de distribuer un si grand nombre de décorations.

FRENCH.

Paris, le 2 septembre 1914.

GOUVERNEMENT MILITAIRE DE PARIS

Le général Gallieni, gouverneur de Paris et commandant en che des armées de Paris, à M. le maréchal French, commandan en chef des armées anglaises.

MONSIEUR LE MARÉCHAL,

J'ai appris ce matin, dans la tournée que j'ai faite dan nos régions N.-E. de Paris, que vous veniez d'arriver Dammartin.

Comme gouverneur de Paris et commandant en che des armées de Paris, je m'empresse de vous souhaiter l bienvenue et de vous dire combien je suis heureux de sa voir que les braves troupes anglaises, qui se sont con duites si vaillamment ces derniers jours, se trouvent proximité de Paris.

Vous pouvez compter sur le concours absolu que nou devons à nos courageux compagnons d'armes.

Personnellement, j'ajouterai que votre nom ne m'est pas inconnu, étant moi-même un colonial, ayant fait de nombreuses campagnes, et notamment, m'étant trouvé à Madagascar lorsque vous commandiez l'expédition anglaise contre les Boers. Je suis donc sûr d'avance que je puis fermement compter sur l'entière collaboration d'un chef tel que vous.

Vous savez que le général commandant en chef vient de faire placer Paris dans la zone de ses opérations.

Je vous envoie donc les dispositions que je viens de prendre, afin que vous soyez bien orienté à ce sujet, pour couvrir les fronts nord et est de Paris, qui paraissent les plus exposés, et d'autre part, pour attirer sur nous les corps qui menacent le flanc gauche de notre armée.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me tenir au courant de vos intentions et des dispositions que vous prendrez.

Veuillez agréer, Monsieur le Maréchal, l'assurance de ma haute considération et de mes sentiments profondément dévoués.

GALLIENI.

Montcerf, 3 septembre 1914, 12 heures.

MON CHER GÉNÉRAL,

J'ai reçu votre très aimable lettre (avec pièces jointes) pour laquelle je vous prie d'agréer mes plus sincères remerciements.

Un officier français, attaché à mon état-major, part pour Paris et vous exposera en détail la situation de l'armée britannique et mes intentions.

Vous pouvez compter sur mon concours le plus cordial et le plus énergique avec les forces françaises qui sont à ma droite et à ma gauche.

J'ai bien reçu l' « Instruction N° 4 » du général Joffre

et sa « Note pour les commandants d'armée » en date du 2 septembre, et suis pleinement renseigné sur les plans et intentions du Général en chef.

Permettez-moi de vous exprimer la joie intense que j'éprouve à voir les troupes placées sous mes ordres combattre côte à côte avec la Grande armée de France.

Croyez-moi, mon cher Général, votre très sincèrement dévoué.

MARÉCHAL FRENCH,

Commandant chef des forces britanniques.

CHAPITRE VIII

L'ANGLETERRE N'EST PLUS UNE ILE

SOMMAIRE. — Bienfaisant effet de la victoire de la Marne sur les relations des États-Majors. — Impression que Joffre avait faite sur l'esprit de French à leur première rencontre. — Idée que l'on se fait dans l'armée britannique du « bienfait » que l'on apporte à la France. — Après la Marne, c'est avec enthousiasme que French parle de Joffre. — Établissement de la camaraderie entre les États-Majors et la troupe des deux alliés. — Douglas Haig et les zouaves. — Visites de French aux généraux français. — Son admiration pour le général de Castelnau. — Éloge qu'il fait de la manœuvre de Joffre. — French cesse de croire que l'Angleterre ne fait la guerre que pour sauver la France. — Il revient à son idée d'avant-guerre. — La sécurité de l'Angleterre dépend de la puissance qui occupera les ports de la Manche. — French demande à transporter sa troupe à notre aile gauche, pour assurer la défense de ces ports. — Concentration des divisions anglaises au nord-ouest entre les armées françaises de d'Urbal et de Maud'huy.

La victoire de la Marne, à laquelle l'armée britannique avait pris si bonne part, devait produire dans les rapports entre les États-Majors l'effet adoucissant de l'huile dans le jeu des pièces d'une machine.

Dix jours après son débarquement, en août 1914, French s'était trouvé dans une périlleuse bousculade. Venu en France pour participer à une offensive, c'est une pénible retraite qu'il avait dû exécuter pour échapper à la manœuvre enveloppante de l'ennemi.

Les plans du Haut Commandement français, dans l'exécution desquels un rôle était dévolu à l'armée britannique, avaient été bouleversés dès le premier jour. Les Allemands attendus dans les Ardennes s'étaient présentés dans les Flandres. Certes, Joffre, devant cette déconvenue, avait conservé tout son sang-froid. Il avait voulu répondre à l'enveloppement par l'enveloppement en ordonnant, le 25 août, la formation sur le flanc droit de Von Kluck d'une nouvelle armée (1). Mais s'il prenait les mesures propres à réparer le malheur, il avait pourtant laissé se produire le malheur. Il s'était laissé surprendre. Le fait de cette surprise devait indisposer nos alliés. Appelés à coopérer avec une armée à qui la fortune ne souriait pas, qui subissait la volonté de l'adversaire, French et ses lieutenants ne pouvaient pas sentir s'éveiller en eux cette confiance qui fait que l'on s'abandonne.

Dans les premières semaines de la campagne, le Grand Quartier Général français n'avait donc pas pu prendre sur le commandement allié l'ascendant que donne la Maîtrise, la Maîtrise prouvée par le succès.

(1) La 6e armée, général Maunoury.

D'ailleurs, avant même les déceptions que devaient lui causer nos échecs, French n'avait pas reçu au quartier général français le choc magnétique qui aurait pu lui faire accepter, contrairement aux instructions de son gouvernement, la suprématie du commandant français. Voici en quels termes, le maréchal britannique rapporte sa première entrevue avec Joffre (16 août 1914) :

« L'impression que le général Joffre laissa sur mon esprit, c'est qu'il comprenait les hommes et sympathisait avec eux. J'avais entendu parler depuis plusieurs années du général commandant en chef les armées françaises, mais je ne l'avais jamais vu. Il m'apparut, dès l'abord, comme un homme d'une solide volonté, très déterminé, fort courtois et plein d'attention, mais arrêté et résolu dans ses idées et ses projets ; un homme qu'il devait être malaisé de convaincre et de faire changer d'opinion. Il me sembla capable d'exercer une puissante influence sur ses troupes et de posséder leur confiance. »

Dans ces quelques lignes, on trouve de la courtoisie, rien d'autre et rien de plus. Le maréchal britannique, de prime abord, n'a discerné chez le général en chef français que des qualités fort estimables, mais qui, parfaitement compatibles avec une grande supériorité ne sont pas incompatibles avec la médiocrité. Joffre n'a donc pas « frappé » French dans leur entrevue du 16 août. Il ne lui a pas donné de raisons d'oublier les prescriptions de sa « formule ». En outre, dans ces tristes semaines d'août 1914, French paraît avoir

oublié, et ses généraux, ses officiers ne semblent pas comprendre que c'est l'Angleterre, elle-même, qu'ils défendent sur le sol français. A la page 29 de son livre, le Maréchal raconte qu'en approchant de Boulogne le 14 août, il vit « dominant tout, le monument du plus grand guerrier du monde, l'empereur-soldat Napoléon ». A cette vue il pensa : « S'il pouvait revenir aujourd'hui parmi nous, quelle ne serait pas sa joie de voir l'invasion amicale de la France, par les Anglais venant maintenant donner leur sang pour sauver la France et lui garder son rang de grande puissance. »

N'ayant pas encore conscience en août 1914 que toute la fortune, toute la puissance, l'existence même de leur empire était, autant que l'existence de la France, l'enjeu de la guerre, croyant qu'ils venaient « donner leur sang pour sauver la France », les Anglais ne pouvaient pas se sentir, eux qui apportaient « l'assistance », disposés à accepter le commandement de ceux qui allaient en être les bénéficiaires. Dire cela, c'est constater chez eux l'existence de sentiments qui auraient été les nôtres, si les Allemands ayant envahi l'Angleterre, nous y avions envoyé une puissante armée pour couvrir Londres ; de sentiments qui auraient été les nôtres si, l'Italie ne s'étant pas relevée après la malheureuse journée de Carporetto, nous avions dû maintenir sur son territoire deux ou trois cent mille hommes (1).

(1) Foch, puis Fayolle, eut en Italie, à la fin de 1917, un peu moins de 100.000 Français Cette petite armée, comme d'ailleurs une petite armée anglaise, conserva son autonomie.

Dire cela, ce n'est pas dénoncer un orgueil particulier aux Britanniques, c'est signaler chez les Britanniques un orgueil qui se rencontre dans toutes les nations et chez tous les gens de guerre, quels que soient leurs uniformes.

Mais la victoire a changé de camp. L'armée britannique ne remplit plus devant Paris un rôle de couverture. Ses quatre divisions remontent avec la masse des armées françaises, dix ou douze fois plus nombreuses vers les positions où l'ennemi veut tenir. Le succès modifie le jugement que French a porté sur Joffre. La première fois qu'il l'avait vu, il n'avait reconnu chez le général français que de la politesse, de la courtoisie, de l'obstination. Quand cette obstination eut reçu sur la Marne sa récompense, le maréchal britannique voit Joffre avec d'autres yeux. Voici sa nouvelle vision :

« Sa fermeté, son esprit de détermination, son courage, sa patience furent mis à la plus rude épreuve et ne furent jamais trouvés en défaut. L'histoire rangera Joffre parmi les plus grands hommes. La tâche qu'il avait devant lui était prodigieuse et, noblement, il s'y était donné tout entier... Quant au côté tactique de la

Foch et Fayolle furent, vis-à-vis de Cadorna, puis de Diaz, dans dans une position semblable à celle de French en face de Joffre en 1914, coopérateurs, sans subordination d'aucune sorte. Le prompt redressement italien nous permit bientôt de rappeler quatre ou cinq de nos divisions. A la fin de la guerre, nous n'étions représentés chez nos alliés latins que par un corps d'armée, et ils nous avaient envoyé, par réciprocité, un corps d'armée à eux, qui se distingua dans les batailles de 1918.

bataille de la Marne, je crois que le nom du maréchal Joffre passera à la postérité, avec le souvenir de cette bataille, comme celui d'un des plus grands hommes de guerre de l'histoire. Je crois que les batailles livrées et gagnées sur cette immense ligne de feu par les armées françaises, conduites par leur admirable chef, dépassent en importance et en grandeur les plus glorieux exploits du passé (1) ».

Après la « Marne », comment French, toujours indépendant, ne serait-il pas plus accommodant ?

Dans la bataille qui se livra sur l'Aisne, puis, dans ces opérations que le Grand Quartier Général, dans sa note *Quatre mois de guerre*, a appelées la « Course à la Mer », Anglais et Français sont mêlés sur les champs de bataille, la camaraderie s'établit, sœur de l'estime que les soldats éprouvent les uns pour les autres. On échange des services. Un jour, Haig a besoin de deux canons lourds. Avec un régiment de zouaves qu'accompagne une batterie de ces grosses pièces, il fait un marché. On lui prêtera deux canons et il donnera en échange 10.000 rations dont les nôtres ont besoin, car le ravitaillement, ce jour-là, est en retard. L'affaire est conclue à la satisfaction des deux contractants. Plus encore que les soldats, les généraux, les États-Majors prennent contact et apprennent à s'apprécier à leur juste valeur. French, le 16 septembre, passe deux heures avec Maunoury, « le nez dans l'herbe, » à regarder la bataille. Par bonheur, il se trouve là un officier

(1) Maréchal FRENCH, *1914*, pp. 32 et 128.

français qui parle couramment l'anglais et, par cet intermédiaire, les deux généraux peuvent s'entretenir familièrement (1).

La confiance du Maréchal grandit quand il apprend, le 19, que Joffre a fait venir de Lorraine le général de Castelnau, qui doit s'établir avec une nouvelle armée à la droite de Maunoury et tenter d'envelopper la droite allemande. Cette fois, c'est de l'enthousiasme que French exprime dans son livre : « J'avais eu le grand privilège de connaître de près cet éminent général français quelques années avant la guerre (2). A cette époque, j'avais vu assez de son superbe caractère, de son vrai caractère de soldat, de sa grande compétence comme chef, pour n'être point surpris quand la guerre eut révélé ce qu'il était. Bien que Castelnau et son armée n'aient pas réussi à envelopper le flanc ennemi et à le forcer à la retraite, je crois que l'histoire décernera à ce grand général, la gloire d'avoir commandé l'armée qui planta le premier clou dans le cercueil des Allemands : c'est le coup porté par son armée qui changea le front, d'une ligne est-ouest, en une ligne nord-sud. Castelnau par l'habileté de son commande-

(1) French comprenait le français, mais le parlait avec quelque difficulté. Il en avait la connaissance superficielle que beaucoup de ses compatriotes ont acquise dans les palaces de Paris et des villes d'eaux.

(2) Probablement dans les conférences de Londres où les États-Majors — Castelnau était alors sous-chef d'État-Major — avaient préparé le plan de débarquement et de concentration des divisions britanniques, en vue d'une coopération militaire anglo-française.

ment jeta les premiers fondements du grand mur d forteresse, qui était destiné à dresser entre les All mands et leurs principaux objectifs une infranchi sable barrière. »

Mais Castelnau n'a fait qu'exécuter une conceptio de Joffre, et French d'écrire : « En dirigeant ce gran mouvement comme il le fit, il faut reconnaître une fo de plus au maréchal Joffre un de ces éclairs de gén militaire tels qu'on n'en vit jamais de plus grand dan les Annales de la guerre. »

Ce grand mouvement que célébrait French, c'éta le mouvement qui, reportant nos armées au nord-oues allait assurer la défense des côtes françaises do dépendait la sécurité des côtes anglaises.

French, après la bataille de la Marne, avait tout d suite deviné que les Allemands, n'ayant pas pu prend Paris allaient se fixer un autre objectif qui seraient ce tainement les ports français de la mer du Nord, du Pa de-Calais et de la Manche : Dunkerque, Calais, Bou logne, Dieppe, le Havre. Ces ports étaient les points d débarquement pour ses troupes et pour le ravitaillemen de son armée. « De graves craintes, a-t-il écrit, commen cèrent à m'agiter. »

Des idées qu'il avait exposées avant la guerre a Comité de défense impériale et qui s'étaient momenta nément effacées quand il avait pensé qu'il venait e France « pour la sauver et lui conserver son rang d grande puissance », ces idées se représentèrent à so esprit.

Il les a résumées en quelques lignes : « A mon espr

s'était imposée l'importance vitale qu'il y avait, pour la Grande-Bretagne à ce que les ports de la Manche fussent aux mains d'une puissance liée à nous par l'amitié la plus absolue. » Dans un mémoire composé en 1914, sur le projet de tunnel Douvre-Calais, French développant sa pensée avait écrit : « Si les puissances continentales peuvent s'assurer la maîtrise du détroit (Pas-de-Calais), elles auront le grand avantage de nous menacer, par les sous-marins et les aéroplanes, en rééditant au vingtième siècle le grand coup que Napoléon tenta de nous porter de Boulogne en 1805. J'estime donc que la seule défense sérieuse, contre une attaque puissante par des forces aériennes et sous-marines très supérieures en nombre, est la possession sur la côte française d'une solide tête de pont ; le seul moyen de pouvoir passer et repasser le détroit doit être cherché dans le tunnel sous la Manche. »

Si on veut exprimer, par une image, la préoccupation qui avait inspiré à French ces sages propositions, il faut dire que « l'Angleterre n'est plus une île ». Stratégiquement parlant, elle a perdu tous les avantages de l'isolement au milieu des flots, elle n'a plus son caractère ni sa sécurité insulaire. C'est ce que pensait French en 1914, quand il ne prévoyait que les sous-marins et les aéroplanes, et quand il ne savait pas encore que des pièces de canons feraient du bombardement efficace à 130 kilomètres, pourraient donc prendre sous leur feu l'arsenal de Chatham et la banlieue de Londres. C'est parce qu'il avait cette prévision de la correction que les progrès de l'industrie de guerre allaient apporter à la géographie, au désavantage de l'Angleterre, que French, dès le 19 septembre, ne cessa pas, dit-il, « d'envoyer à Londres de constants et pressants avertissements par télégrammes et par lettres, demandant instamment qu'on veillât à la sécurité des ports de la côte française. Que faire ? se demandait-il avec anxiété, pour prévenir le coup d'un ennemi déclanchant une puissante poussée pour s'assurer la possession de ces ports ? Que faire puisque la majorité des forces étaient employées, ailleurs à se neutraliser les unes les autres ».

Que faire ? Le Maréchal se fit à lui-même la réponse. L'Angleterre était menacée, les Anglais devaient aller la défendre.

Le 29 septembre, il demandait à Joffre de faire passer l'armée britannique à la gauche des armées françaises. Il ne donnait pas la raison capitale qui lui faisait désirer ce déplacement, il invoquait l'avantage que ses divisions trouveraient dans un raccourcissement de leurs lignes de communications, « avantage qui se répercuterait sur les chemins de fer français ». Il invoquait l'utilité de réunir en une seule masse les divisions qu'il avait avec lui et celles qui ne cesseraient pas de lui arriver d'Angleterre au Havre, à Dieppe, à Boulogne, à Calais, à Dunkerque. De 8 divisions qu'il avait déjà, son armée allait être « d'ici à trois ou quatre semaines » portée à l'effectifs de 14 divisions (dont 4 de cavalerie). Avec ces forces « il verrait augmenter sa liberté d'action, s'élargir ses possibilités d'initiative ».

Joffre répondit qu'il partageait la manière de voir du Maréchal en ce qu'il était désirable pour toute l'armée

britannique qu'elle « fût à la gauche des armées françaises ». Mais le général en chef disait aussi que ce mouvement devait être différé. French insista, le 1er, le 4, le 9 octobre. Enfin le 19 octobre, Joffre ayant pu les faire relever par des divisions françaises, toutes les divisions britanniques étaient concentrées au nord, où allait s'engager, sous la direction de Foch, ces grandes batailles de l'Yser dont French a écrit : « L'enjeu en était l'existence de l'Empire britannique. »

Si les Allemands les avaient gagnées, la Manche devenant presque impraticable à ses transports, l'Angleterre perdait, en effets, tout de suite, au point de vue stratégique l'avantage de son état insulaire, elle cessait tout de suite d'être une île — transformation que l'invention des « Bertha » et le perfectionnement que les ingénieurs ne manqueront pas d'apporter à ces engins, consommeront, dans le proche avenir.

CHAPITRE IX

FRENCH ET FOCH

Sommaire. — L'armée britannique concentrée dans les Flandre entre deux armées françaises. — Le dispositif ne permet pa à l'armée britannique les initiatives indépendantes. — L inconvénients du commandement divisé sont dénoncés par Maréchal French. — Foch. — Grande réputation qui précède dans le Nord où il est chargé de coordonner l opérations de trois armées françaises. — Portrait de Foc par French. — Ascendant du Général français, accepté p le Maréchal britannique. — Le Major général Henri Wilso — Sentiments qu'il professe pour la France. — Amitié fra çaise qui lui est due. — Wilson, haut agent de liaison ent les quartiers généraux et compagnon de French dans tout les visites qu'il fait aux généraux français. — La célèb entrevue du 30 octobre 1914. — Émouvante adjuration Foch à French. — Les cinq, puis les neuf bataillons fra çais. — Arrivée du XVIe corps français. — Témoignage q rend French à l'efficacité de l'intervention des troupes fra çaises. — Bataille gagnée. — French se souvient de la fo mule qui lui a conféré l'indépendance. — Son proj d'attaque par les côtes avec les Belges qu'il aurait absorb dans l'armée anglaise. — Les relations avec Foch s'espacer — Établissement des communications directes avec

3e Bureau de Chantilly. — Loyauté de French. — Il est rappelé. — Créé Pair. — Douglas Haig lui succède au commandement des armées britanniques.

Les batailles de l'Yser que les Britanniques appellent les batailles d'Ypres ont été une des sept grandes offensives de l'Allemagne sur le front d'Occident (1). Elles furent livrées en coopération par les armées françaises et les divisions britanniques, que French avait obtenu le 10 octobre de faire remonter de la région de l'Aisne, dans les Flandres. Comme nous l'avons dit au chapitre précédent, ces divisions trouvèrent ou devaient bientôt trouver sur leur nouveau champ de bataille le renfort de plusieurs divisions fraîches, qui avaient déjà débarqué ou qui continuaient de débarquer dans les ports français. A ces troupes venues directement en France, s'ajouta un corps d'armée que Kitchener avait envoyé, le 4 octobre, à Ostende et dont le commandant, général Rawlinson, avait reçu la mission d'aller à Anvers pour aider à la défense de cette grande place. Mais Anvers ayant été évacué par les Belges, le 9 octobre, Rawlinson avait changé de direction : il était venu s'établir à Ypres. Dans cette position, il entrait sur les champs

(1) 1e Invasion en août 1914 ; 2e Batailles de l'Yser en octobre et novembre 1914 ; 3e Bataille de Verdun en février 1916 ; 4e Attaque du front britannique le 21 mars 1918 ; 5e Attaque vers la mer en avril ; 6e Attaque du Chemin des Dames (30 mai) ; 7e Attaque sur Reims (14 juillet). C'est après cette septième grande attaque que commença, le 18 juillet, pour les Allemands ce qu'on peut appeler « la conduite de Foch ».

de bataille de French et devait se placer sous ses ordres, ce qu'il fit (1) avec bonne grâce, malgré que ses instructions assez ambiguës lui eussent permis de croire qu'il exerçait un commandement indépendant.

Ces grandes armées françaises et anglaises ayant à opérer sur un théâtre commun, à entremêler leurs unités, auraient dû être placées formellement sous un commandement unique. French, lui-même, en convient et le déclare sans ambages. Cet excellent général, qui trouvait dans la formule de sa lettre de commandement la justification de l'indépendance qui était dans son caractère, a écrit pourtant à la page 209 de son livre : « Les inconvénients inévitables d'un commandement divisé sautent aux yeux quand les troupes alliées sont réunies, quand les limites du contrôle ne peuvent être nettement définies. Je faisais les efforts les plus énergiques pour réduire ces inconvénients au minimum. » Nous ne savons pas à quels efforts énergiques le Maréchal fait allusion, car il ne s'est pas expliqué. Veut-il dire qu'il tentât par persuasion de faire fléchir l'esprit d'autonomie, dont ses lieutenants étaient possédés ? C'est possible. Quant à French, prêchant par l'exemple, il avait réduit autant que possible « les inconvénients du commandement séparé » en laissant prendre sur lui l'ascendant par le général français que Joffre avait envoyé, le 3 octobre, dans le Nord-Ouest.

(1) Cet envoi de Rawlinson à Anvers avait été désapprouvé

Ce général, c'était Foch.

Après la bataille de la Marne, où ce grand professeur de l'École de guerre avait montré sur le terrain un tel don d'adaptation aux circonstances, un tel don d'improvisation, et où par les effluves magnétiques qui se dégagent des grands meneurs d'hommes, il avait su obtenir encore des efforts d'une armée, qui semblait avoir tout donné et n'avoir plus en elle de réserves de forces physiques ; après ces grandes journées, Foch avait été tiré de pair par Joffre. Il avait été nommé Adjoint au commandant en chef et à ce titre, il avait été chargé de coordonner les mouvements des armées que, pour la « Course à la Mer », le Grand Quartier Général avait échelonnées au nord-ouest. Cette élévation au-dessus de tous les autres vainqueurs de la Marne lui avait donné sur nos alliés, avant même qu'ils l'eussent vu à l'œuvre, une grande influence morale. Il fallait qu'il fût le meilleur de tous ces grands généraux que la victoire venait de révéler, puisqu'on lui confiait la mission la plus délicate, la plus périlleuse. Un préjugé favorable précédait donc Foch sur ses nouveaux champs de bataille. Il allait avoir sous ses ordres le général de Castelnau (2e armée) dont il avait été en Lorraine le subordonné jusqu'au 2 septembre 1914 (1), le général de Maud'huy (10e armée) (1), et le général d'Urbal (8e armée) (2). Tel était le groupe français de Foch quand il vint prendre son commandement, le 4 ou le 5 octobre.

par French et il en avait conçu contre Kitchener une mauvaise humeur dont il témoigne dans son livre *1914*.

(1) A cette date, Joffre voulant boucher un vide entre la 4e et la 5e armée avait constitué une 9e armée au commandement de laquelle il avait appelé Foch, jusque-là commandant du XXe corps d'armée.

Les Britanniques avaient leurs divisions massées entre l'armée de Maud'huy et les éléments qui allaient former l'armée de d'Urbal. Nous n'avions pas voulu, en effet, remettre la défense du rivage de la France à nos alliés. Jusqu'à la fin de la guerre, nous eûmes dans le Nord un groupement plus ou moins important de forces dans les villes où nos alliés faisaient leurs débarquements.

Enserrée entre des armées françaises, l'armée britannique était bien un pièce dans le jeu de notre commandant. Elle n'aurait pas pu, même si le maréchal French l'avait voulu, entreprendre des opérations indépendantes. Mais quand l'ennemi marchait à la côte, d'où il aurait menacé l'Angleterre, French, convaincu des « inconvénients d'un commandement divisé » était trop homme de devoir pour réclamer au nom de ses instructions que la division fut maintenue. Il ne se subordonna pas. Foch ne lui parla jamais comme un chef à un inférieur ; mais French de bon cœur subit l'ascendant de Foch ; et c'est grâce à cette ascendant que les deux

(1) Cette 10e armée avait été formée le 3 octobre, le jour même où Foch avait été nommé adjoint au général en chef. Les éléments en existaient dans un certain nombre de divisions que l'on avait successivement débarquées à notre gauche. De ce groupement de divisions, Joffre fit une Armée.

(2) La 8e armée ne fut constituée que le 24 octobre, avec des unités diverses que nous avions portées à l'extrémité gauche de notre ligne jusqu'à la mer.

armées alliées se battirent comme si elles n'avaient été qu'une armée, obéissant à une seule pensée.

Le général « désigné pour exercer un contrôle général sur toutes les armées françaises dans le Nord » (1), le maréchal britannique le connaissait. Il a écrit (2) :

« Aucun récit de mon action personnelle dans cette guerre ne me satisferait s'il ne contenait une mention spécial de cet homme remarquable, de cet éminent soldat, le général Foch. Comme son grand ami Henri Wilson, en Angleterre, il avait commandé l'École de guerre, en France. Peu avant la guerre, il fit plusieurs voyage en Angleterre. C'est au cours de l'un d'eux que j'eus l'occasion de faire sa connaissance. Tout le monde sait l'œuvre splendide accomplie par lui dans les premières semaines de la guerre, et ce fut avec la plus grande joie et le plus grand plaisir que je me trouvai collaborer étroitement avec lui dans le Nord. Je tiens le général Foch pour l'un des meilleurs soldats et des chefs les plus capables que j'aie jamais rencontrés. Extérieurement il est petit et mince, nerveux et très animé. Dans ces yeux, dans l'expression de son visage se lit son énergie extraordinaire. Il juge une situation militaire avec la promptitude de l'éclair, avec une précision merveilleuse et montre à l'étudier, l'esprit le plus habile et le plus souple. Animé d'une

(1) C'est en ces termes même que French définit la mission de Foch. On remarquera qu'il parle seulement des *armées françaises*. C'est que Foch n'avait reçu, par aucune « formule », le droit de « contrôler » l'armée britannique.

(2) *1914*, p. 177.

brûlante énergie, son exclamation constante : « attaque ! attaque ! » réflétait bien son état d'esprit et il avait, sans nul doute, insufflé cet esprit à ses troupes. De tous les généraux de cette grande guerre, par sa stratégie audacieuse, c'est lui qui ressemblait le plus à son grand maître, Napoléon. »

Il n'est pas difficile d'accepter les directions d'un chef dont on se fait une telle idée.

A cause de la position de son armée au milieu des armées françaises, et à cause de la confiance que lui inspirait Foch, French devait donc, sans jamais recevoir d'ordre d'un général allié, adopter les suggestions, les avis présentés sur le ton de la camaraderie cordiale que lui donnerait le général français. A la conservation de cet ascendant de Foch, ascendant qui réalisa dans la bataille de l'Yser, l'unité de commandement, un officier anglais qui mérite l'amitié de tous les Français, aida puissamment. C'est celui que le maréchal French dans le paragraphe précité de son livre, appelle « le grand ami de Foch ». C'est le général Henri Wilson (1), sous-chef d'État-Major de French. Henri Wilson avait été un des préparateurs du plan de coopération anglo-français qu'avaient étudié avant la guerre les deux États-Majors. Il n'avait pas rempli cette tâche comme un service commandé; il y avait apporté toute l'ardeur d'un patriote qu'inquiétait l'ambition allemande, et qui voyait la solidarité de son pays avec le nôtre, en face du même ennemi. L'entente cordiale n'avait pas de

(1) Maintenant Maréchal Wilson.

tenant plus sincère, plus chaleureux et il avait gagné le cœur des officiers français avec lesquels il avait travaillé à préparer la défense commune.

Pendant les cinq semaines des grandes batailles de l'Yser (1), Henri Wilson, toujours aux côtés du Maréchal, qui tenait à l'avoir pour compagnon, à cause de la conformité de leurs sentiments et aussi à cause de la perfection avec laquelle il parlait le français, fut, entre les armées alliées, le haut agent de liaison. Les troupes étaient souvent mêlées, Anglais et Français combattant coude à coude ; French allait d'un État-Major à l'autre, un jour chez Maud'huy, un jour chez d'Urbal, presque tous les jours chez Foch ; ou Foch venait au Quartier Général britannique. Plus aucune raideur dans les rapports. On se demandait des services ; on échangeait de l'artillerie, de l'infanterie selon les besoins. Ce fut une période de la coopération franco-britannique que ne troubla aucun malentendu ; les deux commandements en chef avaient fusionné dans une mutuelle confiance. De ces entretiens si nombreux entre French et Foch, pendant ces semaines où les Allemands chargeaient au cri de : « A Calais ! » il en est un qui mérite une mention dans les anecdotes de l'histoire. Plusieurs récits ont été faits.

Le général Wilson l'a conté lui-même à un personnage français qui nous l'a rapporté. Le 30 octobre, à 6 heures, sous une attaque allemande particulièrement violente, le front anglais avait été enfoncé sur

(1) Du 15 octobre au 21 novembre.

un point et Douglas Haig craignant un plus grand malheur parlait de se replier. French avait fait prévenir Foch qui arriva à 2 heures du matin au Quartier Général britannique. Le Maréchal avait auprès de lui le général Wilson. Voici le dialogue :

« — Nous ne pouvons plus tenir sans renforts. Je vais battre en retraite.

— En retraite ? coupa Foch. Mais les Allemands vous suivront. Vous serez poussés jusqu'à la mer et l'histoire dira que le maréchal French a laissé l'ennemi s'établir en face de la côte anglaise...

— Nous ne pouvons plus... Il ne me reste qu'à me mettre à la tête d'un bataillon, à charger et à me faire tuer...

— Vous faire tuer ! Ils passeront sur votre cadavre et ils arriveront à la côte. Votre responsabilité devant votre pays et devant la postérité ne sera pas moins lourde. En tout cas, que vous partiez ou ne partiez pas, je reste ; allez-vous me laisser seul ?

— Que faire ? sans renforts !

— J'ai cinq bataillons en réserve, je vous les donne. Vous contre-attaquerez demain. Vous ne serez pas tué et ils ne passeront pas. »

French subit l'influence de cette obstination dans la confiance. Il accepta de faire un dernier effort. Quelques heures plus tard, les cinq bataillons étaient en ligne et, leur fougue de troupes fraîches secondant la ténacité que leurs camarades anglais, tout épuisés de fatigue qu'ils étaient, avaient pourtant conservée, la poussée ennemie fut contenue.

Mais sur d'autres points le danger reparaît. French dont les réserves avaient toutes été portées dans la bataille est obligé d'en demander encore à ses camarades français. C'est le 31 octobre au soir. Avec le général Wilson, il se transporte au Quartier Général de d'Urbal où se trouve Foch. Il obtient neuf bataillons et quelques batteries qui le lendemain furent à Ypres, et en plus deux bataillons de zouaves qui allèrent appuyer le centre de Haig (1).

Le 1er novembre, la bataille était encore fort indécise. « Mais une fois de plus, a écrit le Maréchal, la situation fut sauvée par un effort désespéré. Quelques bataillons français attaquèrent (au mont Kemmel) à la gauche de notre cavalerie et enrayèrent l'avance de l'ennemi jusqu'au moment de l'arrivée, un peu plus tard, des premiers éléments du XVIe corps français (2). »

Après avoir conté lui-même, ces épisodes angoissants de la bataille, le Maréchal conclut : « Quand j'évoque la situation telle qu'elle se présentait le 31 octobre et le 1er novembre, je suis convaincu que les intérêts vitaux de l'Empire britannique coururent les plus grands dangers, pendant ces deux jours. Il faut qu'on le sache : Toute la côte du Havre à Ostende fut à un cheveu de tomber aux mains de l'ennemi. Le XVIe corps d'ar-

(1) Il est possible que le dialogue entre Foch et French ait eu lieu le 31, et non le 30; mais la date n'importe pas. Ce qui est intéressant à connaître, c'est l'état d'esprit des deux commandants et le ton sur lequel ils échangeaient leurs pensées.

(2) *1914*, pp. 233, 234, 235.

mée (français) serait arrivé seulement une heure plus tard que rien n'aurait pu empêché le mont Kemmel d'être enlevé.

« Un coin d'une importance vitale aurait été enfoncé dans notre ligne. La plus grande menace de désastre fut écartée grâce au dévouement, à la bravoure et à l'endurance dont fit preuve le corps de cavalerie sous le général Allenby. Il faut louer aussi les deux admirables divisionnaires Hubert Gough et de Lisle.

« Aucun de nous ne doit oublier non plus le courage, la résolution et l'allant par lesquels les bataillons français arrêtèrent l'ennemi au moment le plus critique. »

Les batailles de l'Yser se terminèrent le 30 novembre. Les Allemands avaient été vaincus. Ils n'auraient pas plus Calais qu'ils n'avaient eu Paris. Nous n'avons pas à entrer dans le récit des faits militaires de ces grandes journées, les relations entre les États-Majors alliés étant le seul objet de notre présente étude. Une fois écartée, la menace qu'aurait suspendue sur l'Angleterre — et sur toute l'Entente — l'occupation de la côte française il semble que French ait senti de nouveau fermenter un peu en lui ce levain d'indépendance dont l'activité s'était assoupie pendant les batailles de l'Yser. Il se mit à faire des plans qu'il soumit à Londres, sans s'être concerté avec Joffre.

Les Allemands étaient maîtres des bases maritimes d'Ostende et de Zeebruge. French pensa à les en chasser. Il proposa à Londres une marche le long de la mer où il aurait eu sur son flanc gauche l'appui des ca-

nons d'une flotille. Pour cette opération, l'armée belge, trente mille hommes de bonne infanterie, serait venue se fondre dans les six corps de l'armée britannique (1). Pressenti, le roi Albert, toujours prêt aux sacrifices pour le bien commun, avait accepté de donner ses soldats au maréchal anglais. Mais ses ministres et ses généraux empêchèrent cette absorption de leur armée dans l'armée britannique : absorption, car le dessein de French n'était pas d'employer les divisions belges en unités séparées, mais de les répartir entre les corps britanniques. Cet amalgame qui aurait fait perdre à l'armée belge sa personnalité nationale n'était pas fait pour nous plaire. Elle aurait constitué en face des armées françaises qui combattaient sur le sol français et qui avaient à supporter le plus lourd fardeau de la guerre, un groupe anglo-belge dont le commandant britannique aurait pu, chef d'une coalition formée dans la coalition même, parler trop haut dans les conseils militaires de l'Entente. Nous ne revendiquions pas ouvertement le commandement en chef unique pour notre général ; mais ce que nous ne demandions pas pour nous, nous ne pouvions pas le laisser prendre, même fragmentairement, par un de nos alliés. Le commandement unique, sur le sol de France, devrait être français ou ne pas être.

(1) Ces six corps avaient été divisés le 25 septembre 1914 en deux armées. La première sous Douglas Haig, la seconde sous Smith Dorrien ; chacune comprenait 3 corps d'armée (12 divisions en tout). En outre, French avait trois corps de cavalerie qu'il gardait à sa disposition comme réserve de grand quartier général.

Telle était la pensée de tous nos ministres, de tous nos chefs militaires et, on peut le dire, de tous les Français.

La fusion anglo-belge ne se fit donc pas et on renonça à l'opération sur le rivage qui, en cas de succès, aurait bien enlevé aux sous-marins allemands leurs repaires les plus voisins des routes maritimes de l'Entente, mais qui aurait aussi allongé de beaucoup la ligne que les alliés avaient à garder. Or, au moment même où French faisait ses propositions, le Grand Quartier Général, fixé maintenant à Chantilly, pensait à des plans dont la réalisation devait être tentée en 1915 et auxquels French devait donner toujours sa plus loyale, sa plus empressée collaboration (1).

Quand les fronts furent stabilisés, après les grandes batailles de 1914, les relations du Maréchal avec Foch s'espacèrent et, excepté par intermittence, elles cessèrent d'être des relations de collaboration militaire. A Chantilly s'était formé un bureau des armées

(1) Sans parler des nombreuses actions locales entreprises sur tout le front par les Britanniques et les Français, il y eut en 1915 trois offensives : 1° Dans le secteur du Nord (Foch), celle de Notre-Dame-de-Lorette, le 9 mai, qui se prolongea jusqu'au 19 juin et où nous prîmes et gardâmes jusqu'au bout l'avantage (prises de Neuville-Saint-Vaast, du Labyrinthe de Carency, de Souchez, de l'éperon de Notre-Dame-de-Lorette) ; 2° dans le même secteur, en septembre, en coopération avec les Anglais qui s'emparèrent de Loos ; 3° dans le secteur du centre (Castelnau) la grande offensive de Champagne, dans le même mois de septembre, conduite par Pétain. Elle fut une victoire (30.000 prisonniers allemands) pour l'exploitation de laquelle les moyens nous manquèrent.

alliées qui correspondait avec leurs États-Majors. Foch, après la bataille de l'Yser, n'avait pas gardé son titre d'Adjoint au général en chef, il était devenu commandant du groupe des Armées françaises du Nord. Dans les mêlées d'octobre et de novembre, les rencontres du Maréchal britannique et du Chef français avaient été presque journalières, et fréquentes aussi les rencontres avec les autres généraux de nos armées Maud'huy et d'Urbal, Quand chacun eut son secteur de « grignottage », les occasions de se voir furent beaucoup plus rares. Les communications entre Grand Quartier Général français et grand quartier britannique s'échangèrent alors directement. L'interposition entre le commandant britannique et le général en chef français, d'un autre général français, même de Foch, pour qui il professait des sentiments si sincères d'estime et d'attachement, aurait paru à French le placer au troisième degré sur l'échelle hiérarchique. Les ordres de Joffre aux commandants des armées françaises passaient normalement par le Quartier Général du commandant de groupe, dont ces commandants d'armée étaient les subordonnés. Mais le commandant britannique était lui aussi « un commandant en chef ». Son collègue le commandant en chef français devait donc s'adresser à lui sans passer par aucun intermédiaire.

Pendant toute l'année 1915, les choses demeurèrent en cet état; French traité avec tous les égards dus à un allié, à un ami loyal dont l'indépendance, à condition qu'elle fût respectée dans les formes, s'assouplissait dans la pratique devant les chefs français auxquels il

avait voué l'admiration qu'il a exprimée en tant d
pages de son livre. A la fin de cette année où nos allié
et nous avions lutté contre les Allemands à arme
inégales, car ils étaient beaucoup mieux pourvus qu
nous en matériel, le maréchal French (19 décembre
fut rappelé en Angleterre, élevé à la Pairie, honor
d'une dotation nationale et placé à la Présidence d
Comité de Défense Impériale d'où il devait passer u
peu plus tard à la Vice-Royauté d'Irlande.

Le successeur du Maréchal à la tête des armées bri-
tanniques en France fut le général sir Douglas Haig
qui s'était illustré depuis les premiers jours de la
guerre.

Une nouvelle phase va s'ouvrir dans les rapports
des deux Grands Quartiers Généraux sur le front
d'Occident.

CHAPITRE X

LES PREMIERS CONSEILS MILITAIRES DE L'ENTENTE

SOMMAIRE. — Augmentation des forces militaires de l'Angleterre. — Les volontaires. — La conscription. — Sir Douglas Haig, général, succède au maréchal French. — Les grades supérieurs en Angleterre. — Mérite de sir Douglas. — Estime en laquelle il est tenu par les généraux français. — Ses rapports avec Lanrezac. — Sentiment de son indépendance chez sir Douglas, quand il est devenu commandant en chef. — Ménagements nécessaires. — Le gouvernement français institue en juillet 1915 les conférences militaires interalliées. — Premiers plans débattus et arrêtés en commun. — Mot de Ludendorff sur la bataille de Champagne en septembre 1915 — Joffre, Général en Chef français sur tous les fronts. — Deuxième conférence. — Attaque décidée sur la Somme. — Les Allemands se jettent sur Verdun. — Offensive anglo-française ajournée. — Entente avec les Russes. — Campagne de Broussiloff. — Bataille de la Somme. — Indépendance complète de sir Douglas vis-à-vis de Foch. — Rapports personnels cordiaux des généraux anglais et des généraux français. — Jugement de sir Douglas sur le troupier français. — Jugement de Castelnau sur le soldat anglais. — Anxiété de Ludendorff pendant la bataille de la Somme.

L'Angleterre depuis le commencement de la guerre avait, par l'appel au recrutement volontaire, augmenté considérablement ses effectifs combattants. En 1914 et pendant la plus grande partie de 1915 elle n'avait eu qu'un corps expéditionnaire, au sens que nous donnons en France à cette expression, c'est-à-dire une force mobile, petite relativement aux possibilités militaires d'un grand pays et telle que nous en employons dans nos guerres coloniales. Pour remplir tout son devoir envers elle-même — car c'est sa vie qu'elle défendait — et envers ses alliés, notre énergique amie avait ouvert des listes d'enrôlement volontaire sur lesquelles, en quelques mois, quelques centaines de milliers d'hommes étaient venus s'inscrire. Toutefois, le rendement de l'appel aux volontaires, si considérable qu'il fût, devait bientôt paraître insuffisant, car au mois de mai 1916, M. Asquith, alors Premier ministre (1), ferait voter une loi astreignant au service militaire obligatoire tous les hommes, célibataires et mariés, de 18 à 41 ans (2). Cette mesure de salut national n'avait pas encore été adoptée quand le général Douglas Haig succéda à French en décembre 1915 (3).

(1) Il devait être remplacé par Lloyd George au mois de décembre 1916.

(2) L'Angleterre, par engagements volontaires et conscription, mobilisa 5.704.000 hommes sur une population de 45.000.000, soit 12,5 p. 100. Elle en perdit en tués et disparus 680.000. La France mobilisa 9.717.000 hommes sur une population de 39.000.000, soit 20,50 p. 100. Les pertes, en tués et disparus, montèrent à 1.398.000 (chiffres officiels).

(3) Sir Douglas Haig était général. En France, nous n'avons

Pourtant, les armées britanniques, quand Sir Douglas en prit le commandement, étaient déjà beaucoup plus

que deux grades d'officiers généraux : général de brigade et général de division. Entre les généraux, des décisions ou des lettres de service toujours révocables, mettent des différences temporaires. Quand plusieurs officiers du même grade sont réunis, si aucun d'eux n'a une lettre de commandement, ou n'a reçu de son chef direct une investiture de commandement, c'est l'ancienneté qui désigne celui auquel ses camarades devront obéir. Nous avons bien, dans le Conseil supérieur de la guerre, un lot de généraux de division qui sont tirés de pair, à qui sont dévolus éventuellement les grands commandements. Mais les membres du Conseil supérieur ne sont nommés que pour un an. A l'expiration de leur mission, le ministre pourrait les faire rentrer dans le rang en leur donnant le commandement d'une simple division. Nous avons vu en France d'anciens ministres de la Guerre (général Campenon, général Thibaudin) accepter cet emploi si inférieur à la charge qu'ils venaient d'exercer.

En Angleterre, il existe quatre grades supérieurs : major-général, lieutenant-général, général, maréchal, qui, respectivement, correspondent à peu près au général de division, au commandant de corps d'armée, au commandant d'armée ou de groupe d'armées, enfin au maréchal, en France.

Mais alors que dans l'armée française, les commandements des grandes Unités (groupe d'armées, armée, corps d'armée), sont attribués au gré du ministre à des généraux de division ; en Angleterre, les hauts commandements reviennent de droit aux maréchaux, aux généraux, aux lieutenants-généraux, aux majors-généraux. Il existe encore dans l'armée britannique un titre, celui de brigadier-général, mais ce n'est qu'un titre et non un grade. Car le brigadier est toujours un colonel qui commande un groupement de deux régiments auquel peuvent être adjoints en cas de besoin quelques batteries et quelques escadrons. Notons encore que le maréchalat est un grade en Angleterre, tandis qu'en France il est une dignité, une sorte de titre de noblesse militaire non héréditaire, qui confère à ses titulaires le commandement sur tous généraux de di-

nombreuses qu'en août 1914 et que dans les mois suivants, car l'afflux de divisions nouvelles avait été incessant pendant toute l'année 1915, et, d'ailleurs, ne devait jamais s'arrêter. Cette accroissement de puissance ne devait pas prédisposer le nouveau général ne chef à la subordination. Ses forces étaient loin d'être égales à celle du commandement français, mais dans son secteur de bataille, il était naturellement porté à désirer qu'on le laissât maître d'obéir à ses inspirations. Pour d'autres raisons il fallait s'attendre que Sir Douglas fût plus réfractaire que French aux directions du du Grand Quartier Général français. Il était certes un partisan convaincu de l'Entente ; depuis les premiers jours il avait fait la guerre avec tout son cœur. Ses rapports avec nos généraux avaient été, dès août 1914, empreints de beaucoup de cordialité. On se souvient qu'il avait offert à Lanrezac, le 29 août, la coopération de son corps d'armée et que s'il avait manqué sur le champ de bataille de Guise, où nous fûmes victorieux, c'est que, au dernier moment, un ordre de French lui avait interdit de venir au rendez-vous qu'il avait lui-même demandé. Cet offre d'un bon et vaillant camarade faite dans un moment si critique, le bon ordre qu'il avait maintenu dans son corps d'armée pendant la retraite, sa fermeté dans les batailles de l'Yser lui avaient concilié à un haut degré l'estime et la sympathie de tous les généraux français avec qui il avait été

vision, quand une décision ministérielle n'en a pas disposé autrement ; mais une telle décision n'intervient jamais. Jamais un maréchal n'est subordonné à un général.

en contact, au conseil et dans l'action. Devenu général en chef, après avoir été subordonné pendant les quinze premiers mois de la guerre, Douglas Haig éprouva le sentiment que tout autre à sa place eût éprouvé. S'il se laissait « mettre la main dessus », il ne pourrait plus s'affranchir.

L'indépendance du commandement britannique qu'avait tempérée chez French, après la Marne, l'ascendant pris sur lui par Joffre et surtout par Foch, Douglas Haig, parce qu'il était nouveau dans ce commandement, s'y attacha avec une jalousie un peu ombrageuse. Ainsi qu'on le verra par la suite, le commandement unique trouva, chez le général en chef britannique, jusqu'aux journées angoissantes de mars 1918, une résistance qui fléchit un moment seulement, à la veille de l'offensive de Nivelle, en février 1917.

Le gouvernement français et notre État-Major n'ignoraient certainement pas ces dispositions de Sir Douglas. Avec lui, plus encore qu'avec French, il faudrait user de ménagements. Nous étions convaincus que la guerre ne pourrait pas être gagnée si nous continuions à la faire en ordre dispersé, que l'unité de commandement était une des conditions premières de la victoire. Pour amener nos alliés à entrer dans nos vues, il y avait à leur donner l'habitude de collaborer avec nous, non dans des actions militaires improvisées, mais dans la préparation de ces actions.

Nous avions à la tête des armées françaises le général le plus ancien dans le commandement en chef et à qui la victoire de la Marne avait fait une réputation,

une popularité universelle. Dans l'intérêt de la cause commune nous avions à exploiter ce prestige de Joffre. Dès le mois de juillet 1915, alors que French commandait encore les armées britanniques en France, Viviani et Millerand avaient provoqué à Chantilly la réunion d'une première conférence militaire interalliée. Le 23 mai, l'Italie avait déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie. L'entrée de ce nouveau participant dans notre coalition avait suivi, de très près l'enfoncement du front russe par Mackensen (9 mai) sur la Dunajeck. Les armées russes refoulées partout, les Allemands commençaient cette campagne qui devaient les rendre maîtres de la Pologne. Nous ne pouvions pas, en restant immobiles, permettre à l'ennemi de renforcer son front oriental en puisant des réserves sur le front d'occident. A la fin de mai, French et Foch avaient bien fait en coopération des attaques à Souchez et à la Bassée ; mais c'avait été une opération étroite. Une aide efficace ne pouvait être apportée aux Russes que par de grands efforts sur de larges fronts. Le 10 juillet 1915, les généraux en chef de l'Entente tinrent un conseil à Chantilly et ils y décidèrent la double offensive de Champagne et d'Artois qui fut exécutée un peu tardivement en septembre, car la campagne d'été en Pologne était terminée, et Ludendorff a écrit dans ses souvenirs de guerre : « A la fin de septembre 1915 se produisirent les grandes attaques de l'Entente à Loos et en Champagne. Les troupes rappelées de l'Est arrivèrent juste à temps pour soutenir les défenseurs du front occidental et *empêcher une grande et dangereuse retraite.* »

Comme les Français et les Anglais, les Italiens avaient remué pour retenir sur eux les Autrichiens.

L'expérience démontrait donc l'utilité de ces conférences militaires pour réaliser par des offensives simultanées, ce que Briand devait appeler l'unité de front dans la diversité des théâtres de guerre. Le front serait unifié malgré sa dispersion géographique, lorsqu'une même pensée directrice pourrait être transmise à tous les commandants particuliers, quand l'Entente aurait « un chef d'orchestre ». Cette pensée directrice devait être celle du général en chef français, mais nous sentions bien que nous irions au-devant d'un refus si nous proposions, de but en blanc, de lui faire décerner le titre de commandant en chef interallié.

Pour habituer lentement nos alliés à la primauté du Grand Quartier Général français, Briand (1) avait d'abord voulu renforcer l'autorité et le prestige de Joffre. Par un décret, en date du 2 décembre 1915, il l'avait élevé du rang de commandant en chef des armées du Nord-Est au rang supérieur de commandant en chef de toutes les armées françaises, sur tous les fronts, Afrique du Nord et Maroc exceptés (2).

Avec cette autorité accrue (3), Joffre convoqua, le

(1) Le 29 octobre 1915, il avait remplacé Viviani à la présidence du Conseil et Viviani était passé au Ministère de la Justice.

(2) L'Afrique du Nord comprenait l'Algérie et la Tunisie et leurs arrière-pays.

(3) Sur cette élévation de Joffre et les raisons d'ordre politique qui y concoururent avec les raisons d'ordre militaire, voir *Joffre. — La Première Crise du commandement.*

8 décembre à Chantilly, les commandants en chef, principaux généraux et chefs d'État-Major des puissances alliées.

Cette seconde conférence conclut à une offensive du groupe des armées françaises du Nord et du groupe des armées anglaises, offensive qui aurait lieu sur les deux rives de la Somme. On promit à Foch qu'il pourrait disposer de 40 divisions françaises (1) et son voisin Douglas Haig s'engagea à mettre au feu 20 divisions britanniques. Les deux commandants furent invités à préparer des plans. Au milieu de février, ils étaient prêts, et il ne restait plus qu'à choisir la date de l'attaque, — ce que l'on ferait après entente avec le Grand Quartier Général russe, car on voulait que l'ennemi fût en même temps pressé de toutes parts.

L'Entente espérait donc prendre l'initiative des opérations en 1916. Elle fut devancée par l'Allemagne qui, le 21 février, commença sur Verdun la troisième de ses offensives sur le front d'Occident. Comme il était urgent d'aviser aux moyens de dégager la place, une troisième conférence s'assembla encore à Chantilly, le 14 mars. On y décida, cette fois, que l'armée russe attaquerait vers le 15 mai, et les Italiens, les Français et les Britanniques le 1er juin. Ces dates étaient bien éloignées, mais la saison, l'état du terrain, et peut-être l'inachèvement de leur préparation ne permettaient pas à nos alliés russes de se mettre en mouvement avant la mi-mai. Leur coopération étant nécessaire pour que

(1) Commandant Grasset : *Préceptes et jugements militaires du maréchal Foch.*

l'Allemagne fut simultanément occupée sur tous les fronts, il fallait bien les attendre. Comme on pouvait toujours craindre quelque nouvelle perte de temps, dans un pays où les communications étaient si défectueuses et où les rouages administratifs fonctionnaient si mal, le plus sûr, pour réaliser la simultanéité des opérations, était de les faire commencer sur le front de Russie. Une fois les Russes « partis » les autres alliés suivraient.

Trois semaines après la date fixée, les armées du Tzar se mirent en mouvement (5 juin 1916). Ce fut la belle campagne de Broussiloff qui causa un si grand enthousiasme dans tous les pays de l'Entente et jeta un dernier et si éclatant rayon de gloire sur les armées que la faiblesse des révolutionnaires libéraux, moins d'un an plus tard ferait entrer en décomposition et que la trahison des Bolchewiks transformerait, si tôt après, en bandes de déserteurs et de pillards, en prétoriens d'un césarisme crapuleux.

C'est seulement le 28 juin que les Britanniques et le 1er juillet que les Français purent entrer en action, trois semaines après les Russes. C'est que la bataille de Verdun avait dérangé les combinaisons de Foch. Cette bataille, grande dévoratrice, avait prélevé 14 divisions sur les 40 dont Foch, au mois de février, croyait qu'il pourrait disposer. A cette diminution des forces françaises ne faisait pas équilibre une augmentation, pourtant notable, des forces britanniques. Six divisions nouvelles étaient bien venues s'ajouter aux vingt divisions que Douglas Haig avait promis d'aligner ; mais six divisions britanniques de plus et quatorze divisions françaises de moins donnaient, en résultat, une réduction de huit Unités (1).

Les réunions des généraux alliés sous la présidence de Joffre avaient certainement de grands avantages. Elles accoutumaient nos alliés à ajuster leurs conceptions à celles du commandement français. Président de ces Conseils de guerre, notre général en chef, prenait, sans titre, sans formule, figure de dirigeant de la stratégie de toutes les armées. Mais le lien qu'elles paraissaient renforcer entre le Grand Quartier Général britannique et le Grand Quartier Général restait lâche. Douglas Haig collaborant directement avec le général en chef français, étant en rapport direct avec le troisième bureau de l'Etat-Major (2) avait des raisons de ne pas connaître, autrement que dans des rapports de courtoisie, de camaraderie, de bon voisinage, le général français à la gauche duquel il opérait immédiatement. Ce général, même quand il s'appelait Foch, était un subordonné du général en chef français. Le commandant britannique au contraire était un autre général en chef qui n'avait à exécuter que les opérations sur lesquelles, il s'était mis, dans une discussion d'égal à égal, d'accord avec son collègue français. C'est donc seulement avec ce collègue, cet égal, qu'il avait à correspondre. Il

(1) Commandant Grasset : *Préceptes et jugements militaires du maréchal Foch.*

(2) Les services d'État-Major sont divisés en trois bureaux : 1er Bureau personnel et matériel ; 2e Renseignements et affaires politiques ; 3e Opérations et mouvements.

pouvait, et il n'y manquait pas, échanger des renseignements et des services avec l'exécutant français avec qui il voisinait, mais il n'avait pas à lui demander d'avis, bien moins encore de conseils. Sur les lignes stratégiques il s'était concerté avec Joffre ; ces lignes stratégiques ne lui étaient pas tracées, elles étaient tracées en collaboration. Une fois l'entente faite, Douglas Haig, dans son secteur de bataille, n'admettait pas, et on ne saurait lui en faire un grief, l'immixition de qui que ce fût. La situation n'était plus, en 1916, ce qu'elle avait été, en 1914, et ce qu'elle redeviendrait, en 1918, quand il y avait eu, et quand il y aurait encore, mélange d'unités françaises et d'unités anglaises.

« Le corps expéditionnaire » était devenu une armée certes moins nombreuse que l'armée française, mais beaucoup plus nombreuse que ne l'avait été aucune armée dans l'histoire, même que la Grande Armée avec laquelle en 1812 Napoléon avait envahi la Russie. Cette armée britannique si puissante par ses effectifs et par son matériel formait un bloc compact. Entre ses corps aucune solution de continuité. Elle devait être réfractaire, par l'effet seul de son homogénéité, à toute impulsion qui ne lui viendrait pas de son propre moteur, de son moteur national.

En fait, pendant les quatre mois, coupés d'entractes, que dura la bataille de la Somme, les rapports entre le commandement français et le commandement britannique sur le terrain, furent des rapports de bon voisinage dans lesquels Foch se gardait bien de prendre le ton d'un conseiller, puisque l'on ne le consultait pas, et

dans lesquels Douglas Haig apportait l'amabilité d'un gracieux gentleman qui vient causer, qui vient voir, mais qui conduit tout seul les affaires dont il est seul responsable. Cette discrétion du général français, et cette réserve, un peu ombrageuse mais sans rien de déplaisant dans les formes, dans laquelle se tenait le général britannique, ne mettaient pourtant pas de gêne entre eux, les inconvénients de l'indépendance de Douglas Haig étant atténués par le fait que chaque groupe d'armées alliées avait son champ de bataille, les Britanniques sur la rive droite de la Somme, les Français sur la rive gauche (1).

Entre États-Majors, on se prodiguait des attentions, comme on s'en doit entre gentlemen. Un jour, Joffre étant venu au Quartier Général de Foch, Douglas Haig se rendit au-devant du général en chef français et l'invita à venir au Quartier Général britannique. Joffre y alla avec quelques-uns des officiers de son État-Major qui assistèrent au travail de l'État-Major allié.

Un autre jour, le colonel Leroy-Lewis, attaché militaire à l'Ambassade britannique, disait, dans la salle à manger du Grand Palace dont il était le pensionnaire : « L'Ambassadeur (Lord Bertie) a eu hier un coup de téléphone de Sir Douglas qui était allé chez Foch et, qui y avait été témoin d'une attaque française. C'est moi qui tenais le récepteur. Sir Douglas a dit textuellement : « J'ai vu les attaques françaises. Je suis frappé d'admiration et de respect pour tant de vaillance. »

(1) Un corps d'armée français passa pourtant sur la rive droite pour flanquer la droite britannique.

Et le colonel Leroy-Lewis ajoutait : « Dans le téléphone la voix de Sir Douglas tremblait d'émotion. »

A quelques temps de là, le major-général Castelnau, s'étant rendu dans les armées françaises et ayant été invité, comme l'avait été précédemment Joffre, à venir voir la bataille anglaise, manifestait en ces termes son opinion : « Les Anglais sont des soldats de premier ordre. Il n'y a pas d'effort qu'on ne puisse leur demander même quand ils paraissent à bout de force. » Les rapports entre les armées alliées en Occident, tels qu'ils furent pendant cette longue bataille de la Somme dont Ludendorff a écrit (1) : « Nos troupes s'usaient, nous étions toujours à la veille d'une catastrophe », ces rapports sont bien caractérisés par ces anecdotes. Ce sont des rapports d'associés, d'amis qui s'estiment mutuellement, mais dont aucun ne s'efface devant l'autre. French malgré sa formule qui lui enjoignait de conserver une raide indépendance, s'était incliné, peut-être sans bien s'en rendre compte, sous l'ascendant de Foch ; sir Douglas s'était soustrait à cet ascendant. C'est cette disparition de l'influence morale de l'État-Major français sur l'État- Major britannique qui différencie la seconde phase du commandement de French de la première phase du commandement de Douglas Haig (2).

(1) Ludendorff, *Souvenirs de guerre*, tome Ier, page 303.

(2) On se souvient que French avait agi avec une indépendance assez désinvolte jusqu'aux batailles de l'Yser où il avait rencontré Foch. On verra plus loin que Douglas Haig, dans un moment critique, fut des premiers à demander qu'un conseiller supérieur fût chargé de faire frapper en cadence les lourds marteaux des armées d'Occident.

ANNEXE AU CHAPITRE X

SUR LA BATAILLE DE LA SOMME

Le 29 août 1916, Hindenburg « commandant en chef des armées de l'Est » avait remplacé Falkenheyn au poste de chef d'État-Major des armées en campagne — autant dire de commandant en chef car le « Seigneur de la Guerre », Guillaume, n'avait qu'un commandement nominal et n'était guère dans ses armées qu'un encombrant bagage. Avec Hindenburg, Ludendorff, son « chef d'Etat-Major de l'Est » était venu au Grand Quartier Général allemand qui alors se trouvait à Pless, en Saxe. Ludendorff, sous le titre de premier quartier-maître général (il avait refusé, dit-il, le titre de sous-chef d'État-Major), fut le véritable commandant en chef. Toutes les initiatives paraissent avoir été suggérées et quelquefois même prises par lui directement, Hindenburg acceptant la tutelle de cet énergique subordonné.

C'est à la fin de septembre, après de grands succès remportés par les Français et les Britanniques que Ludendorff a écrit la phrase citée dans le texte : « Les troupes s'usaient. Nous étions toujours à la veille d'une catastrophe. »

Sur la situation à ce moment, le quartier-maître général a encore écrit : « Les demandes qu'on nous adressait tant en officiers qu'en troupes étaient extrêmement élevées. Tout le plan de relève projeté pour le front Occidental ne suffit bientôt plus. Des divisions et d'autres troupes durent être jetées en toute hâte sur le front de la Somme et y tenir très longtemps. Le temps consacré à l'instruction et au repos, sur front calme, se réduisit de plus en plus. A Pless, nos nerfs étaient extrêmement tendus. Nous devions sans cesse inventer de nouveaux expédients et les réaliser. Il fallut les nerfs d'acier de nos généraux pour ne pas perdre la tête, pour mettre en

ligne, avec méthode, les renforts qui arrivaient et à chaque nouvel échec songer à corriger la situation (1) ».

M. Raymond Recouly, dans son livre *Foch le Vainqueur*, publie ces renseignements qui lui furent donnés par le général Weygand, chef d'État-Major de Foch : « Du 1er juillet au 17 septembre, les Allemands avaient engagé dans la bataille de la Somme, 67 divisions nouvelles, et 17 bataillons dont 34 divisions contre les Anglais et 33, plus 17 bataillons contre les Français. Du 1er septembre au 1er novembre, ils amenèrent 52 divisions prélevées sur les secteurs tranquilles. » De l'aveu du premier quartier-maître général et des chiffres que le général Weygand a fait connaître à M. Recouly, il apparaît que la bataille de la Somme eut des résultats beaucoup plus considérables qu'on ne le crut tout d'abord en France. Non seulement elle dégagea Verdun, en obligeant le Kronprinz à détacher vers le nouveau champ de bataille des divisions qu'il tenait en réserve, pour, espérait-il, frapper un coup décisif; non seulement elle facilita les offensives victorieuses de Nivelle et de Mangin (2), mais encore elle infligea aux armées ennemies une usure notable de forces physiques et morales. Enfin, elle eut des conséquences stratégiques en contraignant Hindenburg, au mois de mars 1917, à opérer ce recul que la Presse allemande, pour donner le change à son opinion publique, célébra comme une manœuvre géniale.

Si une justice insuffisante fut rendue aux vainqueurs de la Somme il faut, pour l'expliquer, se rappeler qu'à la fin de 1916, une campagne de dénigrement était sourdement menée contre Foch dont on disait qu'il était malade, et que, aigri par la maladie, il maltraitait injustement ses subordonnés. L'avenir devait faire justice de tous ces malveillants propos.

(1) Ludendorff, *Souvenirs de guerre*, tome Ier, page 303.

(2) Prise de Douaumont, le 24 octobre. Évacuation de Vaux par les Allemands le 1er novembre.

CHAPITRE XI

LA FORMULE DE NIVELLE

Sommaire. — Grands changements dans les gouvernements dans les commandements au commencement de 1917. — Pla d'offensive élaboré par Joffre, en collaboration avec Dougl Haig. — Éloignement de Joffre du Grand Quartier Général. - Nivelle lui succède. — L'autorité du commandement franç sur le commandement britannique est amoindrie. — Demand de Nivelle accueillie avec froideur par Douglas Haig. — Nivel va à Londres. — Grande impression qu'il fait sur Lloy George. — Conférence de Calais les 26-27 février. — Nivel y obtient une Formule de commandement en chef. — Tex de cette Formule. — Ordres que Nivelle envoie à Dougl Haig. — Le Maréchal britannique les discute. — Plainte d Briand à Lloyd George. — Ribot à Londres le 13 mars. - Douglas Haig signe une acceptation de la Formule d Nivelle. — L'arrêt de l'offensive et la disgrâce de Nivell mettent fin à cette première unification du commandement. - Immobilité des armées françaises en 1917. — Activité de armées britanniques. — Campagne de Flandres. — Anxiét de Ludendorff. — Grande victoire britannique à Cambra — Une contre-attaque allemande en annule les résultats. - La question du commandement unique en sommeil pendan

l'année 1917. — Effacement de Painlevé. — Les Britanniques croient, bien à tort, que la disgrâce de Nivelle a eu des causes politiques. — Dans cette croyance ils deviennent défiants. — Vues de Caillaux sur Sarrail. — Enthousiasme que Sarrail inspire à Painlevé. — Nos alliés craignent que Sarrail dont ils demandent le rappel de l'Orient, ne soit un jour imposé par son parti politique au commandement en Occident.

Les deux derniers mois de 1916 et les premiers mois de 1917 furent marqués par de grands changements dans le personnel dirigeant des deux coalitions adverses et dans leur politique de guerre.

1° Le 2 novembre 1916, François-Joseph, vassal résigné de Guillaume II, mourait. Il avait pour successeur l'Archiduc Charles dont Ludendorff a écrit :

« L'Empereur n'était pas un partisan convaincu de l'Alliance, cependant il était solidement attaché à l'Allemagne. Il voulait la paix. Il veillait jalousement à conserver sa situation de chef suprême de l'armée austro-hongroise. Pour se conformer à ses désirs, on changea les arrangements pris au sujet du commandement supérieur dans la Quadruplice (Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie, Turquie). Mais ce ne fut pas sans les affaiblir un peu (1). L'impératrice Zita, qui

(1) Après les grandes défaites autrichiennes sur le front russe, en 1915, des unités allemandes avaient dû se mêler aux armées autrichiennes pour les consolider. La direction des opérations communes avait été prise par le Grand Quartier Général allemand de Pless. C'est cette subordination de ces armées que le nouvel empereur fit cesser en apparence tout au moins.

exerçait une grande influence sur son époux, était tou entière orientée contre nous.

2° « Cette orientation » de l'Impératrice et l'influenc qu'elle avait sur son mari, se manifestèrent dès l 5 décembre 1916 (moins de trois semaines après l'avè nement de l'Empereur Charles) par la mission donné au Prince Sixte de Parme, frère de l'Impératrice (1).

3° Le 3 décembre, Joffre était relevé du commande ment en chef sur le front français. Son successeu était le général Nivelle.

4° Le 7 décembre, Lloyd George remplaçait Asquit à la tête du Cabinet britannique et nos alliés avaien ainsi un gouvernement de guerre qui paraissait devoi être animé de plus de résolution.

5° Le 11 décembre, Briand reconstituait son cabinet et la présence à côté de lui de Lyautey faisait prono stiquer un redoublement d'énergie dans la conduite de la guerre.

6° Le 12 décembre, l'Allemagne, poussée par l'Autriche et pleine d'inquiètudes elle-même (2), proposait

(1) On a publié en janvier 1920 les pièces relatives à cette mission qui avait pour but d'amener la France et l'Angleterre à négocier la paix sur la base de l'évacuation de la Belgique et de la rétrocession de l'Alsace et de la Lorraine, rétrocession que l'empereur Charles promettait de demander, mais que Guillaume II n'avait pas promis d'accorder. Les propositions apportées par le prince Sixte ne furent pas prises en considération, car nous ne pouvions pas faire défection à notre alliée l'Italie, à laquelle l'Autriche n'offrait rien.

(2) Ludendorff a écrit : « L'Entente était en mesure, sur tous les théâtres de guerre (et pourtant l'Amérique ne s'était pas encore déclarée contre l'Allemagne), d'augmenter sa supériorité

l'ouverture de conversations en vue de la paix, cette proposition devait être repoussée, le 30 janvier, par l'Entente (1).

7° Le 31 janvier 1917, l'Allemagne faisait sa déclaration de guerre sous-marine à outrance, déclarant l'Angleterre, la France et l'Italie en état de blocus et ordonnant la destruction de tous les navires dans la zone du blocus (2).

8° Le 16 mars 1917, Nicolas II abdiquait, et la Russie entrait en décomposition (3).

numérique par un apport de forces nouvelles et puissantes, tirées de tous les domaines de la technique de guerre et de broyer nos troupes toujours davantage, comme on avait commencé à le voir sur la Somme et à Verdun. Le Grand Quartier Général devait craindre que très tôt dans l'année 1917, et sur divers points, il ne vînt à s'allumer des « Batailles de la Somme » auxquelles à la longue nos troupes ne pourraient plus faire face. »

(1) La « Carte de guerre » était alors favorable à l'Allemagne, qui occupait la Belgique et nos dix départements. Entrer en conversation avec elle pour la paix, alors qu'elle détenait tant de gages, n'était pas possible si on n'était pas d'avance résigné à tous les abandons.

(2) La guerre sous-marine avait commencé en octobre, mais alors les commandants de sous-marins avaient seulement reçu l'ordre d'arrêter et de visiter les navires et de ne capturer ou détruire que ceux qui transporteraient des belligérants et du matériel de guerre. Après le 31 janvier, ils durent, sans avis préalable, détruire tout ce qu'ils rencontreraient dans la zone du blocus.

(3) Le 11 mars un oukaze impérial avait prononcé la dissolution de la Douma. Cette assemblée s'était aussitôt déclarée en permanence et des émeutes avaient éclaté accompagnées de séditions militaires dans la garnison de Pétrograd et même dans la garde impériale.

9° Le 5 avril, l'Amérique, qui, quelques semaines avant, avait rompu les relations diplomatiques avec l'Allemagne, lui déclarait la guerre.

C'est en décembre 1916, qu'avaient eu lieu les changements dans la composition des cabinets de l'Entente et dans le commandement français, et que, par sa proposition de négocier, l'Allemagne avait fait un premier aveu de fatigue. Ces faits avaient renforcé, en Angleterre et en France, la volonté de reprendre au printemps 1917, les offensives dont, nous le savons par lui-même, la pensée rendait Ludendorff si soucieux.

Aussitôt terminée la bataille de la Somme, Joffre avait convoqué à Chantilly une quatrième conférence militaire interalliée, à laquelle avaient pris part Douglas Haig et le chef d'État-Major Robertson. Les chefs des armées sur le front d'Occident avaient arrêté, pour février 1917, un plan de bataille générale (1), et Joffre avait signé ses instructions à ses lieutenants, le 16 décembre, avant de rentrer à Paris. Il croyait qu'il continuerait à exercer le commandement de toutes les armées françaises, Nivelle son successeur au Nord et au Nord-Est, devant n'être que son lieutenant.

Cette combinaison a été critiquée parce qu'elle apportait, disait-on, la désunion dans notre commandement national, au moment même où nous voulions unifier le commandement interallié, et parce que, en juxtaposant deux généraux en chef l'un au front, l'autre à l'arrière, elle était susceptible de faire naître

(1) Voir *Joffre. Première Crise du commandement.*

entre eux, des conflits. Toutefois, elle présentait un avantage.

En élevant un grand chef au-dessus du commandant effectif des armées françaises sur le front, elle devait, dans la pensée de Briand, rendre plus acceptables, pour le commandant des armées britanniques, les directions qu'il aurait à recevoir du Quartier Général français, quand, le front ennemi étant bousculé, commenceraient les opérations de la guerre de mouvement; quand, pour les armées marchantes et appelées à combiner leurs manœuvres, le commandement unique s'imposerait avec plus de force que pour des armées cantonnées dans des secteurs séparés.

L'élévation de Joffre pouvait donc nous rapprocher de cette unité de commandement si nécessaire pour que toutes les forces alliées donnassent leur plein rendement. Mais Joffre ayant abandonné, le 27 décembre, date de sa nomination au Maréchalat, le super-commandement dont il avait été investi, la longue sape s'éboula, que Briand avait patiemment poussée, pour en faire surgir un jour un général en chef français qui prendrait le pas sur tous les autres généraux alliés. Tout était à refaire.

Désigné pour le commandement par ses grands succès devant Verdun, Nivelle n'avait pourtant pas le prestige de Joffre.

Les généraux britanniques venaient seulement d'apprendre son nom. Pour Douglas Haig qui commandait en chef depuis quinze mois et dont les effectifs montaient à un million d'hommes, Nivelle, inférieur la

veille par le grade et par l'emploi, puisqu'il n'était que général de division et n'avait qu'une armée alors que Douglas Haig en avait quatre et était général en chef, devenait un égal, mais par ses fonctions seulement. Chef des armées françaises, chef des armées britanniques, entre les deux chefs il y avait équivalence d'importance dans l'emploi. Mais il y avait inégalité hiérarchique à l'avantage du britannique. Au jour de la nomination de Nivelle (12 décembre), Douglas Haig était son supérieur de deux grades (1). Le 25 décembre 1916, il le fut de trois, car, ce jour-là, on annonça sa promotion au Maréchalat. Sir Douglas et Nivelle se trouvaient donc dans la même situation que French et Lanrezac, en 1914.

Un maréchal britannique ne pouvait pas se placer sous la direction d'un général de division étranger, même de très grand mérite, mais qui ne faisait pas, comme Joffre, oublier par d'éclatants services, qui n'étaient contestés qu'en France — son infériorité dans la hiérarchie. Joffre avait la Marne et pourtant son autorité ne s'étendait pas sur le Quartier Général britannique. Nivelle ne pouvait montrer que des victoires locales devant Verdun. La prétention qu'il aurait certainement de prendre la haute main sur toutes les armées alliées serait moins admissible de sa part que de la part de son prédécesseur. Sir Douglas devait donc sentir devant le nouveau chef français se fortifier le sentiment de cette indépendance que la « formule de

(1) Voir la note 3 p. 119.

French », dont il avait hérité, lui faisait un devoir de sauvegarder. Il se mit sur ses gardes, avec une susceptibilité ombrageuse qui fut sensible dès les premiers rapports avec Nivelle.

Ayant pris possession du Grand Quartier Général le 16 décembre, Nivelle visitait Douglas Haig ou en recevait la visite le 20 décembre. Il lui faisait connaître les modifications qu'il avait apportées au plan arrêté, le 15 novembre, à Chantilly, et lui demandait, la constitution d'une masse de manœuvre étant décidée, de relever quelques divisions françaises en étendant le front britannique jusqu'à Roye. Le général britannique (1) discuta, objecta, finalement fit dépendre l'extension de ses lignes de l'arrivée de divisions nouvelles qui lui étaient annoncées. Il sembla qu'il avait assez peu d'ardeur pour l'exécution du plan auquel il avait pourtant collaboré, parla d'attaques qui pourraient tomber sur lui à l'improviste et d'une offensive à entreprendre sur la côte belge pour dégager Ostende et Zeebrugge — c'était l'idée qu'avait eue French, en 1914, après les batailles de l'Yser.

Nivelle maintint toutes ses résolutions et sa demande et il confirma l'une et les autres par une lettre du lendemain, 21 décembre. Dans la réponse, Sir Douglas répéta tout ce qu'il avait dit de vive voix. Il apparut que, dans des négociations directes entre les Quartiers Généraux, notre général n'obtiendrait rien et que s'il voulait satisfaction il fallait qu'il allât la demander à

(1) Il ne devait être maréchal que cinq jours plus tard.

Londres. Nivelle y fut, le 15 janvier, et ayant plaidé sa cause la gagna. Dans un paragraphe du rapport qu'il a écrit au nom de la commission de l'Armée sur *l'Offensive française en 1917* (1), H. Galli, député, passe la parole à l'un de nos attachés militaires, Berthier de Sauvigny : « M. Lloyd George, dit cet officier, est entré dans le bureau où je me trouvai, avec le lieutenant-colonel Hunkey, et a pris part à notre conversation pendant deux heures. Il m'a dit d'abord combien avait été profonde l'impression produite sur le War Committee par le général Nivelle. Sans doute le prestige dont jouit le maréchal Haig sur l'armée et le peuple anglais ne permettront pas de le subordonner purement et simplement au commandement français, mais si le Comité de guerre reconnaît que cette mesure est indispensable, il n'hésitera pas à donner des instructions secrètes, en ce sens, au maréchal Haig. »

Cette conversation de Lloyd George avec Berthier de Sauvigny avait lieu le 15 février. Le 26 et le 27 du même mois, sur la demande du Premier ministre anglais, une conférence politique et militaire interalliée se tint à Calais. Étaient présents, Lloyd George, maréchal Haig, généraux Robertson, chef d'État-Major impérial et Geddes ; Briand, Lyautey, Claveille, généraux Nivelle et Ragueneau. Les conversations se terminèrent par l'adoption d'une convention que l'on peut appeler la « Formule de Nivelle ».

Voici ce document :

(1) Publié en librairie au mois de mars 1920. Garnier, éditeur.

Convention par laquelle les armées britanniques sont temporairement subordonnées au commandant en chef français, général Nivelle (1).

Le Comité de guerre français et le Cabinet de guerre britannique approuvent le plan d'opérations sur le front occidental tel qu'il leur a été exposé, le 26 février 1917 par le général Nivelle et le maréchal Sir Douglas Haig.

Afin d'assurer complètement l'unité de commandement pendant les opérations prochaines sur le front occidental, le Cabinet de guerre britannique et le Cabinet de guerre français ont arrêté d'un commun accord ce qui suit :

1.— Attendu que l'objet essentiel des opérations prochaines sur le théâtre occidental de la guerre est de chasser l'ennemi du territoire français, et attendu que l'armée française dispose d'effectifs plus considérables que l'armée britannique, le Cabinet de guerre britannique reconnaît que la direction de la campagne doit appartenir au commandant en chef de l'armée française.

2. — Dans ce but, le Cabinet de guerre britannique s'engage à donner au Maréchal commandant l'armée britannique l'instruction de mettre son projet d'opérations en accord avec le plan stratégique d'ensemble du commandant en chef de l'armée française.

3. — Pour la période comprise entre la signature de la présente Convention et le début des opérations, le Cabinet de guerre britannique s'engage, de plus, à donner au maréchal commandant l'armée expéditionnaire britannique, l'ordre de se conformer aux vues du commandant en chef de l'armée française, sauf en cas où il estimerait qu'en s'y conformant il compromettrait la sécurité de son armée. Dans le cas où le maréchal Sir Douglas Haig se croirait tenu, pour ce motif, d'écarter des instructions du général Nivelle, il devrait adresser un rapport, sur l'attitude qu'il a prise et les raisons qui l'y ont déterminé, au chef de l'État-Major général impérial pour être communiqué au Cabinet de guerre britannique.

4. —Le Cabinet de guerre britannique s'engage, de plus, à donner au maréchal commandant l'armée expéditionnaire britannique les instructions suivantes :

A partir de la date à laquelle commenceront les opérations prochaines sur le front occidental, et jusqu'au moment où ces opérations seront terminées, il devra exécuter les ordres donnés par le commandant en chef de l'armée française en tout ce qui concerne la conduite des opérations ; étant bien convenu que le commandant des armées anglaises sera libre de choisir les moyens à employer et la manière d'utiliser ses troupes.

5.—Le Cabinet de guerre britannique et le gouvernement français, chacun en ce qui concerne sa propre armée, restent juges de la date à laquelle seront considérées comme terminées les opérations. A ce moment, les arrangements en vigueur, avant le début de cette période, reprendront leur plein effet.

(1) Publiée pour la première fois par le commandant De Civrieux dans *l'Offensive de 1917*.

Ayant ainsi reçu, grâce à Lloyd George qui fut pendant la guerre le Clemenceau de l'Angleterre, une investiture qui n'avait pas même été accordée à Joffre, Nivelle ne tarda pas à montrer qu'il entendait user des droits qui venaient de lui être reconnus. De son Quartier Général où il était rentré en toute hâte, il adressa à Douglas Haig une lettre qui n'avait plus le ton « des sollicitations, des prières, des instances » que le commandement en chef britannique était accoutumé à trouver dans sa correspondance avec le Grand Quartier Général français.

Au G. Q. G., le 27 février 1917.

MONSIEUR LE MARÉCHAL,

En exécution des conclusions de la Convention du 27 février 1917, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les points suivants :

1° *Plan d'opérations.* — Je vous confirme le plan général des opérations offensives à exécuter en 1917, par les armées franco-britanniques qui est celui que je vous ai exposé précédemment, et dont les points plus immédiatement essentiels, en ce qui vous concerne, sont les suivants :

a) Le premier objectif des armées britanniques est Cambrai ;

b) La date à laquelle vos armées devront être prêtes à déclencher leurs attaques, est le 8 avril (date de l'assaut d'infanterie).

Je vous serais reconnaissant, en conséquence, de me communiquer le plus tôt possible les instructions que vous avez données à vos commandants d'armée, ainsi que les dispositions qui ont été prises, par eux, en exécution de vos ordres.

Dans le cas où, par suite de l'attitude actuelle de l'ennemi en Picardie et en Artois, il serait opportun de modifier soit les ordres donnés, soit la répartition des forces entre les armées intéressées, je vous demande de vouloir bien me faire savoir comment vous envisagez la question.

2° *Transports.* — Je vous confirme que le maximum des moyens de transport, qui pourront être affectés à vos armées, est celui qu'a indiqué le général Raguenau dans la Conférence du 27 février.

Il vous appartiendra, en conséquence, de faire cadrer les besoins de vos armées avec ses moyens, et de répartir les ressources dont vous disposerez de manière que votre

offensive puisse s'exécuter dans les conditions prévue à partir de la date fixée.

Je tiens, à ce sujet, à vous répéter que ces moyens, bien qu'inférieurs à ceux que vous avez demandés, sont très notablement supérieurs à ceux que j'affecte aux armées d'attaque françaises, toutes choses égales d'ailleur.

La participation de l'armée britannique, non seulement en matériel roulant, mais encore en personnel de construction et d'exploitation, doit être progressivement développée, de manière à permettre le retrait, par étapes successives, du personnel correspondant français, et de telle sorte, qu'en tout cas, l'armée britannique soit en mesure d'assurer par ses propres moyens ses transports de toute nature, au delà de la ligne Lille-Maubeuge.

3° *Organisation de la Mission anglaise auprès de mon G. Q. G.* — Ainsi que je vous l'ai indiqué verbalement, et que cela a été expressément entendu à la dernière séance de la Conférence de Calais, j'estime indispensable de donner, sans aucun retard, à cette mission l'importance et les moyens d'action proportionnés au rôle qu'elle doit jouer dorénavant.

Je vous demande donc de mettre à la tête de cette mission le général Wilson dès qu'il sera de retour de Russie.

En attendant qu'il puisse prendre ses fonctions, je vous serais reconnaissant de détacher momentanément, auprès de moi, le général Davidson, si toutefois vous estimez que sa présence à votre État-Major général n'est pas indispensable. Dans ce dernier cas, je vous demanderai de désigner un autre officier général susceptible d'occuper provisoirement ces fonctions.

Je vous demande, en outre, de mettre à la disposition du chef de la Mission anglaise :

a) Le général Clive, qui sera spécialement chargé de traiter les questions d'opérations ;

b) Un officier général qualifié pour assurer la liaison

permanente entre la D. A. française et vos services similaires (Quarter Master General et Directeur des Transports) ;

c) Des officiers de liaison dépendant des officiers généraux précités, et dans la proportion où le chef de la Mission le jugera nécessaire.

Signé : R. Nivelle.

Au style de ces instructions il apparaissait que Nivelle prenait au sérieux son commandement en chef et qu'il voulait l'exercer. Surprenante nouveauté, dans le fond et dans la forme, pour Douglas Haig. Le Maréchal ne se résigna pas à la dépendance dans laquelle le plaçait Nivelle par l'interprétation qu'il donnait à la Formule du 27 février. Au lieu de discuter, comme c'eût été son droit, les détails d'exécution du plan arrêté en commun, il remit tout ce plan en question, le 2 mars, dans un mémoire adressé au chef d'État-Major impérial, Robertson, et dont il fit tenir une expédition à Nivelle. Devant cette récalcitrance, Briand prit, avec décision et fermeté, le parti du général français. Le 6 mars, il envoyait à Lloyd George une dépêche (1) où, avec une netteté qu'on ne trouve pas toujours dans les notes de chancellerie, il portait plainte contre le maréchal britannique et demandait qu'il fut rappelé au respect des engagements pris par son Gouvernement (2).

(1) Voir en annexe au présent chapitre le texte *in extenso* de cette dépêche.

(2) Publiée par le commandant De Civrieux dans *l'Offensive de 1917*.

« Les tendances répétées du maréchal Haig à se dérober aux instructions qui lui sont données, à remettre sans cesse en question l'offensive elle-même, le plan d'opérations, et cela à un moment si voisin de l'exécution, rendraient illusoire, écrivait Briand, la coopération des forces britanniques et impossible l'exercice d'un commandement unique.

« En conséquence, le maréchal Haig doit être mis en demeure de se conformer, sans aucun retard, aux décisions de la Conférence de Calais et aux instructions qui lui sont données par le général Nivelle.

« Il importe, d'autre part, que le général Nivelle dispose au plus tôt d'un intermédiaire qualifié entre lui et les armées anglaises, pour être renseigné sur les possibilités de ces armées et leur communiquer ses directives. Le Comité de guerre français insiste pour que le général Wilson, qui a déjà rempli des fonctions analogues au début de la campagne, soit désigné dans ce but.

« Au cas où, le War Committee ne verrait pas la possibilité de remédier ainsi, sans délai, aux graves inconvénients signalés, il ne serait pas possible, au commandant en chef français, d'assurer l'unité des opérations sur le théâtre occidental, et le Gouvernement français ne pourrait que constater, à son grand regret, cette situation. »

Cette dépêche, dépourvue de circonlocutions diplomatiques, arriva à Londres le jour même, où Lyautey qui s'y était rendu, le 3 mars, au premier bruit d'un dissentiment entre Sir Douglas et Nivelle, se rembarquait pour la France. Le ministre de la Guerre n'eût pas connaissance avant son départ de la dépêche de Briand. Comme la plainte exprimée dans cette dépêche ouvrait un incident, pour ne pas dire un conflit entre les deux Grands Quartiers Généraux alliés, et comme

l'amitié et les intérêts communs commandaient de faire disparaître au plus vite toute cause de mésintelligence, Lloyd George demanda à Briand de venir lui-même à Londres. Mais le président du Conseil, ne voulant pas s'éloigner de la Chambre où il sentait vaciller son autorité (1), se fit remplacer par Ribot, ministre des Finances. La conférence, à laquelle assistèrent, avec Ribot et les ministres britanniques, les deux commandants en chef Nivelle et Haig, se tint le 13 mars 1917. Les ministres civils des deux Puissances alliées s'accordaient à ne pas approuver Haig pour l'opposition qu'il faisait, lui, militaire, à une dé-

(1) Il devait remettre sa démission le 17 mars, deux jours après la séance où les socialistes avaient empêché Lyautey de parler parce qu'il les avait offensés en déclarant que, même au Parlement, on ne pouvait pas tout dire.

A propos de cette séance du 17 mars 1917, il nous a été donné un détail qui, en complétant le récit qu'on a pu lire dans *Nivelle et Painlevé*, en change un peu la physionomie.

Nous avions dit que le Président Deschanel avait paru s'associer à la manifestation contre Lyautey en répétant le cri de " vive la République ! " que proféraient les socialistes avec une indignation qui chez tous n'était peut-être pas sincère.

Quelqu'un qui se trouvait au bureau, à une place d'où rien ne pouvait lui échapper des gestes et des paroles du Président, nous a dit : « Quand Lyautey quitta la salle des séances, les socialistes crièrent vive la République. Se penchant alors vers eux, Deschanel leur dit : vive la République, oui ! mais vous deviez laisser parler l'orateur. » D'après ce récit d'un témoin qui, de l'endroit où il était, pouvait tout entendre, même ce qui au milieu du bruit ne parvenait pas jusqu'aux sténographes, c'est une sémonce présidentielle que Deschanel adressa aux manifestants et non une adhésion qu'il leur donna.

cision prise par le pouvoir politique auquel il devai obéir. Mais, comme l'avait dit Lloyd George à Berthie de Sauvigny, le Maréchal devait être traité avec beau coup de ménagements, à cause de sa popularité dan la Nation et dans les Armées. Au lieu donc, de rece voir l'ordre d'avoir à agir conformément à la Formul du 27 février, Haig se vit prier de ne pas persiste dans sa résistance. Sous la pression de ces instance il céda et, le 13, il signa cette déclaration hautaine

« J'accepte la convention ci-dessus, étant toutefois bie entendu que, si je suis parfaitement décidé à applique l'accord de Calais dans son esprit et dans sa lettre l'armée britannique et son Commandant en chef seron considérés par le général Nivelle comme des alliés et no comme des subordonnés, sauf pendant les opération particulières qu'il a exposées à la Conférence de Calais

« En outre, tout en acceptant la convention relativ aux attributions de la Mission britannique auprès d G. Q. G. français, il doit être entendu que ces attribution seront sujettes aux modifications dont l'expérience fer ressortir la nécessité. »

Signé : D. Haig.
F. M.

La loyauté de Sir Douglas est hors de toute contes tation et puisqu'il promettait d'être subordonné « pen dant les opérations particulières exposées à la Confé rence de Calais (27 février), » on était certain de so entière et fidèle coopération.

Le cours des événements dispensa le maréchal bri tannique de l'exécution de sa promesse.

Il avait pris l'offensive le 9 avril ; Nivelle avait mis en mouvement, le 16, le groupe des armées de Rupture. Mais des ministres, aux intentions droites mais aux volontés vacillantes, ayant jeté l'incertitude et l'irrésolution dans nos armées (1), Nivelle arrêta sa bataille le 17, et fut empêché de la recommencer jusqu'au 4 mai.

Les grandes opérations, pendant lesquelles Haig avait « accepté » de se subordonner à Nivelle, n'ayant pas lieu les prescriptions de la formule n'eurent pas à être exécutées.

A partir du mois de mai 1917, la séparation entre les secteurs anglais et français fut rétablie telle qu'elle avait existé en 1915 et en 1916. De commandement unique il ne pouvait plus être question puisque la masse des armées françaises, troublée par les mutineries, demeurait presque partout immobile. La formule de Nivelle était devenue une lettre morte, après le départ du général pour qui elle avait été rédigée et surtout après que M. Painlevé eut ironiquement déclaré à la Tribune de la Chambre que nous renoncions « aux conceptions prétendues à la Napoléon ». Pour se conformer à cette consigne Pétain n'ordonna, en 1917, que des actions locales : à Verdun où Guillaumat continua le beau travail de ses prédécesseurs Nivelle et Mangin (2), et à la Malmaison où le général Maistre fit, au dire des experts, une opération de petite envergure mais si bien conçue, si bien préparée, si bien exécutée

(1) Voir *Nivelle et Painlevé. Deuxième crise du Commandement.*
(2) 20-31 août 1917.

« qu'elle devra toujours être citée comme un modèl de *bijouterie stratégique* (1). » Elle nous rendit l Chemin des Dames que Nivelle avait fait enlever pen dant les derniers jours de son commandement au moi de mai et que nous avions reperdu pendant l'été.

Tandis que nous nous contentions de ces démonstra tions, les Britanniques faisaient dans les Flandres, un grande campagne qui avait pour objectif les bases na vales de la côte belge. Le 7 juin, les batailles qu avaient commencé avec un bon succès au sud d'Ypres nos alliés ayant enlevé la célèbre position de Messines reprirent, après une accalmie, le 31 juillet pour conti nuer jusqu'au 17 novembre. De cette offensive de no alliés, à laquelle prenait part une petite armée français — deux corps d'armée (général Anthoine) — que Pétai avait mise sous les ordres de Douglas Haig, Luden dorff a écrit :

« Ces batailles de l'Ouest furent dures et nous cau sèrent des pertes telles que l'armée allemande n'e avait pas encore subi. » Pourtant nos alliés ne purer pas arriver jusqu'à la mer. Avant de fermer son livr d'opérations en 1917, Douglas Haig chercha, du côté d Cambrai où l'ennemi avait affaibli ses lignes, un grande victoire. Il la gagna le 20 novembre. Ce fut première journée des Tanks. Une brèche fut ouver dans le front allemand dont Ludendorff a dit : « J'e conçus une grande inquiétude... Il n'y avait plus qu

(1) 22 octobre-2 novembre 1917. Ludendorff donne à cette a tion qui coûta cher aux armées allemandes le nom de « B taille du Saillant de Lafaux ».

laisser le destin suivre son cours... » Cette fois encore la mystérieuse puissance à laquelle s'abandonnait le chef allemand lui fut favorable. Contre-attaqués, les Britanniques reperdirent une bonne partie du terrain que leur victoire du 20 novembre leur avait donné. Le 5 décembre, le feu des combats cessa de flamber. Le grand front d'Occident se « mit en veilleuse » selon l'expression à la mode.

Laissant nos alliés, pendant toute cette seconde partie de 1917 batailler seuls, nous aurions été mal venus à leur parler de commandement unique. D'ailleurs, il faut bien dire que notre ministre de la Guerre, Painlevé, qui devait, le 12 septembre, ajouter à une charge déjà trop lourde celle de président du Conseil, n'avait pas pris l'ascendant dans les Conseils de l'Entente. En mai, dans la Conférence de Paris (1), le Premier ministre britannique avait eu l'attitude et tenu le langage de Ministre dirigeant de la coalition. Cette suprématie, l'énergique Lloyd George l'avait conservée sur le faible Painlevé qui parlait, parlait, disaient les ministres anglais, mais n'osait jamais dire jusqu'au bout ce qu'il avait dans la pensée. Si ce ministre, dont les intentions étaient aussi droites que ses actions étaient désordonnées, avait posé la question de l'unité de commandement, on lui aurait répondu que le moment n'était pas venu de la résoudre. Il peut y avoir commandement unique quand deux armées se mettent en action simultanée. Comme l'armée française laissait

(1) Voir dans *Nivelle et Painlevé*, le récit de cette conférence.

seule l'armée britannique dans la bataille, la conduit de cette bataille ne pouvait être enlevée à ceux qui s' étaient seuls engagés. Cette raison aurait suffi pou ajourner toute discussion sur l'unité de commande ment.

Mais, dans leurs arrière-pensées dont il y ava quelques confidents, les ministres anglais se donnaien à eux-mêmes d'autres objections contre le retour l'état de choses qu'ils avaient institué en faveur de N velle.

Ils n'avaient pas compris la disgrâce infligée à général. Ils cherchaient, sans les trouver, les raiso d'ordre militaire qui justifiassent cette disgrâce. Pou eux, Nivelle n'avait pas été vaincu, il avait même com mencé de vaincre. Alors pourquoi l'avait-on écarté commandement? Pourquoi avoir « limogé » un génér qui avait mérité leur confiance, à eux, les Britannique au point qu'ils lui avaient subordonné leur Maréchal Les hommes d'État et les militaires britanniques, n trouvant pas les raisons militaires qui avaient ren Painlevé si sévère pour Nivelle, attribuèrent au m nistre français des raisons politiques, imputation to à fait imméritée, car Pétain, appelé à succéder à Nivel n'avait rien dans son passé, ni dans sa conduite depu le commencement de la guerre, qui le recommandâ un parti politique, surtout au parti politique de Pa levé. S'il avait été choisi c'est parce que Painlevé av cru voir en lui notre meilleur général.

Les Britanniques n'étaient pourtant pas convainc Painlevé leur inspirait quelque défiance, en raison

son admiration pour Sarrail qui, excellent général et soldat vigoureux, avait de puissants patronages politiques à l'extrême-gauche.

Dans le coffre-fort qu'avait Caillaux à Florence, on devait trouver, en janvier 1918, une note ainsi conçue :

« En cas de continuation de la guerre... placer le général Sarrail à la tête des armées. »

Cette note n'était pas connue en 1917. Mais Caillaux parlait facilement et ses vues sur Sarrail étaient certainement venues à la connaissance de l'ambassadeur d'Angleterre, Lord Bertie, comme de toutes les personnes qui ne prennent pas leurs renseignements politiques seulement dans les journaux.

Sarrail, les Anglais le savaient donc, « comme tout le monde », était le général en chef, tenu en réserve *in petto*, d'un groupe où l'on doutait, en 1917, que nous pussions remporter une complète victoire et où, même en cas de victoire, on n'aurait pas voulu qu'elle fût exploitée à fond, dans l'illusion que l'Allemagne, traitée avec modération, se résignerait à sa défaite et n'en chercherait pas la revanche.

Général de Caillaux, Sarrail était aussi le préféré de Painlevé qui ne manquait pas une occasion d'exalter les grands mérites du commandant de l'armée d'Orient. Les Anglais, s'ils avaient accepté de causer au sujet du commandement unique, s'ils avaient paru en accepter le principe, se seraient donc exposés à se trouver, un jour, en face du général Sarrail, qui, devenu chef des armées françaises d'Occident, aurait revendiqué le Haut-Commandement sur les armées alliées.

Or, ce général qu'on voudrait peut-être leur imposer sur le front d'Occident, ils ne cessaient pas de demander qu'il fût rappelé du front d'Orient (1).

Pour toutes ces raisons diverses, on laissa sommeiller, après le départ de Nivelle, la question du commandement unique.

ANNEXE AU CHAPITRE XI

DÉSACCORD ENTRE NIVELLE ET HAIG

Dépêche de M. Briand à M. Lloyd George (2).

6 mars 1917.

Le général Nivelle vient de communiquer au Comité de guerre français le mémorandum, du 2 mars, adressé par le maréchal Haig au général Robertson. Ce document donne lieu, de la part du Comité de guerre français, aux remarques suivantes :

Le 27 février, immédiatement après la conférence de Calais, le général Nivelle adressait au maréchal Haig une lettre qui lui parvenait le même jour et dans laquelle :

1° Il lui confirmait le plan d'opérations et la date des offensives ;

2° Il lui demandait communication des ordres donnés aux armées britanniques ;

3° Il lui demandait la constitution de l'État-Major de la Mission anglaise, dont la création avait été décidée à la deuxième séance de la Conférence de Calais.

Six jours après, le 4 mars, le maréchal Haig répondait par une lettre où il se borne à indiquer :

(1) Voir la seconde partie de cet ouvrage : *Sarrail et les Armées d'Orient.*

(2) Publiée par le commandant De Civrieux, *l'Offensive d* 1917.

1° Sa manière de voir au sujet du repli allemand sur l'Ancre;

2° Ses craintes hypothétiques au sujet d'une attaque allemande en Flandre;

3° Ses doutes sur l'utilité de la mission à organiser au G. Q. G. français, et sur la possibilité d'être en mesure d'attaquer à la date fixée.

A cette lettre était jointe, copie de la note adressée par lui au général Robertson pour être soumise au War Committee.

De cette note résulte :

1° Le parti pris de ne pas accepter les décisions de la Conférence de Calais;

2° La tendance, toujours renouvelée, à remettre en question le plan d'opérations accepté par la Conférence où siégeaient les chefs des gouvernements anglais et français, munis des pleins pouvoirs des deux gouvernements et de leurs Comités de guerre, tendance d'autant plus dangereuse que l'époque des offensives est plus rapprochée;

3° Une tendance, caractérisée, à renoncer à prendre l'initiative des opérations, manifestée par l'éloge de tout ce que peuvent faire ou projeter les Allemands sans songer que nous puissions bénéficier des mêmes avantages. Par exemple : 1er alinéa du A; 1er alinéa du B, tout le D, enfin tout le F qui envisage au dernier alinéa, la réduction de la coopération britannique et même l'abandon du plan. L'esprit général de ce document indique des tendances opposées à l'offensive.

Le projet prêté aux Allemands d'attaquer dans le Nord est possible, mais ne repose sur aucun fondement certain; on peut du reste faire de nombreuses hypothèses du même genre sur tous les points du front : Reims, Soissons, Champagne, Lorraine, Alsace.

Il n'existe qu'un seul fait réel, qui existait déjà lors des décisions de Calais, c'est le repli sur l'Ancre.

Le général Nivelle a décidé, en conséquence :

1° Qu'aucun changement ne serait apporté, à moins d nouveaux événements, au plan général d'opérations;

2° Que seule l'attaque secondaire de l'Ancre, dont l but est en partie atteint, était supprimée, créant ain une disponibilité de 6 divisions environ qui seront lais sées, pour le moment, à la disposition du maréchal Hai La suppression de cette attaque est de nature à renforce l'attaque d'Arras et à activer sa préparation puisqu'il n a plus à approvisionner, en matériel et en munitions, qu'u seul front d'attaque.

Les tendances répétées du maréchal Haig à se dérob aux instructions qui lui sont données, à remettre sa cesse en question l'offensive elle-même, le plan d'opér tions, et cela à un moment si voisin de l'exécution, re draient illusoire la coopération des forces britanniques impossible l'exercice d'un commandement unique.

En conséquence, le maréchal Haig doit être mis demeure de se conformer, sans aucun retard, aux dé sions de la Conférence de Calais et aux instructions q lui sont données par le général Nivelle.

Il importe, d'autre part, que le général Nivelle dispo au plus tôt d'un intermédiaire qualifié entre lui et armées anglaises pour être renseigné sur les possibili de ces armées et leur communiquer ses directives. Comité de guerre français insiste pour que le géné Wilson, qui a déjà rempli des fonctions analogues au but de la campagne, soit désigné dans ce but.

Au cas où le War Committee ne verrait pas la possibil de remédier ainsi, sans délai, aux graves inconvénie signalés, il ne serait pas possible au commandant en c français d'assurer l'unité des opérations sur le théâ occidental, et le Gouvernement français ne pourrait constater, à son grand regret, cette situation.

CHAPITRE XII

LLOYD GEORGE CONTRE LE COMMANDEMENT DISPERSÉ

Sommaire. — Heureux faits militaires sur le front franco-anglais. — Usure allemande reconnue par Ludendorff. — Découragement de l'Autriche. — Pour la réconforter Ludendorff veut un grand succès sur le front italien. — Il y envoie une armée. — Le grand malheur de nos alliés à Carporetto. — Ils tiennent sur le Piave. — Une armée française en Italie. — Engagement de Briand en vertu duquel est fait cet envoi. — Mission antérieure de Foch en Italie. — Painlevé à Londres. — Lettre de Lloyd George signalant les inconvénients du commandement dispersé.

Le mois d'octobre 1917 fut marqué par de grands faits militaires, et par un événement beaucoup plus important : l'évolution de l'Angleterre vers les idées qu'avait si persévéramment soutenues Briand, évolution caractérisée par la proposition qu'elle fit de constituer un État-Major supérieur interallié — première ébauche de l'unité de commandement. Sous la pression du danger, Lloyd George reprit l'idée française

dont Viviani et Briand avaient préparé l'adoption par les conférences des chefs des armées alliées et qui, pendant quelques semaines, sous le commandement de Nivelle, avait été réalisée.

Les faits militaires furent le recommencement par Douglas Haig de la bataille des Flandres où « l'usure de nos forces, a écrit Ludendorff, fut extraordinairement élevée », et la reprise par les Français du Chemin des Dames, conséquence de la victoire de la Malmaison, — ou du Saillant de Lafaux — 22 octobre, 2 décembre) (1).

Pendant que Pétain et Douglas Haig ajoutaient ces pièces à leur tableau, Cadorna, commandant en chef des armées italiennes recevait un coup dont les effets auraient pu être désastreux.

« Dans les premiers jours d'avril 1917, a écrit Ludendorff (2), le Kaiser reçut à Hombourg la visite de l'empereur Charles. Le comte Czernin (ministre des Affaires étrangères) et le général Von Arz (commandant l'armée autrichienne sur le front italien), faisaient partie de sa suite. Le chancelier (Bethman-Holweg), le général Feld-maréchal (Hindenburg) et moi avions reçu l'ordre de nous rendre à Hombourg... Nous espérions repousser les attaques de l'Entente. Le général Von Arz avait le même espoir, mais il ajoutait que par suite du manque de matières premières, et de la fatigue de

(1) En plus des importantes positions que l'ennemi avait dû nous rendre, cette victoire nous donna 11.000 prisonniers et 180 pièces de canon.

(2) *Souvenirs*, p. 47.

troupes l'*armée austro-hongroise ne pourrait combattre que jusqu'à l'hiver.* »

Confirmant cette déclaration d'épuisement de la double Monarchie faite par le général Von Arz, le ministre Czernin demanda à Ludendorff « s'il croyait le moment venu d'une démarche pacifique »; puis, une conférence s'étant ouverte, Czernin « proposa, pour obtenir une paix rapide, de donner l'Alsace-Lorraine à la France ». En compensation, l'Autriche aurait cédé la Galicie à la Pologne et consenti au rattachement de la Pologne à l'Allemagne (1).

La suggestion du conseiller politique de l'empereur Charles ne fut pas acceptée, et il paraît même qu'on la laissa tomber sans la discuter. Mais l'avertissement du général Von Arz que l'armée austro-hongroise serait, dans six mois, hors d'état de combattre, avait inquiété Ludendorff. Il se résigna, pour rendre du courage à l'alliée de Vienne, à affaiblir son propre front de 8 divisions, choisies parmi les meilleures et à les envoyer en Italie. Constituées en armée sous le commandement du général O. Von Below, ces divisions appuyant une armée austro-hongroise attaquèrent le 24 octobre l'armée italienne dont la propagande pacifiste avait ébranlé le moral. En quelques jours les Austro-Allemands firent plus de 100.000 prisonniers, capturèrent des ca-

(1) Ludendorff, *Souvenirs*, p. 48. Quand Czernin faisait ces ouvertures au chancelier et aux généraux allemands, le prince Sixte de Parme, parlant au nom de son beau-frère l'empereur Charles, nous offrait d'appuyer nos revendications sur l'Alsace et la Lorraine.

nons par centaines, des mitrailleuses par milliers et firent encore en approvisionnements, en munitions, en chevaux, un butin immense. Nos alliés perdirent cette ligne de l'Isonzo sur laquelle ils avaient livré 14 batailles depuis leur entrée dans la guerre et, n'ayant pas pu s'arrêter sur le Tagliamento, ils reculèrent jusqu'au Piave, où ils firent tête courageusement. A Paris on connut toute la gravité du malheur qui frappait l'Italie dans la journée du 26. Le Comité de guerre français, dans lequel Painlevé avait fait entrer Barthou (1) et Doumer, ministres d'État, tint, le 27 et le 28 octobre, trois séances où l'on décida d'agir.

Les actions suivirent sans perte de temps. Dès le 27, Barthou déclarait à l'ambassadeur d'Italie que la France était disposée à tenir tous ses engagements ; le même jour Barrère, ambassadeur à Rome, était chargé de porter une déclaration identique à Sonnino, ministre des Affaires étrangères ; enfin Foch, chef d'État-Major général, télégraphiait à Cadorna pour lui donner des assurances de fidèle fraternité d'armes.

(1) Barthou, ministre d'État, avait succédé le 23 octobre à Ribot aux Affaires étrangères. Ribot s'était rendu la situation très difficile parce qu'on lui reprochait d'un certain côté d'avoir, par la saisie du chèque Duval, ouvert « l'écluse aux scandales » et parce que, en divulguant la proposition de négocier que Lancken avait fait porter à Briand par le baron belge Coppet et la comtesse de Mérode, il avait paru vouloir mettre en mauvaise posture son prédécesseur au quai d'Orsay. Briand avait à la Chambre assez d'autorité pour qu'un ministère aussi faible que celui de Painlevé se sentît obligé de le ménager jusqu'à lui sacrifier un de ses membres. On avait donc obtenu — à grand'peine — la démission de Ribot.

Quels étaient ces engagements dont notre Gouvernement se souvenait au moment où leur exécution ne devait pas aller pour nous sans sacrifices.

Au commencement de janvier 1917, Briand était allé à Rome, avec Lyautey et Albert Thomas, et avait pris part au nom de la France à une conférence où l'Italie était représentée par ses Ministres et l'Angleterre par Lloyd George.

La conférence avait pris treize ou quatorze résolutions (1) dont deux seulement se rapportent au sujet ici traité:

1° Si une action commune des Alliés est nécessaire sur le front italien, la France et l'Angleterre y enverront des troupes. Les détails d'application seront arrêtés par les experts militaires ;

2° L'organisation d'un État-Major interallié sera étudiée, dans une des conférences que tiendront dorénavant, tous les deux mois, les ministres dirigeants de l'Entente.

Nous avions donc promis d'intervenir militairement en Italie si les événements nous y appelaient. Pour préparer l'exécution de cette promesse, Foch s'était rendu au Quartier Général de Cadorna quelques jours avant la conférence de Saint-Jean-de-Maurienne (19 avril) (2). Le chef d'État-Major général avait étudié avec le com-

(1) Voir, pour ce qui concernait Sarrail, dans ces résolutions, la deuxième partie de cet ouvrage.

(2) C'est à cette conférence, où Ribot se rencontra avec Lloyd George et Sonnino, que, sur la demande de l'Italie, il fut décidé de ne pas continuer les conversations commencées par le prince Sixte de Parme (avril 1917.

mandant en chef italien la situation stratégique et, sans prendre aucun engagement quant aux effectifs, il avait admis que, en cas de besoin, 6 divisions françaises pourraient rapidement être transportées en Italie. Un nombre égal de divisons serait demandé à l'Angleterre fut-il dit dans les conversations.

Mais s'il ne pouvait pas prendre d'engagement ferme quant à l'ampleur du concours que donnerait la France les événements sur notre front pouvant avoir restreint nos disponibilités quand il y serait fait appel, Foch, à plus forte raison, ne pouvait-il exprimer qu'un vœu qu'une opinion, en ce qui concernait le concours éventuel de l'Angleterre.

Il y avait donc accord de principe entre les Gouvernements et entente entre les États-Majors pour l'envoi d'une armée française sur le front italien. C'est la mise en exécution de cet accord et de cette entente qu'offrit le cabinet Painlevé, le 27 octobre. Les Italiens acceptèrent, comme de juste, notre proposition, et, dès le dimanche 28 octobre, quatre jours après Carporetto, les trains commencaient à rouler vers les Alpes. Il en partit 42 par jour jusqu'à ce que le transport de 2 corps d'armées (XIIe et XXXIe) et de 2 divisions de chasseurs eut été terminé. Ces 6 divisions formaient la 10e armée dont le chef était le général Duchesne. Mais Foch, chef d'État-Major, qui avait déjà étudié les conditions d'une campagne en Italie avait précédé les troupes et dès le 30 ou 31 octobre, il avait établi son Quartier Général à Vicence (1).

(1) Foch exerça au-dessus de Duchesne le commandement

En même temps que Foch partait pour le front italien, Painlevé se mettait en route pour Londres en compagnie de Franklin-Bouillon, ministre d'État, qui lui servait de Mentor diplomatique et d'interprète. Il emmenait aussi avec lui le commandant en chef des armées, Pétain.

A Londres, Painlevé eut la bonne surprise de recevoir une lettre de Lloyd George qu'il est utile de donner *in extenso* (1) :

DOWNING STREET
WHITE HALL S. W. 1.

30 octobre 1917.

CHER MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Depuis quelque temps déjà, j'ai discuté avec mes collègues au sujet de la future stratégie de la guerre. Je suis arrivé à certaines conclusions provisoires qu'il me tarde de vous communiquer sans retard. Je vous adresse, en conséquence, cette lettre dans l'espoir qu'après que vous l'aurez étudiée, nous pourrons discuter ensemble les sujets qui y sont traités.

Le fait brutal qui doit nous frapper aujourd'hui, est qu'à la fin de trois années d'une guerre implacable, et après les plus

supérieur de l'armée française. Quand il rentra en France, il fut remplacé par Fayolle. Duchesne, après quelques jours, permuta avec Maistre, commandant de la 6e armée.

(1) Nous n'avons pas le texte anglais de ce document. La traduction que nous publions est celle qui fut distribuée aux membres du Comité de guerre français. Au moment de cette histoire où nous sommes arrivés, le comité se composait de MM. Painlevé, Barthou, Chaumet, Loucheur, Léon Bourgeois, Doumer, Jean Dupuy, Franklin-Bouillon, Klotz, le général Foch, et l'amiral de Bon.

grands efforts des Alliés, le Gouvernement allemand reste mi
litairement triomphant. En dépit de toutes les batailles gagnée
cette année par les Alliés, — et ces victoires sont incontestable
ment brillantes, — et de la perfection de l'équipement et d
l'entraînement des armées françaises et anglaises et de leu
valeur combative, les Allemands ont été capables de termine
l'année, non seulement par un succès militaire et naval contr
la Russie, mais encore par une victoire stratégique de grand
envergure remportée sur les Italiens, victoire qui nous a oblig
à envoyer de puissants renforts pour les secourir et qui est su
ceptible de modifier profondément la tournure de la guerre.

Même sans ce dernier désastre la campagne de 1917 aurait i
discutablement causé aux Alliés un vif désappointement. A
début de l'année ils étaient certains qu'à la suite de puissan
mouvements convergents contre l'Allemagne ils seraient capabl
d'affecter, d'une façon décisive, la puissance militaire de l'a
liance ennemie, si toutefois ils ne pouvaient arriver à la culb
ter. L'impossibilité d'obtenir ce résultat est évidemment d
principalement à la défection des armées russes. Il est vr
d'autre part, que la restriction de l'alimentation et d'autr
fournitures essentielles, et le désir de la paix parmi les peup
des Empires centraux ait atteint une intensité qui menace
coordination de tous leurs éléments combinés. J'en suis d'aut
plus convaincu à la suite de mon expérience de trois ans, q
c'est en grande partie aux défauts des arrangements mutu
des Alliés en vue de la conduite de la guerre, que la troisiè
année de guerre se termine par un succès militaire allemand
un échec pour les Alliés.

Eu égard à ce qui se passe chez nos ennemis la cause fon
mentale de la faiblesse des Alliés *est tout entière* dans
manque d'unité réelle de la conduite des opérations m
taires. *Dès le début de la guerre, l'Allemagne a pratiquem*
subordonné ses Alliés à sa domination despotique. Non seulem
elle a réorganisé leurs armées et assumé la direction de leurs o
rations militaires, mais elle a encore pris sous son contrôle le
ressources économiques au point que les Empires centraux

Turquie constituent aujourd'hui, à tous les points de vue, un Empire militaire sous un commandement unique et un seul front. Les Alliés, de leur côté, n'ont rien fait d'analogue, leur direction dans la guerre est demeurée dans les mains de quatre Gouvernements différents et de quatre États-Majors séparés, chacun d'eux ne connaissant que des affaires de son front et de ses propres ressources nationales, et ne préparant ses plans de campagne qu'en vue d'objectifs à atteindre sur son propre front. Pour remédier à ces défauts, des tentatives ont été faites au moyen de conférences interalliées, dont la fréquence a récemment été plus grande, mais jusqu'à ce jour, les résultats de ces conférences n'ont jamais été complets, et elles n'ont pas abouti à beaucoup plus qu'à la synchronisation *de ce qui est réellement resté* quatre plans séparés de campagne. *Il n'y a jamais eu un corps constitué allié* ayant connaissance des ressources de tous les Alliés *en vue de préparer un* unique plan coordonné pour l'utilisation de toutes les ressources dans une action décisive *en tenant compte des* considérations politiques, économiques et diplomatiques, *aussi bien que des points militairement faibles des Empires Centraux.*

L'envahissement de la Serbie et l'ouverture du chemin d'Orient en 1915, la complète défaite de la Roumanie, en 1916, et la récente brèche en Italie, en 1917, sont dues, en partie, sinon entièrement, à l'erreur d'avoir laissé conduire la guerre par une série de compartiments étanches. Il faut remarquer que chaque hiver, les Puissances centrales, ont été capables de faire une attaque à fond contre le plus faible membre de l'Entente et d'obtenir un succès complet alors que pour parer le danger, les Alliés n'avaient fait aucune préparation adéquate et que, durant ces mêmes hivers, les Alliés n'ont fait aucun effort sérieux correspondant *pour tâcher d'affaiblir l'Allemagne en concentrant leurs efforts sur son plus faible allié et détruire ainsi les bases sur lesquelles repose sa puissance.*

Ces résultats, qui montrent combien l'ennemi nous a privés des résultats à attendre de la prépondérance en hommes et en ressources que nous aurions dû avoir, en nous obligeant d'éparpiller

nos ressources sur tout le globe sans nous permettre d'obtenir nulle part, de résultats décisifs, ne se seraient probablement jamais produits, si, du côté de l'Entente, il y avait eu l'unité de direction qui existe chez nos ennemis.

Les Alliés ne pourront obtenir la victoire finale qu'en subordonnant toutes choses à la volonté suprême de faire porter sur les Puissances centrales, de la manière la plus efficace, la plus grande pression militaire, *économique et politique qu'ils sont capables d'exercer.*

Je suis sûr qu'il n'y a qu'un moyen d'arriver à ce résultat et que c'est par la création d'un seul Comité — une sorte d'État-Major intérallié *— qui préparera, pour l'ensemble des Alliés, les plans de guerre et veillera continuellement sur les événements en cours. Ce conseil* ne peut évidemment pas se substituer aux différents Gouvernements, *il ne peut que les guider, leur laissant le soin de donner les ordres définitifs et de prendre les décisions, mais ce doit être un* Conseil qui ait l'entière connaissance des ressources des Alliés, non seulement en hommes et matériel, mais encore en moyens de transports sur mer, sur voie ferrée, *etc...; lequel agirait comme une sorte* d'État-Major général de l'Alliance *pour étudier les meilleures méthodes d'obtenir la victoire sur l'ensemble des fronts et avec l'ensemble des ressources. Sa composition devra être décidée plus tard, mais d'ores et déjà, je pense qu'il devrait se composer* d'un ou peut-être deux représentants politiques de premier ordre pour chacun des Alliés, ainsi que, pour chacun, d'un État-Major militaire et si possible naval et économique.

Les représentants militaires devraient rester en session permanente à l'endroit qui sera choisi pour le siège de ce Conseil, et ne pourraient donc pas être les différents chefs d'État-Major *avec lesquels ils devraient être en union étroite. Il devrait en être de même des* représentants navals et économiques, *s'il est reconnu nécessaire d'en attacher au Comité.*

Ceci m'amène à un deuxième sujet : Je ne pense pas qu'il soit possible de prendre une décision au sujet de l'allon-

gement du front britannique eu égard au plan de campagne de l'an prochain. *La question de savoir qui occupera les tranchées pendant l'hiver est intimement* liée au caractère et à l'extension des offensives de l'année prochaine et des parts respectives que les différents Alliés y prendront, *car les armées destinées à l'offensive doivent subir, pendant l'hiver, un intense entraînement. Ceci constitue exactement le genre de question qui doit être traitée au Comité des Alliés ; je considère, par suite, qu'il est de la plus grande urgence qu'une décision soit prise sans délai au sujet du Comité et que, si sa constitution est décidée, elle soit effectuée le plus tôt possible.*

Je vous serais par suite grandement obligé de vouloir bien me faire connaître, au plus tôt, l'accueil que le Gouvernement français réserve à cette idée et la coopération qu'il voudra bien nous apporter pour la faire aboutir.

Signé : D. Lloyd George.

De cette lettre on peut déduire que Painlevé, dans ses nombreuses rencontres avec Lloyd George, n'avait pas soulevé la question du commandement unique, ni même celle de l'État-Major interallié. Si le ministre britannique n'avait fait que se rallier à une idée antérieurement émise par son collègue français, il ne se serait pas attribué la paternité de cette idée.

Il n'aurait pas dit : « Je suis arrivé à certaines conclusions. J'espère qu'après que vous aurez étudié cette lettre nous pourrons discuter ensemble les sujets qui y sont traités. » Il n'aurait pas dit encore : « Je vous serais grandement obligé de vouloir bien me faire connaître, au plus tôt, l'accueil que le Gouvernement français réserve à cette idée et la coopération qu'il voudra bien nous apporter pour la faire aboutir. »

Ce langage n'est pas celui qu'on tient à un homme dont on adopte une proposition ou une suggestion antérieurement formulée.

L'idée française de l'unité de commandement était tombée en quelque sorte dans le domaine public quand en frappant Nivelle, Painlevé avait fait, sans le vouloir, annuler la Formule de subordination relative acceptée par Douglas Haig.

Cette idée, le ministre français n'avait pas osé la représenter, et Lloyd George pouvait la reprendre et la proposer comme une idée neuve puisque jamais Painlevé ne l'avait émise. Ce ministre plein de bonne volonté mais sans autorité, qui ne savait pas tirer de sa qualité de chef du Gouvernement français le prestige qu'elle comporte, avait seulement demandé à nos alliés d'étendre leur front.

On lui avait fait des réponses dilatoires. A cette demande, Lloyd George fait allusion quand il dit : « Je ne pense pas qu'il soit possible de prendre une décision au sujet de l'allongement du front britannique... Ici il n'est pas douteux que Lloyd George continue une conversation ; il fait une réponse à une demande.

Au mois de mai 1917, à la conférence de Paris (1) nos ministres découragés, irrésolus, avaient cédé le pas aux ministres britanniques, qui eux, savaient ce qu'ils voulaient. Leur faiblesse devait encore les conduire à abandonner l'initiative pour la solution d'une question que leurs prédécesseurs avaient posée et fait résoudre partiellement à l'avantage de la France.

(1) Voir *Nivelle et Painlevé. Deuxième Crise du Commandement.*

En même temps que sa lettre du 30 octobre, Lloyd George faisait remettre à Painlevé un *projet de Constitution du Secrétariat supérieur interallié. Ses relations avec l'État-Major interallié et les différents Gouvernements* (1).

Voici le texte de ce document :

1. — Les conclusions suivantes sont adoptées, dès à présent, en ce qui concerne la Direction Suprême de la Guerre fonctionnant en France et en Angleterre. Ces arrangements pourront être modifiés *mutatis mutandis* suivant les convenances des Gouvernements de Russie, d'Italie et des États-Unis d'Amérique, lorsque ces Gouvernements décideront de participer au Conseil suprême interallié et à l'État-Major général interallié.

2. — Le Comité de guerre français et le Comité de guerre anglais désignent leurs secrétaires respectifs pour agir en qualité de secrétaires communs du Conseil suprême interallié.

3. — Sous la direction du président du Conseil et du Premier ministre, les secrétaires auront pour fonctions de centraliser les renseignements relatifs aux agissements du Conseil suprême interallié, de transmettre les rapports une fois approuvés à leurs gouvernements respectifs ainsi qu'aux représentants militaires de leur Gouvernement à l'État-Major interallié, et de faire parvenir tous les documents nécessaires aux différents membres.

4. — Lorsque les réunions du Conseil suprême interallié se tiendront en France, l'initiative de la distribution des décisions et comptes rendus de la conférence ainsi que tout mémorandum préparé en rapport avec elle sera à la charge du Secrétariat français ; inversement, lorsque

(1) Nous copions textuellement le titre du projet de Lloyd George.

les réunions se tiendront à Londres l'initiative en reviendra au secrétaire anglais.

5. — Les secrétaires français et anglais correspondront directement l'un avec l'autre en ce qui concerne les différentes questions du domaine du Secrétariat interallié.

6. — Pour toutes les questions concernant la préparation de leurs plans, les représentants nationaux à l'État-Major interallié correspondront directement avec les États-Majors généraux de leur pays. Leurs propositions devront toutefois être transmises directement au président du Conseil ou au Premier ministre du pays où siège l'État-Major interallié. Le président du Conseil ou le Premier ministre devra ensuite les transmettre, par l'intermédiaire de son service du Secrétariat interallié, aux autres alliés que les questions concernent.

Muni de la lettre et du projet de Lloyd George, Painlevé rentra à Paris dans la journée du 2 novembre.

CHAPITRE XIII

LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE GUERRE INTERALLIÉ

SOMMAIRE. — Formule française pour l'application de la proposition de Lloyd George. — Le comité militaire permanent. — Défectuosités et avantages de cette institution. — Conférence des ministres et des généraux alliés à Rapallo. — Modification dans la composition du Comité militaire permanent. — Les généraux en chef en sont éliminés. — Le Comité militaire est un simple Secrétariat. — Commentaires optimistes des décisions de Rapallo par Painlevé et Lloyd George. — Déception dans l'opinion française. — A la Chambre, Millerand demande le commandement unique. — Réponse embarrassée de Painlevé. — Sur la question militaire il obtient une faible majorité. — Un instant après il est renversé sur une question de politique intérieure. — Le député Diagne sur Painlevé.

La lettre et le projet de Lloyd George furent, dès le retour de Painlevé, soumis à une double étude au Comité de guerre et dans les bureaux de l'État-Major. Le 4 novembre, Lloyd George étant de passage à Paris Painlevé réunit à déjeuner le Premier ministre

britannique, Barthou, Paul Doumer, Klotz, Franklin-Bouillon et les généraux britanniques H. Wilson, Smith et Maurice. Avant déjeuner, on compara deux formules d'organisation du Conseil de guerre interallié : l'une avait été élaborée par un officier du Cabinet de Painlevé, l'autre par un des membres civils du Comité de guerre. C'est cette seconde formule qui fut adoptée.

En voici le texte :

1° *Un Conseil supérieur de guerre* est formé des représentants des grandes Puissances alliées, dont les armées combattent sur le front occidental de l'Europe.

2° Le Conseil supérieur a pour mission d'assurer la conduite générale de la guerre et la coordination de l'action des Alliés. Il prépare les décisions des Gouvernements et contrôle leur exécution.

3° Les Commandants en Chef des armées de chaque puissance, chargés de la conduite des opérations militaires, demeurent responsables devant leurs Gouvernements respectifs.

4° Les plans généraux de guerre, dressés par les Commandants en Chef, sont soumis au Conseil supérieur qui les approuve ou réclame les changements nécessaires, et en assure la concordance sous la haute autorité des Gouvernements alliés.

5° Le Conseil supérieur est composé du président du Conseil, des ministres et d'un membre du Comité de guerre de chaque puissance. Les ministre des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine, de l'Armement prennent part aux travaux du Conseil quand les circonstances l'exigent.

6° Chaque puissance délègue au Conseil supérieur, un représentant militaire permanent en qualité de conseil technique.

7° Les représentants militaires reçoivent du chef d'État-Major général et du Commandant en Chef des armées de leurs pays toutes les propositions, les renseignements et les documents relatifs à la conduite de la guerre.

8° Les représentants militaires dressent et tiennent à jour la situation des forces et des moyens de tous genres dont disposent les armées alliées et les armées ennemies. Les États-Majors dont ils disposent à cet effet comprennent les Secrétaires des Comités de guerre de chaque puissance, qui sont chargés de la liaison entre ce Comité et le Conseil supérieur de guerre.

9° Le Conseil supérieur de guerre se réunit au moins une fois par mois, dans une des capitales alliées.

10° Les représentants militaires permanents, leurs États-Majors et les archives du Conseil supérieur sont établis à Paris.

L'organisme ainsi créé était bien imparfait. Il comportait pourtant deux avantages. Le premier c'était d'établir un centre où, à des dates fixes, les ministres dirigeants viendraient se concerter. Le deuxième, beaucoup plus important dans ses conséquences possibles, c'était la formation d'un Comité ou Secrétariat militaire qui serait, lui, en session permanente. Il y avait là une ébauche d'État-Major international. On pouvait, avec de l'optimisme, espérer que par l'accoutumance du travail en commun, ce Secrétariat préparerait l'acheminement vers la seule unité qui importe en temps de guerre, celle du commandement, celle de la volonté.

Le soir même du jour où les ministres britanniques et français avaient ordonné ce premier remède d'une efficacité encore bien douteuse contre le mal qui minait

la coalition antigermanique, Lloyd George, Painlevé et Franklin-Bouillon partirent pour l'Italie. Ils descendirent le lendemain, 5 novembre, à Rapallo, sur la Riviera, à 30 kilomètres au sud de Gênes, où les attendaient Orlando et Sonnino, les généraux Foch et Robertson, le ministre de la Guerre d'Italie, Alfieri, Porro, chef d'État-Major de Cadorna, et Barrère, ambassadeur de France à Rome. Ces Amphictyons délibérèrent plusieurs fois dans les journées du 6 et du 7 ; la proposition de Lloyd George et l'organisation tracée par le Comité de guerre français furent approuvées par les Italiens. On y introduisit un seul changement : au lieu de tenir ses séances alternativement à Paris et à Londres, le Conseil interallié se tiendrait toujours à Versailles. Quant à la composition du comité militaire on adopta la proposition contenue dans la lettre de Lloyd George.

Les chefs d'États-Majors ne feraient pas partie de ce comité. Cette " exclusive " visait Foch, non dans sa personne sympathique et respectée de tous nos alliés mais dans sa qualité de chef d'État-Major. Le comité siégeant en France, le chef d'État-Major français aurait seul, de tous ses égaux, pu y être en permanence. Les autres alliés y étant représentés par des officiers hiérarchiquement inférieurs au représentant français, Foch aurait pris trop visiblement la prépondérance ; et le comité militaire serait apparu à tous comme un instrument de commandement français. Avant de se résigner à l'inévitable, les amours-propres regimbaient donc encore.

Le 10 novembre, après une visite au front italien où ils étaient allés saluer le roi Victor-Emmanuel, les ministres français rentraient à Paris et par une note officieuse, publiée le 11, Painlevé annonçait que la première réunion du Conseil interallié aurait lieu avant la fin du mois.

Le 12, il recevait à déjeuner Lloyd George. Ce fut pour les deux ministres l'occasion de commenter l'ouvrage qui, commencé à Londres, s'était continué à Paris et venait d'être terminé à Rapallo.

Painlevé dit :

« Cette unité d'action, cette fusion des efforts vers lesquelles aspirent depuis si longtemps les peuples alliés, comment les faire passer des rêves ou des velléités dans le domaine des faits ?

« Nos ennemis ont résolu le problème par un procédé de discipline brutale : parmi eux, il y a un peuple maître dont les autres sont les serviteurs.

« Nous, nous sommes des peuples libres qui n'admettons point d'être assujettis à un autre peuple.

« En temps de guerre, cette indépendance est à la fois une force et une faiblesse : une force parce qu'elle s'accompagne d'une capacité de résistance que ne connaissent pas les nations soumises, une faiblesse parce qu'elle rend plus difficile la coordination des opérations militaires.

« Concilier cette indépendance et l'unité de direction qu'exige la politique efficace de la guerre, telle sera l'œuvre de ce Comité de guerre interallié ou Conseil supérieur de guerre que viennent de créer les grandes nations alliées. »

Lloyd George répondit :

« Rendons-nous compte de la manière dont nous avons fait sans cesse quatre guerres au lieu d'un seule. En 1916, nous eûmes à Paris la même conférence, avec la même apparence de préparer un grand plan stratégique. Mais, quand en mars 1917, on vit s'effondrer la puissance militaire de la Russie, qu'arriva-t-il? Si l'Europe avait été traitée comme un seul champ de bataille, vous pourriez imaginer que dès qu'il devenait évident qu'une grande armée, chargée d'opérer sur un des flancs ennemis, ne pourrait pas agir à temps ou serait hors d'état d'agir, il y aurait un changement dans les plans stratégiques. Pas le moins du monde. Les plans furent suivis exactement comme s'il n'était rien arrivé en Russie. Pourquoi? Parce que ces plans étaient essentiellement indépendants l'un de l'autre, au lieu de faire partie d'un ensemble stratégique...

« En ce moment, la mesure dans laquelle nous pouvons empêcher la défaite italienne de devenir une catastrophe dépend de la façon plus ou moins prompte et complète dont nous romprons avec notre passé, réalisant pour la première fois, par l'action, l'unité essentielle de tous les fronts alliés. Je crois que nous avons enfin appris cette grande leçon. C'est ce que signifie le Conseil supérieur que nous venons de créer.

« Si je ne me trompe pas dans mes prévisions, ce Conseil aura un pouvoir réel, les efforts des Alliés seront plus coordonnés, et la victoire sera la récompense de la valeur. Alors nous verrons le moment où nous bénirons même le désastre italien, car, sans lui, je ne crois pas qu'il eût été possible d'arriver à l'unité réelle. Le préjugé, le soupçon nous auraient encore séparés.

« Si nous avions seulement compris cette leçon il y a trois mois, quelle différence cela aurait fait !

« S'il y avait eu coordination véritable entre les efforts

militaires des Alliés, nous serions maintenant occupés en Italie, non pas à détourner de nos alliés un désastre, mais à infliger un désastre à nos ennemis. Voilà pourquoi, nous sommes arrivés à la conclusion qu'au lourd et maladroit mécanisme des conférences, nous devons substituer un Conseil permanent, charger de passer en revue tout le champ des opérations militaires dans le but de déterminer où, et comment les ressources des Alliés peuvent être employées avec les meilleurs résultats.

« Quant à moi, j'étais arrivé à la conclusion ferme que si rien n'était changé, je ne pourrais plus accepter la responsabilité de la direction d'une guerre condamnée au désastre faute d'unité. Le malheur de l'Italie peut sauver l'Alliance, car, sans lui, je ne crois pas que même aujourd'hui nous aurions créé un véritable Conseil supérieur.

« Maintenant que le Conseil des Alliés est établi, c'est à nous de faire en sorte que l'unité qu'il représente soit un fait et non une apparence. La guerre a été prolongée par le particularisme, elle sera abrégée par la solidarité. »

Les événements devaient montrer bientôt à Lloyd George l'insuffisance du Comité qu'il prônait avec tant de conviction, et c'est lui-même qui, après avoir fait le premier pas vers la réalisation de l'idée française du commandement unique, ferait le pas décisif vers cette réalisation, c'est lui qui déchirerait la funeste Formule de French.

Au Parlement français, ce comité trouva peu d'admirateurs. Le 13 novembre, Painlevé fut interpellé sur la situation militaire. Il avait d'abord fait une déclaration sur les arrangements de Rapallo. Abel Ferry, puis Lémery, puis Diagne, enfin Millerand lui refu-

sèrent leur confiance ou la lui accordèrent (comme Millerand) avec des restrictions assez mortifiantes.

Millerand qui n'avait pas reparu à la tribune depuis le mois d'octobre 1915 posa la question du commandement :

Le nom du généralissime ennemi, dit-il, nul ne l'ignore. Quand l'Entente se décidera-t-elle à confier la direction de ses opérations au généralissime des Alliés ? Il existe un Conseil politique des Alliés et sa mission est de définir la politique générale des Alliés. Rien de plus utile. On vient de créer un comité militaire interallié ; si ce comité doit être exclusivement un organe d'études et d'informations, j'applaudis, mais s'il devait assumer la direction des opérations, ce serait folie. M. le Ministre dit non, j'enregistre sa dénégation. Mais s'il ne l'assume pas, qui donc l'assumera ? Un conseil aulique composé de représentants des Gouvernements alliés ? Il offrirait tous les inconvénients du Comité militaire, avec l'incompétence en plus.

« Sans doute, la désigation d'un généralissime, délicate même lorsqu'elle doit être faite au sein d'une seule des nations belligérantes, l'est plus encore lorsqu'elle doit sortir du choix d'une coalition. Mais la coalition peut-elle se dérober à cette obligation ?

« Quoi ! Messieurs, on ne conçoit pas de si modeste usine qui puisse fonctionner sans un cerveau, sans un chef, libre dans le cercle de ses attributions et responsable ; et l'entreprise la plus gigantesque, la plus complexe, la guerre actuelle, pourrait s'en passer ! Le soin de concevoir, de préparer, d'exécuter les opérations pourrait être remis à un comité polycéphale et irresponsable !

« Non, Messieurs, il ne suffit pas de réclamer, ni de promettre l'unité d'action et de front. Il ne suffit pas d'y applaudir, il faut la vouloir, il faut en réaliser les conditions nécessaires.

« Parmi celles-ci, la première, la plus indispensable, c'est le choix d'un chef, c'est le choix du généralissime des Alliés.

« Je demande au gouvernement français de prendre l'initiative de cette décision et de la prendre sans délai. »

Painlevé défendit le comité, en des termes qui montraient en lui une satisfaction assez mitigée :

« Il n'y a pas d'unité d'action sans préparation. Alors même que vous auriez, par un procédé quelconque, obtenu de nos alliés qu'un général en chef fût désigné pour l'ensemble de toutes les armées, ce général ne pourrait exercer son rôle que s'il avait comme organe de renseignement un État-Major interallié tout à fait analogue à celui que nous avons constitué. Il ne faut pas demander l'impossible et refuser un projet parce qu'il n'est pas aussi parfait qu'on le souhaiterait. Si jamais nous parvenons à un commandement unique ce sera par l'exercice, le fonctionnement de cét État-Major allié qui vient d'être institué. »

Beaucoup de députés — en dehors du groupe de ceux qui sont toujours ministériels — ne trouvaient pas que l'ouvrage de Rapallo pût améliorer beaucoup notre situation militaire. Mais on ne pouvait pas ouvrir une crise ministérielle sur une question où la responsabilité des gouvernements alliés était aussi engagé que la nôtre. On ne pouvait pas mettre Lloyd George en minorité au Palais-Bourbon.

Par 250 voix contre 192, Painlevé fut donc approuvé. Mais quelques instants plus tard, par 186 voix contre 177, il était renversé parce qu'il demandait l'ajournement, au

30 novembre, après la conférence interalliée, des interpellations sur l'affaire Malvy, sur les accusations contre Caillaux par Léon Daudet, Hervé, Barrès, Clemenceau sur les poursuites *contre l'Action Française*. — La Chambre trouva le délai trop long, le refusa et Painlevé se retira (1).

(1) Diagne, député du Sénégal, dans l'interpellation sur les affaires militaires, avait exprimé sur Painlevé l'opinion de la très grande majorité de la Chambre quand il avait dit :

« Je demande à M. le Président du Conseil si, dans toute son action qui a été une action inquiète, irrésolue, une action sans formule exacte s'adaptant aux actes, il y a promesse de réalisations prochaines. Je suis de ceux qui rendent hommage à la grande probité personnelle et à la haute conscience de M. le Président du Conseil. Mais en temps de guerre, ces choses ne suffisent pas pour mener les affaires du pays. Dans une série d'incidents dont je ne parle pas, vous avez donné, monsieur le Président du Conseil, la preuve d'une irrésolution et d'une inquiétude de tempérament et de caractère. Cela ne peut pas nous rassurer pour l'avenir. »

CHAPITRE XIV

FOCH ET CLEMENCEAU

Sommaire. — Rapports antérieures de Clemenceau et de Foch. — Foch chef d'État-Major de l'armée. — Par cette nomination, Painlevé avait fait disparaître le conflit, qu'il avait lui-même créé, entre le chef d'État-Major et le commandant en chef. — Réserve que Foch apporte dans l'exercice de ses pouvoirs. — Indépendance de Foch. — Foch en Italie. — A Rapallo il apparaît comme le premier conseiller militaire de l'Entente. — Il est écarté du Comité militaire permanent. — Décisions du Conseil supérieur de guerre à Versailles, le 2 décembre. — Foch y prend part. — Les accords de Rapallo sont confirmés. — Leur fragilité. — L'Amérique pour le commandement unique. — Dans ses conversations, House, représentant de W. Wilson, demande le commandement pour Joffre. — Objections de Lloyd George. — Réserve de Clemenceau. — Lettre de Lord Bertie à Lloyd George. — Réponse du Premier ministre. — Conseil supérieur de guerre du 30 janvier 1918. — Évolution de Lloyd George vers l'unité du commandement. — Entente établie entre Pétain et Haig. — Institution d'un comité exécutif militaire. — Foch, président de ce comité. — Armée de réserve mise à la disposition du comité exécutif. — Ombrage que cette révolution cause aux commandants en chef. — Opposition en Angleterre contre l'institution du Comité exécutif. — Lloyd George interpellé par Asquith. — Ferme réponse du premier ministre. — Démission du chef d'État-Major impérial Robertson. — Il est remplacé par le général H. Wilson, ami de Foch.

Le 17 novembre 1917, le cabinet Clemenceau avait été annoncé au *Journal officiel*. La volonté qui va droit remplaçait la velléité tâtonnante, dans le Gouvernement de la France.

Clemenceau connaissait Foch depuis que, sous son précédent ministère, en 1908, il l'avait nommé directeur de l'École Supérieure de la Guerre.

Dans ce choix, le jacobin, patriote d'abord et ensuite philosophe, s'était inspiré seulement des notes militaires; il avait fait fi des mauvaises « cotes d'amour » qu'avait dans certains milieux politiques, un officier dont le frère appartenait à la Compagnie de Jésus et qui lui-même, élevé chez les Jésuites, était un catholique fervent. Comme il s'agissait de nous préparer de bons chefs militaires et nullement d'instituer un enseignement philosophique, Clemenceau avait confié la tâche au soldat qui lui avait paru le plus capable de la remplir.

La France et l'Armée, avant la philosophie. *Primum vivere...*

Depuis le 15 mai 1917, Foch était chef d'État-Major de l'armée. Il avait succédé à Pétain qui lui-même avait remplacé Nivelle au commandement en chef des armées du Nord et du Nord-Est. Le choix de Foch s'était imposé à Painlevé.

Le 30 avril 1917, empêché par la crainte de mécontenter nos alliés, et empêché aussi par l'irrésolution de Ribot et par sa propre indécision d'enlever à Nivelle son commandement, Painlevé avait eu l'idée de subordonner le général en chef à Pétain, qui avait été son contradicteur à la Conférence de Compiègne (1). Pour établir cette subordination, le ministre de la Guerre avait repris une idée qu'avait eue Lyautey et qu'il n'avait pas pu réaliser, au mois de janvier 1917. Cette idée consistait à rendre au chef d'État-Major de l'Armée, établi auprès du ministre à Paris, une grande partie des pouvoirs, dont il avait été dépossédé, depuis août 1914, par le Commandant en chef. Un poste, devenu aussi important que l'avait conçu Lyautey, devait être occupé par un général de premier plan. C'est pourquoi Lyautey y avait appelé Castelnau. Mais le Conseil des ministres, sur le veto de Malvy, n'ayant pas approuvé cette nomination, la réforme de l'État-Major général n'avait pas été opérée.

Painlevé fit cette réforme. Pétain fut investi, par un décret du 12 mai 1917, de tous les pouvoirs que Lyautey avait voulu donner à Castelnau (2). Quatre jours plus tard, Nivelle ayant été relevé et remplacé par Pétain, au commandement des armées, il avait fallu pourvoir à la vacance du poste de chef d'État-Major.

(1) Voir *Nivelle et Painlevé. Deuxième Crise du Commandement.*

(2) Voir en annexe à ce chapitre le décret de Painlevé, en date du 12 mai, qui régla les attributions du chef d'État-Major. Avant que ce décret eût été pris, dès le 30 avril, Pétain avait été mis en possession de ces attributions.

Puisqu'il fallait un grand chef, si on ne voulait pas qu'il y eut déséquilibre entre la fonction et le fonctionnaire, Painlevé — et il s'en fait justement honneur — pensa à Foch qui, depuis le mois de décembre 1916, se trouvait, dans une situation assez équivoque, sans commandement effectif, avec pourtant le titre de commandant de groupe d'armées.

Avec Foch à l'État-Major général et Pétain aux Armées, les choses furent rétablies dans le bon ordre où elles ne s'étaient pas présentées avec Pétain et Nivelle.

Painlevé avait institué, on peut le dire, le conflit entre le chef d'État-Major et le commandant en chef en juxtaposant deux généraux entre lesquels il y avait eu des froissements personnels et qui n'étaient pas d'accord sur les méthodes de guerre. Avec Foch, bien qu'il ne partageât pas, semble-t-il, toutes les idées de Pétain, le conflit disparut. Foch était trop grand chef, trop habitué aux responsabilités, trop respectueux des droits du commandement pour s'immiscer dans les affaires d'un commandant en chef qui, étant responsable devait être libre. D'ailleurs, même s'il l'eût voulu, Foch n'aurait pas pu exercer sur Pétain la tutelle que Pétain pendant 15 jours avait exercé sur Nivelle, car Pétain jouissait de toute la confiance de Painlevé. Les pouvoirs que le décret du 12 mai avait donnés au chef d'État-Major ne furent donc pas exercés dans toute leur plénitude par Foch.

Le Grand Quartier Général recouvra l'indépendance à laquelle il a toujours droit, et à laquelle pourtant le

décret du 12 mai, décret de circonstance, avait apporté des restrictions.

Foch sous Painlevé avait eu un rôle plus contemplatif qu'actif.

Il attendait qu'on le consultât, donnant ses avis en toute franchise, inflexible quand sa conscience le commandait, ainsi qu'il le montra quand, d'accord avec Gouraud, il refusa à Painlevé de reviser une sentence de Conseil d'enquête (1) et n'hésitant pas, lorsqu'il en sentait le devoir, à heurter les partis pris de Painlevé, comme il fit à propos de Sarrail en septembre 1917 (2).

Quand Clemenceau entra à la présidence du Conseil et au ministère de la Guerre, le 17 novembre 1917, les événements avaient modifié moralement la situation de Foch. Il était allé en Italie aussitôt après le grand malheur de Carporetto ; il avait pris part aux conférences de Rapallo ; sans l'avoir recherché, servi par les circonstances, il avait, pris dans la réunion des ministres de l'Entente, le rôle de Premier conseiller militaire. Ainsi que nous l'avons noté précédemment cet ascendant qui allait naturellement au grand chef français de Saint-Gond, de l'Yser et de la Somme éveilla quelque inquiétude chez nos alliés. A Rapallo ils adoptèrent la proposition britannique que, dans le Comité militaire permanent qui serait institué à côté du Conseil de guerre interallié, à sessions périodiques, aucun général ne pourrait entrer s'il exerçait, dans l'armée de son pays, un commandement ou une fonction supérieure. Foch se trouva donc écarté du comité militaire permanent. Pourtant il prit part, le 2 décembre à la première séance que le Conseil supérieur de guerre, dont le comité n'était qu'un appendice, tint au Trianon-Palace, à Versailles (1).

(1) Sur cet incident, voir *Nivelle et Painlevé*. Voir aussi le rapport de H. Galli à la Commission de l'Armée de la Chambre : *l'Offensive française de 1917* (Garnier, éditeur).

(2) Voir la seconde partie de cet ouvrage : *Sarrail et les Armées d'Orient*.

Les accords de Rapallo furent confirmés dans cette conférence. Mais quand elle se sépara, le 4 décembre, les hommes d'État et les généraux qui y avaient pris part, emportèrent le sentiment que ces accords n'avaient rien établi de définitif. Sinon dans les séances, au moins dans les conversations préliminaires, la question du commandement unique avait été posée.

Au mois d'août 1917, Joffre était allé en Amérique où sa simplicité dans la gloire lui avait conquis la sympathie de Wilson. Dans un toast, le Président avait décerné au Maréchal le titre de Parrain de l'Armée Américaine. Le parrain, du moins le Président le croyait, devrait suivre sa filleule sur les champs de bataille et comme cette filleule ne serait pas seule, pour établir entre ses mouvements et ceux de ses compagnes une cadence harmonieuse, il leur faudrait un maître de ballet ; pour parler sans images, les armées alliées, pensait-on à Washington, devraient avoir un général en chef commun. En plaçant ses divisions sous les auspices

(1) Clemenceau, Lloyd George, Orlando, le colonel House, le général Henri Wilson, Cadorna, Foch, y représentaient les gouvernements alliés et associés et leurs États-Majors.

du chef français le plus renommé, le gouvernement de M. Wilson faisait connaître au Gouvernement français le vœu qu'il formait : ce vœu, c'était que Joffre fût nommé général en chef interallié. Le colonel House, qui sous le titre « d'ami de Wilson » remplissait les fonction d'un plénipotentiaire, ne s'engagea pas dans des circonlocutions. Il dit qu'au jugement des militaires et des hommes d'État de son pays, toutes les armées devaient être placées sous un même commandement et que ce commandement devait être donné à Joffre.

L'Américain ne savait pas que Clemenceau à la Commission de l'armée du Sénat, pendant presque deux ans, avait demandé que Joffre fût relevé du commandement des armées françaises. Un étranger, venu de si loin, était bien excusable de ne pas connaître les secrets de nos Commissions. Clemenceau ne répondit pas sur Joffre, et il ne semble pas non plus qu'il ait préconisé l'idée du commandement unique. Il avait constaté que Pétain et Douglas Haig étaient dans les meilleurs rapports de camaraderie. Peut-être pensait-il que sous la ferme direction qu'il allait, lui, Clemenceau, donner à la politique de guerre, l'unité se ferait d'elle-même aux armées sans qu'on eût à l'incarner dans un général dont l'élévation pourrait sembler désobligeante aux deux commandants en chef. Peut-être Clemenceau, s'il n'avait pas cette arrière-pensée, ne voulait-il pas faire une proposition que l'Angleterre n'était pas encore disposée à accepter. Dans les conversations qu'avaient provoquées House en demandant pour Joffre le commandement de toutes les armées alliées, on avait, en effet,

entendu Lloyd George dire que l'opinion, dans son pays, ne permettrait pas la subordination des armées britanniques à un général allié, quel qu'il fût ; qu'il ne fallait donc pas parler de l'institution d'un commandement unique ; que tout ce qui était possible, pour le moment, avait été fait par la création du Conseil de guerre interallié et du Comité militaire permanent.

Devant les objections de Llyod George et cette réserve de Clemenceau, House n'avait pas présenté formellement sa proposition. Il n'avait pourtant pas renoncé à faire prévaloir le vœu de son Gouvernement. Le 5 décembre, recevant un Français, il lui disait : « Cette fois, je n'ai pas réussi, mais à la prochaine conférence, l'Amérique imposera le commandement unique. C'est une nécessité si on veut vaincre vite. »

Malgré le secret dont les conversations et les délibérations de Versailles étaient couvertes, on eut vent dans le monde politique, à Paris, de la suggestion de House et en apprenant qu'elle était tombée dans le vide, on éprouva une déception et un peu d'humeur contre Lloyd George.

L'ambassadeur d'Angleterre, Lord Bertie, qui était, lui, partisan de l'unité de commandement, fit connaître à son Gouvernement ce mécontentement dont ses amis français lui faisaient confidence. Lloyd George répondit lui-même, à l'ambassadeur, que le commandement unique n'avait pas fait l'objet d'une proposition formelle, qu'on n'avait pas eu à en discuter officiellement et que la mauvaise humeur parisienne n'était donc pas justifiée. Cette réponse du Premier ministre ne comportait pourtant pas la déclaration d'une répugnance i

surmontable à l'institution de l'unité du commandement. L'esprit de ce grand ministre se familiarisait avec l'idée à laquelle tant de ses compatriotes étaient encore si hostiles.

L'évolution chez Lloyd George fut manifeste à la seconde réunion du Conseil supérieur de guerre interallié qui se tint du 30 janvier au 2 février à Versailles (1).

Le communiqué sur les travaux de cette conférence disait en termes sibyllins :

« Les résolutions prises par le Conseil supérieur de guerre ont embrassé... plus particulièrement, la coopération plus étroite et plus efficace, sous le contrôle du Conseil, de tous les efforts des puissances unies... Les attributions du Conseil lui-même ont été étendues et les principes d'unité de politique et d'action posés à Rapallo, au mois de novembre se sont développés sous une forme concrète et pratique. »

Quelles étaient ces formes « concrètes et pratiques du développement des principes d'actions posés à Rapallo ? »

1° En vue des opérations qui s'engageraient certainement au mois de février ou au mois de mars, Haig et Pétain, après la seconde bataille de Cambrai (5 décembre), où les Anglais avaient presque perdu tout ce

(1) Étaient présents, pour l'Amérique : les généraux Pershing et Bliss ; pour la France : Clemenceau, Pichon, Foch, Pétain, Weygand — ce dernier représentant de la France au Comité militaire permanent ; pour la Grande-Bretagne : Lloyd George, Lord Milner, général Robertson, maréchal Douglas Haig, général H. Wilson ; pour l'Italie : Orlando, Sonnino, général Alfiéri. La conférence tint sept séances en trois jours.

que leur avait donné leur victoire du 20 novembre, s'étaient vus et concertés. Ils avaient reconnu qu'entre eux la collaboration devait être plus suivie et Haig avait accepté que cette collaboration aurait lieu à Compiègne, au Quartier général français, où il se transporterait de sa personne, avec son État-Major, quand il y aurait à prendre des décisions en commun. Le Comité supérieur de guerre avait approuvé ces arrangements qui — les formes ont tant d'importance — mettaient Pétain au rang supérieur puisque c'est Haig qui serait le visiteur.

2° Le Conseil supérieur de guerre institua un *comité exécutif militaire*.

A Rapallo on avait créé « un Comité militaire » qui devait être un centre d'études et d'informations et où ne devaient pas entrer les grands chefs des armées alliées. Ce Comité permanent n'était qu'un secrétariat. Depuis deux mois qu'il fonctionnait, il avait certainement rendu des services, mais il n'avait rien fait d'éclatant ; constatation qui n'est pas pour rabaisser le mérite des militaires éminents qui le composaient, car pour agir, il faut avoir des moyens ; or aucun moyen d'action n'avait été donné au Comité.

Afin de lui donner un prestige qu'il n'avait pas pu acquérir, on transforma le « Comité militaire » en *Comité exécutif militaire* dont firent partie tous les généraux membres du comité militaire, et dans lequel entra, comme président, Foch, qui lui, n'était pas membre du Comité fondé à Rapallo.

On ne pouvait pas donner au chef d'État-Major de

l'armée française, au général de Saint-Gond, de l'Yser et de la Somme un rôle figuratif. Du moment qu'on le plaçait dans un comité *exécutif*, c'est qu'il aurait des choses à exécuter. Pour exécuter, c'est-à-dire pour agir, il faut des moyens d'action ; à la guerre ces moyens sont des troupes. Le Conseil, voulant mettre les choses en harmonie avec les textes, décida qu'il serait prélevé sur les armées anglaises et françaises un certain nombre de divisions, et que le Comité exécutif en aurait la disposition ; qu'enfin le Comité pourrait, sinon ordonner, du moins demander des déplacements de forces d'un point du front à l'autre, sans égard à la nationalité des troupes qui seraient l'objet de ces déplacements. Dire le « Comité exécutif » c'était dire « Foch », et donner à Foch le pouvoir d'entrer dans les secteurs des commandants particuliers français et anglais, c'était sans déclaration formelle l'élever au-dessus d'eux. Le commandement unique n'était pas encore institué avec franchise, mais on s'en approchait. Avant d'y atteindre, on aurait encore à parcourir une route accidentée.

A Londres, les résolutions prises, le 2 février, à Versailles, causèrent de l'émotion dans les milieux militaires et politiques et déterminèrent un changement d'une grande importance dans l'État-Major britannique

Le 12 février, à la rentrée du Parlement, Asquith, devenu le chef de l'opposition contre son ancien collègue Lloyd George, questionna en ces termes le Premier ministre sur la portée des changements apportés aux accords de Rapallo :

« En novembre 1917, nous avons accueilli, avec satisfaction les explications fournies par M. Lloyd George, concernant le Conseil interallié de Versailles, et ses assurances que ce Conseil n'aurait ni les pouvoirs exécutifs, ni la haute main sur les opérations militaires. Sa mission devait être de coordoner ce qui était excellent, et non d'imposer ses vues au commandement. Or, la note officielle communiquée à l'issu du récent Conseil, ayant annoncé l'extension de ses pouvoirs, on s'est laissé aller à des suppositions peut-être mal fondées.

« Dans ces conditions, dit M. Asquith, il est du devoir de la Chambre de demander au gouvernement, dans la mesure où le permettent les opérations militaires, dans quel sens ont été étendues les fonctions du Conseil et si cette extension comprend les pouvoirs exécutifs. Personnellement, je verrais la chose avec méfiance. Le commandant en chef et le chef d'État-Major ne peuvent pas, à mon avis, servir deux maîtres ? Le commandant en chef doit recevoir ses ordres de son Gouvernement par la seule entremise du chef d'État-Major.

« Je désirerais savoir enfin si des changements sont faits ou envisagés concernant les titulaires de ces deux postes et leurs fonctions respectives. »

Lloyd George répondit :

« Depuis novembre, la Russie s'est retirée de la lutte et un nombre considérable de divisions allemandes ont quitté le front oriental pour le front ouest. La situation est devenue beaucoup plus menaçante et le Conseil de Versailles a dû rechercher la meilleure méthode pour faire face à cette menace en 1918 (1).

(1) La Russie, tombée en octobre au pouvoir des Bolcheviks (communistes), avait ouvert à Brest-Litowsk, le 9 décembre, des négociations en vue de la paix avec l'Allemagne et ses

« Jusqu'à cette année, les Alliés avaient eu, sur le front occidental, une importante supériorité numérique et il n'est pas d'attaque allemande qu'ils n'aient eu le moyen d'arrêter, grâce à leurs réserves individuelles. Il ne peut plus en être ainsi. Il devenait donc essentiel que toutes les forces des armées alliées puissent être portées sur le point d'attaque, et le Conseil a dû se préoccuper de ce problème. *Qu'il me suffise de dire que les décisions prises l'ont été à l'unanimité et qu'il n'est pas d'armée, dont la sécurité dépende davantage de leur exécution que l'armée britannique.*

Ces déclarations n'apaisèrent pas le mécontentement chez certains militaires. Le plus en vue des généraux britanniques après le maréchal Haig, Robertson (1), chef d'État-Major impérial, donna sa démission. Lloyd George, pour bien marquer son irréductible volonté de persister dans la politique militaire qu'il avait adoptée, remplaça le général démissionnaire par l'ami de Foch, par son compagnon d'armes de l'Yser, par le plus ardent partisan de l'Entente, de l'amitié anglo-française, par le général H. Wilson.

Dorénavant, c'est à l'État-Major impérial britannique, où il avait si longtemps rencontré une opposi-

alliés. Le 28 décembre, les négociateurs s'étant séparés, les Allemands avaient repris leur mouvement en avant.

Les Bolcheviks avaient bien vite demandé grâce et, le 22 février, ils avaient signé un traité désastreux qui fut ratifié par le Soviet de Moscou, le 19 mars, deux jours avant l'offensive de Ludendorff contre l'armée britannique. Lorsque Lloyd George parlait, le 12 février, la Russie avait fait complète défection à ses alliés, depuis deux mois officiellement, en réalité depuis quatre mois, car toute action militaire russe avait cessé après la révolution bolcheviste.

(1) Maintenant le Maréchal Robertson.

tion maussade, que le Commandement Unique aurait auprès de Lloyd George, son défenseur le plus convaincu.

ANNEXE AU CHAPITRE XIV

DÉCRET DU 12 MAI 1917, FIXANT LES ATTRIBUTIONS DU CHEF D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARMÉE

ARTICLE PREMIER. — *Le chef d'État-Major général de l'armée est le délégué du ministre de la Guerre pour l'étude de toutes les questions techniques intéressant les opérations militaires et pour la direction des services généraux du territoire.*

Il donne au ministre de la Guerre ses avis techniques :

1° Sur la conduite générale de la guerre et la coopération des armées alliées ;

2° Sur les plans généraux d'opérations, établis par les généraux en chef, seuls chargés de leur exécution ;

3° Sur les programmes de construction du matériel de guerre (artillerie, aviation, chemins de fer, etc.) ;

4° Sur la répartition des ressources du pays, en effectifs et matériel, entre les divers théâtres d'opérations ;

5° Sur l'emploi des moyens de transport du territoire en ce qui concerne les mouvements de troupes et de matériel de guerre, et en général sur toutes les questions renvoyées, à son examen, par le ministre de la Guerre.

Il centralise les questions du personnel des officiers généraux.

Il a autorité sur les missions militaires et attachés militaires français à l'étranger.

Les missions militaires étrangères en France ont un représentant auprès du chef d'État-Major général de l'armée.

ART. 2. — *Le ministre de la Guerre est chargé de l'exécution du présent décret.*

Signé : POINCARÉ.

Contre signé : PAINLEVÉ.

Il importe de souligner la démarcation qui est faite, au paragraphe numéroté 2, entre les pouvoirs, d'une part, du chef de l'État-Major général de l'armée (général Pétain à qui Foch devait succéder quatre jours après la signature du décret), appelé à donner son avis sur les plans généraux d'opérations » ; d'autre part, des généraux en chef (général Nivelle — que Pétain allait remplacer le 16 mai — et général Sarrail), « seuls chargés de l'exécution de ces plans ».

CHAPITRE XV

COMPLICATIONS DANS LE COMMANDEMENT

Sommaire. — Les forces en présence sur le front au commencement de 1918. — Supériorité de l'Entente en matériel. — Infériorité en effectifs. — Les Américains en France. — Un mot du général de Maud'huy. — Les armées de réserve. — Humbert et Debeney. — Douglas Haig ne peut pas fournir son contingent à la masse de manœuvre. — Dispersion des divisions de la 3e armée. — Formation inachevée de la 1re armée. — Le Comité exécutif n'a aucun moyen d'exécution. — L'autorité sur les armées de réserve est justement réclamée par Pétain qui, commandant en chef, est responsable.

Au mois de février 1918, à l'approche de l'offensive allemande, quelles étaient respectivement les forces des deux coalitions qui s'affrontaient en Occident ?

Ludendorff dit que, pour une attaque sur un front de 50 kilomètres, il disposait de 50 à 60 divisions d'infanterie et d'un matériel d'artillerie qui — les lance-bombes mis à part — lui donnait « de 20 à 30 batteries par kilo-

mètre (1) ». Les 50 à 60 divisions étaient les troupes alignées ou disposées en profondeur sur le front. En arrière, l'ennemi avait tant d'autres forces, que Ludendorff évaluait à « 30 divisions sa supériorité numérique » (2). Ces déclarations du quartier-maître général ne paraissent pas dépourvues de sincérité.

Les observations de nos aviateurs, les renseignements donnés par les prisonniers ou saisis sur eux, les informations de nos agences dans les pays neutres nous avaient en effet permis de « repérer », sur le front d'Occident, 175 divisions allemandes auxquelles notre commandement en ajoutait 15 qui avaient pu échapper à nos investigations. A ces 190 divisions allemandes s'opposaient 98 divisions françaises (3), 50 divisions anglaises et 4 divisions belges, soit au total 154 contre 190, ce qui laissait à Ludendorff une supériorité de 36.

A notre actif, nous pouvions à la vérité, inscrire 200.000 Américains qui avaient débarqué en France. Mais ces troupes d'excellente qualité n'étaient pas encore toutes prêtes à entrer dans la bataille, leur instruction n'étant point achevée. Déjà pourtant quelques-uns de leurs régiments avaient été versés dans des

(1) La batterie allemande étant de six pièces, si on prend la moyenne entre les deux chiffres donnés par Ludendorff, on voit que les Allemands avaient 150 pièces par kilomètre, une pièce par six mètres.

(2) *Souvenirs de guerre*, t. XI, p. 198.

(3) Jusqu'en novembre, nous en avions eu 108. Mais nous en avions envoyé 6 en Italie et 4 avaient été supprimées, faute d'effectifs. Restaient donc 98. Dans ce nombre n'étaient pas comprises les dix ou douze divisions de l'armée d'Orient.

divisions françaises. C'est ainsi qu'il y en avait 4, à la fin de février, dans le XIe corps que commandait le général de Maud'huy (1). Il faudrait attendre quelque temps encore pour que le poids des divisions de Pershing et de Bliss se fît sentir dans la balance militaire.

En artillerie, nous avions 500 matériels de 105; 1.200 de 155 court; — 1.500 de 155 long, — et il en sortait des usines 200 chaque mois. A tout ce gros matériel il fallait ajouter nos 6.000 pièces de 75 et tous nos engins de tranchées et d'accompagnement. Si nous n'avions eu à alimenter que l'armée française, chacune de nos divisions aurait été largement pourvue, mais comme nous devions fournir son armement à l'armée américaine nous étions encore un peu à l'étroit.

Où nous connaissions la grande richesse, c'est dans nos dépôts de projectiles, aux armées et à l'intérieur; 65 millions d'obus y avaient été amassés pendant les mois d'inaction de 1917, dont 43 millions pour le canon

(1) Les Américains étaient impatients de former une armée séparée qui aurait été autonome, comme l'était l'armée britannique, sous le commandement unique qu'ils demandaient. On raconte que le général de Maud'huy ayant rencontré soit dans un voyage à Paris, soit dans une ambulance du front, une dame américaine qui exprimait le désir de ses compatriotes de combattre tout de suite, sans tuteurs étrangers, lui avait répondu : « Vous êtes chrétienne, madame, et vous savez donc que l'orgueil est un grand péché. Si vos compatriotes le commettent en voulant se passer, quand ils en ont encore besoin, de nos leçons qui sont gratuites, les Boches leur en donneront et les leçons de ces instructeurs-là se font payer cher. »

de 75 et 22 millions pour les pièces lourdes de tous calibres (1).

Pour l'observation et le combat aérien, notre aviation était au moins à égalité avec celle de l'ennemi. Enfin, nous étions seuls à posséder, en très grand nombre, ces petits tanks qui devaient aider si utilement l'infanterie dans nos batailles offensives; contre cette artillerie d'assaut les Allemands ne pouvaient rien aligner.

En résumé, à la fin de février, la situation se présente ainsi, égalité et, peut-être même, supériorité en matériel du côté de l'Entente; infériorité de l'Entente en effectifs, en divisions organisées.

Aucune offensive n'étant dans nos projets, l'initiative serait prise par les Allemands.

Sur quel point du front? Notre État-Major était dans l'incertitude. Pour ne pas laisser lire dans ses projets, Ludendorff avait fait exécuter partout des travaux, mais il n'avait fait nulle part de concentrations apparentes. Ses divisions de choc, il les rapprochait, on devait l'apprendre un peu plus tard, par des marches de nuit et pendant le jour elles se tenaient dans des tranchées, dans des abris où nos observateurs ne les voyaient pas.

C'est pour pouvoir arriver vite à la parade, là où le coup serait porté, que le Conseil supérieur de guerre avait décidé, à sa session du 30 janvier — 2 février, de constituer un groupe d'armées de réserve qui serait

(1) Une grande partie de ces projectiles lourds étaient non en acier, mais en fonte aciérée, ce qui réduisait leur charge en explosif et diminuait donc leur puissance de destruction.

à la disposition du Comité exécutif militaire, c'est-à-dire de Foch, président de ce Comité. Pétain et Douglas Haig devaient prélever sur leurs armées les divisions qui constitueraient cette masse de manœuvre. En exécution de ces décisions, la 3e armée française (général Humbert) avait été, à la fin de février, retirée du secteur Saint-Quentin-Barisis (1), et y avait été relevée par la 5e armée anglaise (général Gough).

La 3e armée était à 6 divisions d'infanterie et 3 divisions de cavalerie, masse puissante si on la considérait en elle-même, mais insuffisante si on la considérait par rapport à la grande partie où elle allait être engagée.

Pour l'augmenter, Clemenceau, probablement à la demande de Foch, décida que la 1re armée entrerait dans le groupe de réserve.

Sous le commandement d'Anthoine, cette armée avait pris part à la belle campagne que les Britanniques avaient faite dans les Flandres, en 1917, et une fois ces opérations terminées elle était venue s'établir en Argonne entre la 2e armée (d'abord Guillaumat puis Hirschauer) et la 4e (Gouraud). Son commandant, Anthoine, avait alors permuté avec le chef d'État-Major général de Pétain, Debeney, à qui la fortune réservait, on le verra plus loin, de porter à Ludendorff le coup dont le moral allemand ne se relèverait pas.

La 1re armée était très peu nombreuse; on la gros-

(1) Voir l'annexe à ce chapitre. — Barisis, dans la forêt de Saint-Gobain, commune du département de l'Aisne, canton de Coucy-le-Château.

sirait jusqu'à l'effectif de 8 divisions à prélever sur les autres armées. Quand ces prélèvements auraient été faits, la réserve française serait de 17 divisions (8 de la 1re armée, 9 de la 2e armée). D'après les accords de Versailles, Douglas Haig devait fournir un contingent à cette masse de réserve. On le lui demanda, mais, sans précisément refuser, le maréchal britannique invoqua l'obligation où il se trouvait de garder dans ses lignes, qui venaient d'être étendues, par la relève de la 3e armée française, assez de forces pour résister au choc dont il avait le pressentiment.

L'armée de manœuvre franco-anglaise, prévue dans la conférence de Versailles, ne fut donc pas constituée. L'armée française le fut-elle ? Il faut bien dire qu'elle ne le fut que sur le papier. Il semblait qu'elle dût être aux ordres de Foch, mais tout le terrain d'opération était sous le commandement de Pétain et aussi toute la zone des étapes où cantonnaient les divisions qui n'étaient pas en secteurs.

Pétain, à qui on n'avait pas formellement notifié que la réserve appartiendrait au président du Comité exécutif militaire, en agit, légitimement, avec la 3e armée comme avec toutes les autres armées qui relevaient directement de son Quartier Général. Il assigna aux troupes d'Humbert des cantonnements assez distants les uns des autres et tous assez éloignés de la ligne ? Comme on ne savait pas que l'attaque de Ludendorff allait se produire à la soudure des armées franco-anglaises, comme cette attaque pouvait avoir lieu sur beaucoup d'autres parties de la ligne, on ne peut pas

reprocher au commandant en chef des armées françaises de n'avoir pas accordé une attention particulière à un point du front qui ne paraissait pas plus menacé que les autres. La réserve était destinée non à soutenir telle ou telle armée, mais à se porter au secours de toute armée qui aurait besoin d'être appuyée. Il fallait donc qu'elle fût dans une position assez centrale pour qu'on pût la faire partir dans toutes les directions.

Ainsi le 20 mars, nous avons :

1° Un front anglais étiré.

2° Une armée de réserve à laquelle les Britanniques n'avaient fourni aucun contingent;

3° Une masse de réserve française dont la moitié (1re armée) n'avait pas encore reçu toutes ses unités et dont l'autre moitié (3e armée) était dispersée en plusieurs lieux de cantonnement;

4° Un commandement à tendance vers l'unité, mais à unité non encore réalisé. Et cet inachèvement présentait le grand inconvénient de mettre l'incertitude dans l'esprit des trois généraux. Foch ne savait pas bien jusqu'où allaient ses pouvoirs, ni même s'il avait des pouvoirs; Pétain et Haig ayant chacun dans son secteur la responsabilité du commandement en chef, pouvaient se demander si, se prévalant des décisions de Versailles, un autre général n'interviendrait pas dans leurs opérations. Ils avaient à regarder derrière eux. Le Conseil supérieur de guerre n'avait pris à Versailles qu'une demi-mesure; il avait bien manifesté qu'il estimait nécessaire l'unité du commandement, mais il n'avait pas su faire un commandement unique. Cherchant la sim-

plification, il avait créé la complication. Sa confiance pour la conduite générale de la guerre était visiblement accordée à Foch, mais tous les moyens de faire la guerre étaient laissés à Pétain et à Haig. Ces grands chefs n'étaient par formellement subordonnés; ils devaient donc continuer à se considérer comme ne dépendant en aucune manière d'un général qui avec le titre insolite de « Président d'un Comité exécutif » n'avait reçu aucun moyen d'exécution. Ce n'est pas un demi-mal qui allait résulter de cette concession faite à l'esprit particulariste des militaires alliés.

ANNEXE AU CHAPITRE XV

COMMENT LUDENDORFF PRÉPARE SES SURPRISES

Le correspondant de l'agence Havas aux armées françaises a donné sur la façon dont Ludendorff prépara ses deux offensives du 21 mars et du 27 mai sur notre front, et dont il organisa cette double « surprise », d'intéressantes indications dont voici l'essentiel :

Ludendorff pouvant, en 1918, disposer de la totalité des forces allemandes, rendues disponibles par la défection russe, eut à envisager la méthode qu'il conviendrait d'appliquer pour essayer de briser le front occidental.

S'inspirant de l'expérience de ces quatre années de guerre, et notamment du précédent de Riga, ainsi que de la contre-offensive en Galicie, et se souvenant de la leçon de Cambrai qui avait, un moment, si fortement fait chanceler son armée, il résolut non seulement de la mettre à profit pour percer nos lignes, mais de prendre en outre toutes ses dispositions pour exploiter immédiatement le danger que présenterait pour nous une brusque rupture du front sur une large étendue. Ce danger, il s'en était rendu compte au moment où il l'avait couru lui-même et il conçut d'en tirer tout le parti qu'il avait redouté à ce moment et que seules les circonstances ne nous avaient pas permis de pousser comme il aurait convenu.

Voulant donc agir par surprise, il ne pouvait se livrer à de longues et bruyantes préparations d'artillerie qui prévenaient l'ennemi. N'ayant plus alors le moyen de réduire les défenses accumulées sur les lignes, il chercha à réduire les défenseurs eux-mêmes.

Une forteresse, si puissamment construite et armée qu'elle soit, n'est un obstacle que si ses défenseurs l'animent. Si l'on réussit à anéantir ou à éloigner ces derniers, la forteresse n'est plus qu'un amas inerte de matière et de matériel que l'on franchit comme un cadavre.

Cela amena Ludendorff à s'attaquer, contrairement à ce qui avait été fait depuis le début de la guerre de tranchées, non aux ouvrages qui pouvaient sans inconvénient demeurer intacts, mais au personnel qui les garnissait.

De là, une réglementation méthodique de véritables manœuvres à obus toxiques, asphyxiants, sternutatoires, fumigènes, incendiaires et explosifs qui alternèrent en temps donné avec des cadences spéciales dans des proportions rigoureusement déterminées. Des documents allemands, tombés entre nos mains, nous indiquent la répartition de ces différents projectiles, suivant les buts que l'on se propose d'atteindre.

C'est ainsi que, dans les barrages roulants dirigés contre l'infanterie, les obus explosifs dominent dans la proportion de 60 p. 100, tandis que la proportion des obus sternutatoires n'est que de 30 p. 100 et celle des obus asphyxiants de 10 p. 100. De plus, tandis que les obus explosifs sont tirés avec le maximum de rapidité que donne la pièce, les obus toxiques sont tirés à la vitesse d'un coup par pièce et par minute.

Dans les tirs dits d'engagements, dirigés sur l'arrière de nos points d'appui d'infanterie, la proportion est renversée. Elle est de 30 p. 100 d'obus explosifs, contre 60 p. 100 d'obus sternutatoires et 10 p. 100 d'obus asphyxiants.

Enfin, pour les tirs à longue portée, pour les tirs de contre-batterie et dans tous les cas où il s'agit de neutraliser le personnel plutôt que de détruire le matériel, la proportion d'obus sternutatoires s'élève à 70 p. 100, celle des obus asphyxiants restant à 10 p. 100. Il n'y a plus que 20 p. 100 d'obus explosifs.

En outre, les canons lourds de 100 sont approvisionnés d'un certain nombre d'obus incendiaires et d'obus de rupture. Les obusiers de 105 disposent d'obus éclairants et ceux de 150 d'obus fumigènes qui entrent aussi en proportions déterminées dans les tirs, suivant les diverses missions confiées à l'artillerie.

Quant au facteur surprise, on sait comment Ludendorff, favorisé par la situation géographique du front qui lui donnait l'avantage des lignes intérieures, l'a réalisé en réussissant à dissimuler la marche de ses troupes et de son matériel jusqu'à leur arrivée en ligne, et en conservant secrète la date de l'offensive.

On a voulu nier la possibilité de cette surprise.

Certains critiques militaires autorisés ont même paru ne point vouloir admettre que l'ennemi ait pu, sans que nous ayons eu les moyens de nous en apercevoir, amener sur notre front des masses importantes d'infanterie et tout un matériel d'artillerie et de convoi. Ils se sont refusé à croire que 200,000 hommes, et même plus, avec leurs trains de combat et leur équipage, aient réussi à traverser toute une large région sans révéler leur présence par la moindre trace, le moindre indice. Ils sont simplement dans l'erreur et ont oublié l'exemple de Cambrai dont Ludendorff s'est souvenu pour l'appliquer avec un surcroît inouï de précautions et de camouflage.

C'est ainsi que nous avons sous les yeux la traduction d'une série de réglementations allemandes ayant pour titres : « Des mesures à prendre pour assurer le secret des opérations ». « Protection de la circulation contre les vues aériennes ». « Moyens de rendre plus difficile le service d'information ennemi ». « Précautions à prendre pour qu'un convoi de véhicules (équipages de pont, pièces d'artillerie lourde) n'attire pas l'attention de l'ennemi ». « Réglementation des communications téléphoniques ». « Attitude en ligne », etc., etc. Ces documents sont signés : « Pour le général, le chef d'E.-M. Volckers, lieutenant-colonel. »

Il faudrait plusieurs pages pour exposer le détail minutieux de ces prescriptions qui peuvent se résumer ainsi : Tout mouvement de troupes ou de matériel s'exécute de nuit. Le jour, pas un homme, un animal ou un véhicule ne doit se trouver dehors, ni sur les routes, ni dans les rues des villages. L'artillerie et les convois s'abritent sous des forêts ou se camouflent

soigneusement. Les troupes mangent froid pour que la fumée ne trahisse pas leur présence de jour. La nuit aucun feu de bivouac; défense même de fumer. Pas d'augmentation dans les communications téléphoniques ou par T. S. F. Pas d'activité plus grande de l'aviation, etc.

Or, toutes ces prescriptions ont été observées avec la plus rigoureuse sévérité que sait imposer une discipline prussienne.

Nous avons vu par la suite, sur quelque point que ce soit du front de combat, quantité d'officiers de tous grades ayant commandé différentes unités le jour des attaques du 21 mars et du 27 mai. Ils nous ont unanimement répondu : « Malgré toute notre attention et toute notre vigilance, nous avons été surpris. Aucun indice ne faisait prévoir que nous allions être attaqués. »

CHAPITRE XVI

DOULLENS. — PREMIÈRE FORMULE DE FOCH

SOMMAIRE. — Ludendorff attaque la 5e armée britannique. — Malheurs de cette armée. — Les divisions de la 3e armée française accourent. — Fayolle commandant du groupe de réserve. — Clemenceau et Douglas Haig télégraphient à Lloyd George pour le prier de venir en France. — Lloyd George se fait remplacer par Lord Milner. — Conférence de Doullens. — Récit pathétique qu'en a fait Clemenceau. — Éloge de Foch par Clemenceau. — Milner demande Foch pour général en chef. — « Front d'Occident » ou « Front Ouest ». — Foch « coordonnateur ».

Le 21 mars, Ludendorff attaqua au sud d'Arras jusqu'à La Fère. Avec 40 divisions, il submerga les 14 divisions de l'armée du général Gough, un vaillant soldat qui s'était distingué dans toutes les affaires auxquelles il avait pris part.

Aussitôt mise en alerte, la 3e armée (Humbert) accourut; mais ses cantonnements étaient éloignés et c'est seulement le 23 qu'une de ses divisions put intervenir

dans la bataille. Les autres arrivèrent successivement et disputèrent pied à pied le terrain. Mais si elles retardèrent les progrès des Allemands, elles ne purent pas les arrêter. La bataille engagée, le 20 mars, se termina par la complète défaite de la 5e armée anglaise. C'était le plus grand succès, c'était même le seul grand succès que les Allemands eussent remporté depuis août 1914 (1).

Le péril était grand, car les armées françaises pouvaient être coupées des armées britanniques. Des mesures décisives devaient être prises sans retard. Clemenceau réunit en un seul groupe, le 24 mars, la 1e et la 3e armée, et en donna le commandement à Fayolle, qui venait de rentrer en France, sa présence en Italie n'étant plus nécessaire. Comme il importait de s'entendre avec nos alliés, le président du Conseil invita Lloyd George à venir en France.

En même temps, sans s'être concerté avec le Gouvernement français, Douglas Haig télégraphiait à Londres 1° — pour demander la venue en France du Premier ministre et du chef d'État-Major Wilson; 2° — pour faire connaître qu'à son avis l'institution d'un commandement unique s'imposait maintenant (2). Lloyd George empêché de se rendre, de sa personne, au rendez-vous, y délégua un des membres les plus énergiques de son cabinet, Lord Milner.

(1) Voir en annexe les télégrammes adressés à Douglas Haig, après cette défaite, par le roi d'Angleterre, Lloyd George, H. Wilson et Clemenceau.

(2) Discours de R. Poincaré à l'Académie française, le 5 février 1920, en réponse au discours de réception de Foch.

Ce fut la conférence de Doullens d'où devait sortir l salut de l'Entente. Elle eut lieu le 25 mars, quatre jours après l'offensive et la veille du jour où nous serions contraints d'évacuer Noyon.

Poincaré et Clemenceau, avisés de la venue de Lord Milner, partirent séparément de Paris dans la matinée du 25. Dans son automobile Clemenceau avait pris Foch. A Doullens, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, le président de la République, le président du Conseil et le chef d'État-Major « président du comité exécutif » furent rejoints par Loucheur et par Pétain. Après une attente de quelques instants, dans un petit square en face de l'Hôtel de Ville, ils virent arriver Milner. Le ministre anglais après les salutations, demanda à s'entretenir un moment avec Douglas Haig et les généraux d'armées qu'il avait convoqués et qui étaient entrés dans la Mairie.

— « Certainement, lui répondit Clemenceau. Mais n'oubliez pas Lord Milner que la journée d'aujourd'hui sera une date dans l'histoire ; n'oubliez pas que des décisions que nous prendrons, tout à l'heure, de très grandes choses dépendent...

Une demi-heure après Milner, rejoignant les représentants de la France leur dit que la Conférence pouvait s'ouvrir. Tous montèrent dans le cabinet du Maire où les Britanniques avaient tenu leur colloque.

Clemenceau a fait, à plusieurs reprises, à des personnes de son intimité le récit de la scène historique de Doullens. C'est une de ces personnes qui a bien voulu nous renseigner.

« On commença, dit Clemenceau, par examiner la

« situation militaire. Haig déclara : « Les Allemands at-« taquent sur Amiens par le sud et par le nord. Au sud, « après le malheur de la 5e armée, je n'ai plus de troupes. « C'est à nos alliés français qu'incombe la tâche de barrer « la route de ce côté-là. Quant à nous, dans le secteur « nord, l'ennemi ne passera que si nous sommes tués. « Vous pouvez compter sur nous : nous sommes unis « à la vie et à la mort. »

« — Clemenceau continua :

« Je demandai à Pétain ce qu'il pouvait faire pour garder les abords d'Amiens au sud. Le général répondit qu'il disposerait d'une vingtaine de divisions. Foch vers qui je me retournai, exprima l'opinion qu'avec les forces dont parlait le général Pétain, la partie devait être gagnée, en ce qui concernait Amiens.

Ayant ainsi prononcée le nom de Foch, Clemenceau se répandit en éloges sur le chef d'État-Major :

« Celui-là, dans cette journée terrible, s'est affirmé comme un homme d'une trempe supérieure. Il a relevé tous les courages abattus, communiquant à tous une confiance fondée sur des raisons qui se déduisaient les unes des autres dans un ordre logique impeccable. On sentait qu'il croyait à la victoire, et qu'il la voulait et qu'il la gagnerait. Il s'est montré plein de radium (1).

Cette parenthèse fermée sur Foch, Clemenceau revint au récit de la conférence :

(1) Il semble que dans cette partie de son récit, Clemenceau fasse allusion au long entretien qu'il avait pu avoir en automobile avec Foch et à la conversation qui s'était tenue dans le petit square de la place de l'Hôtel-de-Ville, où les Français

« Après les exposés militaires des généraux, Milner me dit : « Je voudrais causer une minute, seul à seul avec vous ; » il m'entraîna dans un angle du cabinet du Maire et sans aucun préambule déclara :

— « Les généraux britanniques acceptent le commandement du général Foch.

— « Est-ce une proposition de votre Gouvernement?

— « Le Gouvernement britannique, je m'en porte garant, ratifiera ce que nous aurons décidé. Sommes-nous d'accord ?

— « Nous sommes d'accord... Il faut seulement trouver une formule qui ménage les susceptibilités. Je vais voir Foch... Attendez-moi...

« J'appelai Foch, je lui fis connaître la proposition et je lui demandai de trouver la formule nécessaire pour éviter tout froissement à Haig et à Pétain.

« Foch après une demi-minute à peu près de réflexion, me dit : Voici ce que l'on pourrait écrire : « Par décision des Gouvernements de Grande-Bretagne et de France, le général Foch est chargé de coordonner, sur le front occidental, les opérations des armées françaises et britanniques dont les commandants en chef le maréchal Haig et le général Pétain, devront lui donner tous les renseignements utiles à l'établissement de cette coordination ».

avaient attendu que les Britanniques eussent terminé leur colloque particulier. C'est pendant cette demi-heure d'attente que Foch avait pu « relever les courages, ranimer la confiance réchauffer les âmes à la chaleur de son « radium » ! Dans la conférence franco-anglaise, Clemenceau ne dit pas que Foch ait eu à répéter ce qu'il avait dit « dans le petit square ».

« J'approuvai cette formule, Foch la griffonna et j'allai la faire lire à Lord Milner. Il en fut satisfait et s'en fut la montrer à Douglas Haig. Quelques minutes après il revint vers moi et me dit « Sir Douglas accepte. » A mon tour, je me dirigeai vers Pétain, à qui la combinaison apporterait, je le craignais bien, une déception. Il n'en laissa rien voir, donna une acceptation en proposant toutefois qu'au lieu de «front occidental » on écrivît « front ouest ». Les deux termes étaient équivalents. Je ne crus pas que le changement fût utile, car pour l'introduire dans la formule, il aurait fallu recommencer les discussions, entrer dans des explications grammaticales. »

On était d'accord. On se sépara. Foch et les autres généraux partirent en hâte vers leurs Quartiers Généraux. L'unité de commandement était cette fois presque réalisée.

« Presque » seulement, car cette première formule de Foch ne lui donnait pas le commandement dans toute son ampleur. Coordonner n'est pas synonyme d'ordonner. C'était bien l'avis du Gouvernement français, car le 27 dans une commission, invité, à définir les pouvoir donnés à notre chef d'État-Major (Foch avait conservé cet emploi peu compatible, dans l'organisation française, avec celui de général en campagne) Jeanneney, sous-secrétaire d'État de Clemenceau à la Guerre déclarait : « Foch est au-dessus de Pétain et de Douglas Haig pour les mettre d'accord. » Et cette déclaration causa quelque malaise.

ANNEXE AU CHAPITRE XVI

APRÈS LA DÉFAITE, D. HAIG FÉLICITÉ

Le grand malheur de la 5e armée anglaise, le 21 mars 1918, ne jeta pas la panique chez les Alliés. Ils n'accusèrent pas leurs généraux. Loin de les troubler par des incursions dans le domaine militaire et par des récriminations, ils les encouragèrent, ils les remercièrent, ils les félicitèrent.

Le 25 mars, le roi adressait ce télégramme à Douglas Haig :

Je puis vous assurer que la fermeté, le courage et l'abnégation avec lesquels les troupes placées sous vos ordres continuent, avec tant d'héroïsme, à résister à des forces bien supérieures en nombre sont appréciées à leur valeur par moi et mon peuple.

L'Empire reste calme et confiant dans ses soldats. Que Dieu les bénisse et leur donne de la force dans ce temps d'épreuve.

Le même jour le Cabinet anglais mandait au Maréchal :

Le Cabinet britannique désire exprimer à l'armée les remerciements de la nation pour sa défense magnifique.

Tout l'Empire est rempli de fierté en contemplant la résistance héroïque de ces braves troupes contre des forces formidablement supérieures.

Connaissant la fermeté et le courage des troupes, chaque fois que l'honneur de leur pays dépend de leur valeur, l'Empire attend avec confiance le résultat de cette lutte pour briser le dernier effort désespéré de l'ennemi pour écraser les nations libres du monde.

A l'arrière, nous sommes prêts à faire tout en notre pouvoir pour prêter assistance en vrai esprit de camaraderie.

Les hommes nécessaires pour combler les vides, et les canons et les mitrailleuses requis pour remplacer ceux qui ont été perdus sont maintenant soit en France, soit déjà en route

et encore de nouveaux renforts, en hommes et en canons, sont prêts à être jetés dans la bataille.

Le président des États-Unis et le président du Conseil français, télégraphiaient de leur côté.

L'un au commandant britannique sur le front :

Je vous exprime ma chaude admiration pour la suprême énergie et le courage de vos troupes qui ont résisté aux assauts des Allemands.

La confiance de tous les Américains est complète que vous remporterez la victoire finale.

W. Wilson.

l'autre à Lloyd George :

Jamais nous n'eûmes plus d'admiration pour la vaillance des soldats britanniques ni plus de confiance dans leur grand chef. Nous sommes tranquilles, forts et sûrs du lendemain.

Clemenceau.

Des cinq armées britanniques une était anéantie ; on ne pensait pourtant qu'à réconforter le commandement, à en soutenir le moral. Un an auparavant — rapprochement pénible! — un général français! — avait fait en une journée des milliers de prisonniers et emporté la première et, sur certains points, la deuxième position ennemie. Et ce général avait été traité presque comme un coupable.

CHAPITRE XVII

FORMULE DÉFINITIVE DE FOCH

Sommaire. — La Formule de Foch reproduit à peu près la Formule de Schwartzenberg. — Coordonner et ordonner. — Parfaite abnégation des deux commandants en chef. — Nécessité, bientôt reconnue, de donner à Foch des pouvoirs en rapport avec ses responsabilités. — Foch général en chef. — Reconnu par tous les Alliés. — Part prépondérante de Lloyd George dans l'unification du commandement, mesure de salut commun. — Témoignages de Foch à cet égard. — Les Étapes vers le commandement unique.

La formule adoptée à Doullens avait été à peu près copiée sur la formule de Schwartzenberg, avec cette différence pourtant que l'appel des généraux à leurs Gouvernements, n'était pas prévu dans la formule qui avait investi le général français du pouvoir de « coordonner » comme elle l'avait été dans la formule qui avait nominalement subordonné le prussien Blücher au maréchal autrichien.

Mais le droit d'appel n'ayant pas été abrogé — il se

trouvait dans les formules de Nivelle et de Sarrail — demeurait sous-entendu. Il est vrai qu'avec Lloyd George et le général Wilson, on n'avait pas à craindre qu'il en fût fait abus. Mais par le seul fait qu'il existait, l'autorité du général « coordonnateur » n'était pas au-dessus de toute discussion. Les instructions que Foch avait commencé d'envoyer à Pétain et à Haig ne pouvaient pas avoir le caractère d'ordres militaires qu'il faut exécuter, même si on ne les approuve pas.

Il n'y eut aucun fait révélateur de mécontentement ou de mauvaise volonté chez Pétain et chez Douglas Haig. Mais la bonne harmonie entre ces commandants particuliers et le chef que par une forme ambiguë on avait élevé au-dessus d'eux était à la merci d'un incident.

Foch, dont la formule était l'ouvrage et qui ne l'avait pas rédigée en termes plus précis parce que, à Doullens, il y avait eu à « ménager des susceptibilités » s'occupa, dans ses conversations avec Clemenceau, d'obtenir par une nouvelle définition de ses pouvoirs, l'autorité dont a besoin un commandant responsable, car responsable il l'était devant le Monde.

Les Britanniques se laissèrent facilement convaincre de la nécessité d'achever cette unification du commandement, voulue pas la France, et dont Lloyd George, par sa lettre, du 30 octobre, à Painlevé, avait commencé la réalisation.

Le 14 avril 1918, les journaux publiaient ce communiqué que les radiogrammes de la Tour Eiffel lançaient dans toutes les directions :

« Le Gouvernement anglais et le Gouvernement français se sont mis d'accord pour donner au général Foch le titre de commandant en chef des armées alliées opérant en France. »

Le 15, le roi des Belges approuvait cette nomination et plaçait son armée sous le commandement du général français.

Le 17, le représentant militaire américain au Conseil supérieur de la Guerre, apportait à Clemenceau cette dépêche :

« Au nom de la République des États-Unis d'Amérique, le Président vient d'approuver la désignation du général Foch comme commandant en chef des armées alliées opérant en France. »

Le 1er mai, après une réunion du Conseil supérieur de guerre à Abbeville, le Premier ministre italien faisait remettre cette note aux agences :

« M. Orlando a officiellement accepté, au nom de l'Italie, que le commandement en chef des armées alliées en France soit confié au général Foch (1). »

Chef accepté par tous les Gouvernements, Foch avait, moins d'un mois après la conférence de Doullens, le commandement de toutes les armées de l'Entente sur le front d'Occident. Sa situation était ainsi définie, le 24 avril, dans le *Petit Journal*, dont le directeur politique était devenu ministre des Affaires étrangères dans le Cabinet Clemenceau :

(1) L'Italie avait envoyé en France deux divisions sous le commandement du général de Robilant.

Le général Foch est absolument maître de conduire les opérations militaires comme il l'entendra sans qu'aucune pression extérieure, quelle qu'elle soit, puisse influencer ses plans.

Il donne pour leur exécution tous les ordres qui lui paraissent utiles et les commandants des armées auxquels ils s'adressent sont tenus d'y obéir strictement, sans discuter.

Sous la direction suprême du général Foch qui s'étend indistinctement à toutes les branches du service, le maréchal Sir Douglas Haig conserve le commandement des armées britanniques en France, et le général Pétain des armées françaises du nord et du nord-est. Ce n'est point une disgrâce ou même une diminution de prestige pour ces deux chefs que d'être appelés à collaborer avec l'éminent généralissime chargé de donner l'impulsion unique à la grande machine de guerre que constituent leurs armées. »

Un général français après quatre années de guerre avait donc sur les armées de l'Entente les mêmes pouvoirs que Ludendorff sur les armées de la coalition germanique.

Égal au Français en pouvoirs militaires, l'Allemand allait bientôt trouver en lui son maître. Et l'étrange pronostic de Renan : « Jamais un élève des Jésuites ne vaincra un officier prussien » allait être démenti par la victoire.

La route avait été longue, du commandement, désuni de 1914, au commandement unifié de 1918.

En France on n'avait jamais cessé de penser à cette unification.

Le commandement unique réalisé, c'était donc le succès de la politique militaire de la France. Mais ce succès n'aurait pas été obtenu sans Lloyd George et ses collègues Bonar Law et Balfour, sans le général H. Wilson, même sans Douglas Haig qui, après avoir si longtemps défendu son autonomie, reconnut, aux heures critiques de mars 1918, que, pour vaincre, des armées doivent obéir à une seule impulsion.

Foch, dans deux circonstances, reconnut la grande part que l'Angleterre avait eu dans la solution de la question vitale du commandement unique. En octobre, après que l'Allemagne eût demandé l'armistice, Foch, Maréchal de France, adressa sa photographie à Lloyd George avec cette dédicace : « Au grand Premier ministre qui a dispersé les nuages d'un ciel orageux (1) ». Au mois de novembre, le Premier ministre ayant félicité le maréchal à l'occasion de son anniversaire, Foch, dans sa réponse mit cette phrase : « Je n'oublie pas que c'est à votre insistance que je dois d'être au poste que j'occupe. »

C'est donc un Anglais qui déchira la Formule de French. Après Foch, l'histoire lui en reconnaîtra l'honneur (2).

(1) *Le Temps* du 20 octobre 1918.

(2) Rappelons ici les étapes que l'on avait parcourues avant d'arriver au commandement unique :

1° Les conversations entre Joffre et French, commandants « égaux » ;

2° La phase de l'ascendant prise par Foch sur French ;

3° Les conférences sans périodicité des commandements en chef pour examiner en commun les projets d'opérations ;

4° Les conférences des ministres alliés ;

5° Le Conseil supérieur de guerre à réunions périodiques ;

6° Le Comité militaire permanent de Versailles ;

7° Le Comité militaire « exécutif » sous la présidence de Foch ;

8° Le pouvoir de « coordonner » donné à Foch ;

9° Le pouvoir d'ordonner reconnu à Foch, commandant en chef de toutes les armées sur le front occidental.

CHAPITRE XVIII

LE DÉSESPOIR DE LUDENDORFF

La campagne de Foch. — Deux fois cent quinze jours. — Les offensives vont toujours s'élargissant. — La journée décisive selon Ludendorff. — Le Quartier Général français laisse au Quartier Général britannique l'honneur d'en rendre compte. — Douglas Haig. — Debeney. — Rawlinson. — Communiqués du 8 août et des trois journées suivantes. — Récit de Ludendorff. — Impression démoralisante que lui cause la bataille du 8 août. — Il demande que des négociations pour la paix soient ouvertes.

Nous n'écrivons pas l'histoire militaire. Pourtant ce livre serait incomplet s'il n'y était pas fait mention des opérations exécutées sous le commandement unique et de leurs résultats.

Foch commanda en campagne du 25 mars (Doullens) au 11 novembre (armistice), pendant 230 jours. Ces 230 jours se partagent en deux périodes exactement égales.

La première commence le 25 mars et finit le 18 juillet :

115 jours ; la seconde va du 18 juillet au soir du 10 novembre (veille de la signature de l'armistice) : 115 jours. La première est remplie par la parade. C'est l'ennemi qui attaque et partout il est contenu : devant Amiens, devant les crêtes des Flandres, devant Compiègne, devant Reims. Il remporte des succès, comme au Chemin des Dames, le 28 mai, mais les lendemains de ces succès sont toujours des jours d'insuccès. Car derrière la position qu'il a enlevée, à l'extrémité du terrain où il s'est étendu, il se heurte à une position qu'il ne peut pas briser — et où il s'épuise.

Ludendorff fonce comme un taureau dans l'arène ; mais toujours il rencontre le *picador*, tel Gouraud le 15 juillet, qui de son épieu le cloue sur place ou le *banderillero*, tel Mangin le 9 juin, qui lui plante dans le garrot des flèchettes douloureuses. Quand la bête estaffolée le *matador* passe à l'attaque et alors commencent ce que l'on peut appeler les « Cent quinze jours de Foch. On nous avait reproché des offensives étriquées. Les offensives de Foch vont toujours, elles, en s'élargissant ; à peine une bataille est-elle gagnée qu'il en allume une autre, deux autres.

Ludendorff est tout étourdi par ces coups répétés d'un adversaire plus agile. Il n'a plus le temps de respirer. Toujours il lui faut combattre et reculer.

Si, comme le professe le maréchal Foch, on n'est vaincu qu'autant qu'on croit l'être, la défaite allemande eut lieu le 8 août 1918, trois mois et trois jours avant la signature de l'armistice.

Ce jour-là, le commandant en chef des armées al-

liées fit exécuter une attaque combinée par une armée anglaise (la 4e, général Rawlinson) et une armée française (la 1re, général Debeney) entre la Somme et l'Avre. Le maréchal Douglas Haig, qui avait reçu les instructions de Foch, s'était rendu sur le terrain de la bataille et il en avait pris la direction.

Le 8 août ayant été, de l'aveu de Ludendorff, la journée culminante de la campagne de Foch, nous publions ici les communiqués britanniques et français qui se rapportent à cette grande journée et le récit qu'en a fait le chef Allemand qui y perdit toute espérance.

Le lecteur remarquera que le bureau de renseignements français dans son communiqué s'efface galamment, par égard pour le maréchal Haig, qui était de sa personne sur le champ de bataille, devant le bureau de renseignements anglais. Notre communiqué du 9, renvoie au communiqué britannique. Ainsi compris et pratiqué le commandement unique de Foch ne pouvait pas sembler pesant à Douglas Haig. Il était fondé sur l'utilité commune, non sur l'orgueil national.

Le commandant en chef qui avait vue sur tout le front ordonnait les manœuvres ; chacun, Français ou Anglais, les exécutait au mieux, et, d'après les résultats obtenus, Foch donnait d'autres ordres. Le commandement en chef n'était pas d'un allié sur un autre. Il était interallié. Foch était pour nos alliés comme dénationalisé. Ce n'était pas le général français, c'était le Chef commun, accepté de tous dont l'Ascendant vivifiait la Formule aux termes de laquelle il ordonnait.

(1) *Souvenirs de guerre*, pp. 300-302 et suiv.

Entre les deux groupes d'armées, l'égalité était parfaite ; elles étaient fondues les unes dans les autres. Un général français se trouvait-il à coopérer avec un général anglais, si l'Anglais était le plus ancien ou le plus haut en grade, le Français se subordonnait. C'est ce qui se produisit le 8 août où Douglas Haig exerça le commandement en chef sur une armée franco-anglaise ; c'est ce qui arriva d'autre fois où le commandement en chef sur des armées anglo-françaises-belges, fut exercé par le roi des Belges ou par des généraux français.

I

Les bulletins de la victoire.

Paris, le 8 août 1918, 14 heures.

Ce matin à 5 heures, nos troupes, en liaison avec les troupes britanniques, ont attaqué dans la région du Sud-Est d'Amiens.

L'attaque se développe dans des conditions favorables.

9 août

Paris, le 9 août 1918, 7 heures.

Communiqué français. — L'attaque effectuée ce matin par nos troupes au sud-est d'Amiens, en liaison avec les troupes britanniques, s'est poursuivie dans de bonnes conditions.

Les détails connus figurent au communiqué britannique.

Communiqué britannique. — A l'aube, ce matin, la 4e armée britannique et la 1re armée française, sous le commandement du maréchal Sir Douglas Haig, ont attaqué

sur un large front, à l'est et au sud-est d'Amiens. Les premiers rapports indiquent que l'attaque progresse d'une manière satisfaisante.

Les opérations commencées ce matin sur le front d'Amiens, par la 1re armée française sous le commandement du général Debeney et la 4e armée anglaise sous les ordres du général Sir Henry Rawlinson se développent favorablement.

Les troupes alliées avaient été massées à la faveur de la nuit, à l'insu de l'ennemi. A l'heure fixée pour l'assaut, les divisions françaises, canadiennes, australiennes et anglaises, soutenues par un grand nombre de tanks britanniques, se sont élancées vers les positions allemandes sur un front de plus de vingt milles, depuis Braches sur l'Avre, jusqu'aux environs de Morlancourt.

L'ennemi a été surpris, et sur tous les points, les troupes alliées ont fait des progrès rapides.

De bonne heure, tous nos objectifs avaient été atteints, sur l'ensemble du front d'attaque. Pendant la matinée, l'avance de l'infanterie alliée s'est poursuivie, vivement soutenue par la cavalerie britannique, les tanks légers et les batteries d'auto-mitrailleuses.

En certains points, la résistance des divisions allemandes a été brisée après de vifs combats, nos troupes ont fait de nombreux prisonniers et capturé des canons.

Les troupes françaises, attaquant avec une grande bravoure, ont traversé l'Avre, et en dépit de la résistance de l'ennemi, ont enlevé les défenses allemandes.

Au nord de la Somme, la plupart des objectifs fixés ont été atteints avant midi, mais aux environs de Chipilly et au sud de Morlancourt, des détachements ennemis ont opposé une résistance prolongée. Dans ces deux endroits de durs combats ont été livrés, mais finalement, nos troupes ont surmonté la résistance de l'infanterie allemande et ont atteint leurs objectifs.

Au sud de la Somme, grâce à la bravoure de l'infanterie alliée, à l'élan et à la vigueur de ses attaques, nous avions atteint, dans l'après-midi, sur les points principaux de tout le champ de bataille, les derniers objectifs fixés pour la journée.

Appuyée par nos tanks légers et nos autos blindées, notre cavalerie a dépassé l'infanterie, s'est portée au delà de nos objectifs, bousculant les convois allemands en retraite, s'emparant de plusieurs village et faisant de nombreux prisonniers.

La ligne générale atteinte par nos troupes passe par Plessiers, Rozainvilliers, Beaucourt, Caix, Framerville, Chipilly, ouest de Morlancourt.

Il est impossible, à l'heure actuelle, d'évaluer le nombre des prisonniers et de canons et l'importance du matériel capturés, mais on signale déjà que plusieurs milliers d'ennemis et un grand nombre de canons sont tombés entre nos mains.

10 août

Paris, le 10 août 1918, 7 heures.

Communiqué français. — Poursuivant leur avance à la droite de la 4e armée britannique, nos troupes ont remporté aujourd'hui de nouveaux succès.

Après avoir brisé la résistance de l'ennemi, nous avons enlevé les villages de Pierrefont, de Contoire, d'Hangest, en Santerre. Au delà de la voie ferrée à l'est d'Hangest, nous avons atteint Arvillers qui est en notre possession.

Notre progression dans cette direction atteint, depuis hier matin, 14 kilomètres en profondeur.

Outre un matériel considérable, qui n'a pu encore être dénombré, nous avons, pour notre part, fait 4.000 prisonniers.

Nos pertes, comme celles de nos alliés britanniques, sont particulièrement légères.

Sur le Vesle, les troupes américaines se sont emparées de Fismette, où elles ont fait une centaine de prisonniers.

Aviation. — L'aviation française a été, une fois de plus, un auxiliaire précieux de la bataille engagée au sud-est d'Amiens. Malgré une brume épaisse et des nuages bas qui augmentaient les difficultés de la tâche, nos escadrilles ont multiplié les reconnaissances au-dessus des lignes ennemies, intervenant souvent dans la lutte en mitraillant des troupes à terre.

Au cours de combats aériens, quatre avions ennemis et quatre ballons captifs ont été abattus.

Enfin, nos appareils de bombardement de nuit ont jeté près de 10 tonnes de projectiles sur les voies ferrées et les gares de la région de Chaulnes, Nesle, Ham, Roye. Des incendies et des explosions ont été constatés, notamment à Roye et à Nesle.

Communiqué britannique. — Nos progrès continuent sur le front de bataille. Les troupes françaises ont pris Fresnoy-en-Chaussée et les troupes britanniques sont à l'est du Quesnel et de Caix. Au nord de la Somme, l'ennemi offre une résistance à notre avance et de durs combats ont eu lieu entre Chipilly et Morlancourt.

Les prisonniers capturés hier par les armées alliées dépassent 14.000. Le nombre des canons ne peut encore être évalué.

Pendant les dernières journées, l'ennemi a continué à évacuer les positions avancées qu'il tenait sur la Lys.

Notre ligne a été avancée sur tout le front de la rivière Lawe jusqu'à Bourre, au nord-ouest de Merville, sur une profondeur supérieure à 2.000 yards.

Nos troupes tiennent Locon, le Cornemalo, Quentin-le-Petit, Pacaut et le Sart.

La nuit dernière, nous avons effectué une heureuse opération locale au nord de Kemmel, avançant notre ligne à une courte distance sur un front de plus de 1.100 yards et capturant plus de 30 prisonniers.

Dans la matinée, l'armée alliée a renouvelé son attaque sur la totalité du front de bataille au sud de la Somme.

Elle a progressé sur tous les points, en dépit de la résistance croissante de l'ennemi.

Les troupes françaises, étendant leur front d'attaque vers le sud ont pris le village de Pierrepont et le bois qui est au nord. Au nord et au nord-est de cette localité, les troupes françaises ont fait de rapides progrès et réalisé une avance de plus de 4 milles.

Sur le front de la 4e armée britannique, les troupes canadiennes et australiennes se sont emparées, avec un entrain admirable de la ligne des défenses extérieures d'Amiens et les ont dépassées sur une profondeur de 2 milles, après un très dur combat en beaucoup d'endroits.

A la fin de l'après-midi, des troupes d'infanteries françaises et britanniques avaient atteint la ligne générale Pierrepont, Arvillers, Rosières, Rainecourt et Morcourt.

Paris, le 10 août 1918, 14 heures.

Communiqué français. — Nos troupes, opérant à la droite des forces britanniques ont poursuivi leur succès dans la soirée d'hier et dans la nuit.

Nous avons progressé à l'est d'Arvillers et conquis Davenescourt.

Attaquant au sud de Montdidier, entre Ayencourt et la Frétoy, nous avons pris Rubescourt et Assainvillers et atteint Faverolles.

11 août.

Paris, le 11 août 1918, 7 heures.

Communiqué français. — Sur le front de bataille de l'Avre, nos attaques ont continué toute la journée avec un succès grandissant.

Dès ce matin, Montdidier, débordé par l'est et par le

nord, est tombé en notre pouvoir. Poursuivant notre avance victorieuse à la droite des forces britanniques, nous avons porté nos lignes à 10 kilomètres à l'est de Montdidier, sur le front Andechy, La Boissière, Fescamp.

D'autre part, élargissant encore notre action au sud-est, nous avons attaqué les positions allemandes à droite et à gauche de la route de Saint-Just-en-Chaussée à Roye sur un front de plus de 20 kilomètres. Nous avons conquis Rollot, Orvillers-Sorel, Ressons-sur-Matz, Conchy-les-Pots, La Neuville-sur-Ressons, Elincourt, réalisant en certains points une avance de 10 kilomètres.

En trois jours de combats, les troupes françaises ont progressé de plus de 20 kilomètres le long de la route d'Amiens à Roye. Le chiffre des prisonniers qu'elles ont faits dans le même temps dépasse 8.000. Parmi l'énorme matériel abandonné par l'ennemi, nous avons dénombré, jusqu'à présent, 200 canons.

Communiqué britannique. — Dans l'après-midi et dans la soirée d'hier, les armées alliées ont continué leur avance sur tout le front depuis le sud de Montdidier jusqu'à l'Ancre.

Les troupes françaises, attaquant au sud de Montdidier pendant l'après-midi, ont pris le Tronquoy, le Frétoy et Assainvillers. Elles menacent Montdidier par le sud-est. Nos alliés ont fait plus de 2.000 prisonniers dans ce secteur.

Les divisions canadiennes et australiennes ont pris Bouchoir, Meharicourt et Lihons et ont pénétré dans Rainecourt et Proyart.

Dans la soirée, les troupes anglaises et américaines ont attaqué dans le saillant entre l'Ancre et la Somme et ont obtenu un succès immédiat. Dès la tombée de la nuit elles ont atteint tous leurs objectifs, dont Morlancourt et les hauteurs situées au sud-est de cette localité.

Les contre-attaques de l'ennemi dans ce secteur ont été repoussées après de vifs combats.

Le chiffre des prisonniers faits par les Alliés, depuis la matinée du 8 août dépasse 24.000.

Conformément au plan d'opération des Alliés, l'attaque lancée, hier soir, par la droite de la 1re armée française, au sud de Montdidier, a été développée ce matin avec un succès complet.

Enveloppée au nord et au sud-est, la ville de Montdidier est tombée aux mains des Français avant midi, ainsi que beaucoup de prisonniers et un matériel considérable.

Pendant le reste de la journée, l'avance de la 1re armée française a été continuée en coopération avec l'armée française établie sur sa droite et la droite de la 4e armée britannique.

Les troupes britanniques, précipitant la retraite des troupes allemandes au sud de Lihons, ont brisé la résistance ennemie et réalisé de sérieux progrès.

Actuellement, la ligne générale atteinte par les troupes alliées, passe, du nord au sud, par Lihons, Fresnoy-lès-Roye, Lignières, Conchy-les-Pots.

Le nombre des prisonniers s'accroît.

II

Commentaires de Ludendorff.

Le 8 août est le jour de deuil de l'armée allemande dans l'histoire de cette guerre. Je ne vécus pas d'heures plus pénibles, sauf à l'époque des événements qui se déroulèrent sur le front bulgare, à partir du 15 septembre, et qui scellèrent le destin de la Quadruplice.

Le 8 août au matin, par un brouillard épais rendu encore plus opaque par l'émission de brouillard artificiel, les Anglais, principalement des divisions australiennes et canadiennes, et les Français attaquèrent entre Albert et

Moreuil avec de fortes escadres de tanks; pour le reste leur supériorité n'était pas très grande. Ils pénétrèrent profondément dans nos lignes entre la Somme et la Luce. Les divisions qui tenaient ce point se laissèrent complètement enfoncer. Des tanks ennemis, surprirent dans leurs Quartiers Généraux, des États-Majors divisionnaires. La percée s'élargit bientôt au delà de la Luce, les troupes qui se défendaient encore bravement à Moreuil furent débordées. Du côté du Nord, la Somme arrêtait l'ennemi. Nos troupes qui combattaient plus au nord avaient supporté victorieusement le même assaut.

Dès les premières heures de la matinée du 8 août, j'eus devant les yeux un tableau complet de la situation. Il était très triste.

J'envoyai aussitôt un officier d'État-Major sur le champ de bataille pour avoir une idée de l'état de la troupe.

Six ou sept divisions allemandes qu'on pouvait affirmer particulièrement résistantes étaient complètement mises en pièces.

Trois ou quatre autres et les débris des premières étaient prêtes à couvrir le large espace entre Bray et Roye.

La situation était extrêmement grave. Si l'ennemi continuait à attaquer avec quelque vigueur, nous ne pouvions plus tenir à l'ouest de la Somme. Il fallait que la 2e armée tînt là, tandis que la 18e armée replirait son aile droite jusqu'à Roye, son aile gauche restant sur les hauteurs bordant le Matz. On avait prévu ce mouvement pour la nuit du 9 au 10 août. S'il ne réussissait pas, une grande victoire ennemie était possible.

Le 9 août, l'ennemi qui, pour notre bonheur, manqua d'énergie dans l'attaque, continua cependant à gagner du terrain entre Somme et Avre. Au nord de la Somme également, la 2e armée fut forcée de ramener son front un peu en arrière. Elle réussit à former un front continu au sud de la Somme; mais il était peu dense.

Les pertes avaient été très grandes à la 2e armée. Ses

réserves, qui avaient donné, étaient également très éprouvées. Dans quelques divisions, on avait dû mettre l'infanterie en ligne dès son débarquement des autocamions et utiliser l'artillerie sur d'autres points. Les unités étaient embrouillées. On pouvait prévoir qu'il faudrait encore une série de divisions pour renforcer la 2e armée, même si l'ennemi cessait d'attaquer, ce que nous ne pensions pas. En outre, nos pertes avaient été telles, par suite des prisonniers, que le commandement suprême se voyait encore une fois dans la nécessité de dissoudre d'autres divisions pour se donner des renforts Nos réserves s'épuisaient. Par contre, l'ennemi n'avait qu'une dépense de forces très minime. Le rapport des forces avait été considérablement changé à notre désavantage. Plus il arriverait de troupes américaines, et plus ce rapport deviendrait défavorable pour nous. Il n'y avait pas d'espoir d'améliorer réellement notre position par une attaque. Il ne s'agissait donc plus que de tenir. Il fallait nous attendre maintenant à voir les attaques de l'ennemi reprendre. Le succès avait été trop facile. Ses radios exultaient, et proclamaient, à juste titre, que l'esprit de l'armée allemande n'était plus le même. L'ennemi s'était aussi emparé de nombreux documents qui étaient pour lui d'une valeur infinie. L'Entente devait fatalement avoir pris connaissance des difficultés de notre situation au point de vue des réserves; une raison de plus pour continuer infatigablement à attaquer.

L'Officier d'État-Major envoyé sur le champ de bataille m'avait dépeint l'état des divisions qui avaient reçu, les premières, le choc à l'attaque sous des couleurs telles que j'en étais profondément ému. Je fis venir du front à Avesnes, des commandants de divisions et des officiers pour conférer avec eux sur le détail des événements. On me rapporta des exploits témoignant de la plus brillante bravoure, mais aussi des actes que je n'aurai pas cru possible dans l'armée allemande. Je dois l'avouer, certains de

nos hommes s'étaient rendus à des cavaliers isolés, des détachements constitués, à des chars d'assaut. Des troupes, qui se repliaient, avaient crié à une division fraîche qui marchait bravement à l'attaque « briseurs de grève » et « prolongeurs de guerre » mots qu'on devait encore entendre par la suite. En bien des points, les officiers n'avaient plus d'influence et se laissaient emporter.

Le 8 août marqua le déclin de notre force militaire et m'enleva l'espoir, étant donnée notre situation au point de vue des réserves, de trouver des expédients stratégiques qui eussent pu consolider la situation en notre faveur. Au contraire, je fus persuadé que les mesures du commandement suprême, que je pouvais jusque-là établir sur un fonds solide, autant que cela est possible en guerre, péchaient maintenant par la base. La conduite de la guerre prenait donc, selon l'expression que j'employai alors, le caractère d'un jeu de hasard injustifiable que j'ai toujours tenu pour néfaste. La destinée du peuple allemand était un enjeu trop haut pour le hasard. Il fallait terminer la guerre.

Le 8 août, les chefs des armées virent clair, les Allemands comme les ennemis, le général Foch comme moi-même, il l'a dit au *Daily Mail*. La grande offensive de l'Entente, la lutte finale de la guerre mondiale commençait et l'adversaire la poussait avec d'autant plus d'énergie que notre déclin lui apparaissait plus clairement.

Le communiqué du 8 au soir, signalait brièvement que l'ennemi avait fait irruption dans nos lignes sur un large front au sud de la Somme. Le matin suivant, le général Von Cramon m'appela de Bade. Il me fit savoir que mon communiqué avait provoqué à Vienne une grande inquiétude. Je ne pouvais lui laisser aucun doute sur la gravité des événements. Cependant, il me pria de songer à l'effet désavantageux que produirait sur nos alliés l'aveu précis d'un insuccès, car l'Allemagne, seule, leur donnait de la force.

L'impression produite sur nos alliés par les insuccès sur le front occidental, fut très vive : l'Empereur Charles fit savoir son intention de venir à Spa au milieu du mois d'août.

Aussitôt que j'eus une vision complète de tout ce qu'avait produit le 8 août, je me résolus à amener, aussitôt que possible, une explication avec le Chancelier et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Elle eut lieu à Spa, dès le 13 et le 14 août.

Le 13, il y eut un entretien entre le chancelier de l'Empire, le général Feld-Marshall (1), le secrétaire d'État Von Hintze et moi, à l'Hôtel britannique dans le bureau du général Feld-Marshall. Je fis un tableau de la situation militaire, de l'état de l'armée et des conditions qui régnaient chez nos alliés, et je déclarai qu'il ne nous était plus possible d'amener l'ennemi à faire la paix en l'attaquant. On ne pouvait atteindre ce résultat par la défensive, par conséquent, il nous fallait amener la fin de la guerre par la voie diplomatique (2).

(1) Hindenburg.

(2) LUDENDORFF, *Souvenirs de guerre*, t. II, p. 300 et suivantes.

CHAPITRE XIX

LES VICTORIEUX ET LES VICTOIRES

I

Hommages à Foch.

La grande bataille du 8 août où l'ennemi reçut dans son moral le coup décisif dut être ordonnée par Foch le 5 ou le 6, donc le jour même, ou la veille du jour où le *Journal officiel* publiait ce décret :

Article premier: Le général de division Foch(Ferdinand) est nommé Maréchal de France.

Article 2 : le ministre de la Guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 août 1918.

POINCARÉ.

CLÉMENCEAU.

Ce décret était précédé d'un rapport du ministre de la Guerre :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« Le décret du 24 décembre 1916 a fait revivre une première fois (1) la dignité de Maréchal de France. J'ai l'honneur de soumettre à votre signature au nom du Gouvernement et, je peux l'affirmer, au nom de la France entière, un décret conférant au général Foch cette haute récompense nationale. A l'heure où l'ennemi par une offensive formidable sur un front de 100 kilomètres, comptait arracher la décision et nous imposer cette paix allemande qui marquerait l'asservissement du monde, le général Foch et ses admirables soldats l'ont vaincu.

« Paris dégagé, Soissons et Château-Thierry reconquis de haute lutte, plus de 200 villages délivrés, 33.000 prisonniers, 700 canons capturés, les espoirs hautement proclamés par l'ennemi avant son attaque écroulés, les glorieuses armées alliées jetées d'un seul élan victorieux des bords de la Marne aux rives de l'Aisne, tels sont les résultats d'une manœuvre aussi admirablement conçue par le Haut Commandement que superbement exécutée par des chefs incomparables.

« La confiance placée par la République et par tous les alliés dans le vainqueur des Marais de Saint-Gond, dans le chef illustre de l'Yser et de la Somme, a été pleinement justifiée.

« La dignité de Maréchal de France, conférée au général Foch, ne sera d'ailleurs pas une récompense pour les services passés, elle consacrera mieux encore dans l'avenir l'autorité du grand homme de guerre appelé à conduire les armées de l'Entente à la victoire définitive ».

CLEMENCEAU.

Le 11 novembre, après lecture par Clemenceau des

(1) En faveur de Joffre

conditions de l'armistice, la Chambre votait par 495 voix une proposition qui venait d'être adoptée par le Sénat et dont voici la teneur :

Les armées et leur chef;
Le gouvernement de la République;
Le citoyen, Georges Clemenceau, président du Conseil, ministre de la Guerre;
Le maréchal Foch, généralissime des armées alliées ont bien mérité de la Patrie.

Le 21 novembre, par vingt-trois suffrages exprimés, le maréchal Foch et Clemenceau étaient élus membres de l'Académie française.

Le 1er décembre 1918, le roi d'Angleterre, en visite à Paris, remettait à Foch les insignes de l'Ordre du Mérite. L'Ambassade communiqua le texte des paroles qu'en cette circonstance le roi avait prononcées :

MARÉCHAL,

« Je suis heureux de profiter de cette occasion pour vous remettre personnellement les insignes de la plus haute dignité militaire que nous possédons.

« Cette décoration sera pour vous un témoignage de la vive admiration et de la haute estime que mon peuple ressent pour le grand chef militaire qui a conduit les armées anglaises à la victoire. »

Quelques mois plus tard, le 19 juillet 1919, Foch ayant été à Londres, reçut du roi le titre de « Feld Marshall ».

C'était la première fois qu'un Français était inscrit

sur la « Active List » des « officiers généraux de l'armée britannique ».

Foch, dans les annuaires de 1920, y figure à son rang de promotion, le neuvième sur douze. Il est immédiatement précédé de l'Empereur du Japon, maréchal depuis le 1er janvier 1915, et suivi de Plumer, d'Allenby et de H. Wilson dont la promotion fut faite le 31 juillet seulement, onze jours après celle du Capitaine français.

French et Douglas Haig respectivement promus en juin 1913 et janvier 1917, occupent le cinquième et le sixième rang sur la liste.

II

Les armées pendant la bataille de Foch.

COMMANDANT EN CHEF DES ARMÉES ALLIÉES : FOCH

Chef d'État-Major : général Weygand.

Armées françaises.

Commandant en chef : général PÉTAIN ;
Chef d'État-Major : général Buat.
Groupe du Nord. — Commandant : général FAYOLLE.
1re armée : général Debeney ;
3e armée : général Humbert ;
10e armée : général Mangin.
Groupe du Centre. — Commandant : général MAISTRE.
6e armée : général Duchesne, puis général Degoutte;

5e armée : général Micheler, puis général Berthelot, puis général Guillaumat (1) ;

4e armée : général Gouraud ;

9e armée (reconstituée pendant quelques semaines en juin) : général de Mittry.

Groupe de l'Est : Commandant : général de Castelnau.

2e armée : général Hirschauer ;

7e armée : général Gérard ;

8e armée : général B. de Boissoudy.

Armées britanniques.

Chef d'État-Major impérial : général H. Wilson.

Commandant en chef : Feld Marshall Douglas Haig.

Commandant des armées britanniques :

Généraux Horne, Plumer, Byng, Rawlinson, Birdwood.

Armées américaines.

Commandant en chef : général Pershing.

Commandant d'armée : général Bliss.

Armée belge.

Commandant en chef : Sa Majesté, le roi Albert.

Corps italien.

Commandant : le général de Robilant.

(1) Après l'envoi du général Berthelot en Roumanie.

III

Les vainqueurs après la victoire.

Foch, maréchal de France, conserve le titre e l'emploi de commandant en chef des Armées alliée (armées d'occupation de la rive gauche du Rhin)

Joffre, maréchal de France, est à la disposition d Ministre.

Pétain, maréchal de France, est Président du Con seil supérieur de la Guerre.

Membres du Conseil. — Par décret publié à l'*Officie* du 31 janvier 1920, André Lefèvre, ministre de l Guerre, a nommé membres du Conseil supérieur de l Guerre les généraux Berthelot, B. de Boissoudy, Buat Debeney, Degoutte, Guillaumat, Humbert, Maistre Mangin, Nivelle.

Les neuf premiers généraux furent avec Pétain Castelnau et Fayolle, les compagnons de Foch, pen dant les 230 grandes journées de 1918. Le dixième Nivelle, fut le commandant en chef de l'offensiv d'avril 1917 (1).

(1) *Voir Nivelle et Painlevé. Deuxième Crise du Commandement.* L'en trée de Nivelle, au Conseil supérieur de la Guerre a fait justic de toutes les attaques que Painlevé avait dirigées contre c général. A propos de ces attaques, M. Jean Norel a écrit, e décembre 1919, dans le *Mercure de France :* « Ce qu'il serai capital de connaître..., ce sont les raisons qui ont fait accep ter [par Painlevé], après un examen prolongé, un plan don il est assez vain de rire aujourd'hui, après avoir eu le pou voir de s'opposer à son exécution. »

Trois chefs, grands parmi leurs pairs, ne figurent pas sur la liste des membres du Conseil supérieur de la Guerre : Castelnau, Fayolle, Gouraud.

Castelnau, maintenu en activité sans limite d'âge, avait été élu député de l'Aveyron le 19 novembre 1919, puis Président de la Commission de l'Armée de la Chambre. Appelé à contrôler les actes du Ministre, il ne pouvait pas, en entrant au Conseil supérieur de la Guerre, devenir son subordonné.

Fayolle était général de brigade en retraite en 1914. Rappelé à l'activité, il fut nommé bientôt après général de division à titre temporaire, et il exerça successivement le commandement de plusieurs armées, puis de deux Groupes d'armées. Pendant la grande campagne de Foch, il commandait le groupe qui fut d'abord le Groupe de Réserve, puis reprit le nom de Groupe du Nord. Sous sa direction opérèrent Debeney (1re armée), Humbert (3e armée), Mangin (10e armée).

Après la signature de la paix avec l'Allemagne, Fayolle, qui avait commandé, de novembre 1918 à juin 1919, l'armée française d'occupation en Allemagne, rentra dans le cadre de réserve avec le grade et avec la pension de général de brigade. C'était une rétrogradation infligée par la loi à un grand chef aux services inappréciables. L'opinion s'émut de cette ingratitude légale. Le 27 février 1920, André Lefèvre, ministre de la Guerre, faisait voter une loi rappelant le général Fayolle à l'activité, sans limite d'âge, dans le grade de général de division.

Commandant de la 4e armée qui, en contenant

l'attaque du 14 juillet 1918, permit la riposte victorieuse que Foch fit commencer par Mangin le 18, Gouraud serait entré au Conseil supérieur s'il n'avait pas été nommé au commandement de l'armée de Cilicie. Les membres du Conseil doivent résider à Paris ou être employés, comme l'est Degoutte sur le Rhin, à des missions qui leur permettent d'assister aux séances : Gouraud ne pouvant pas venir à Paris « entre deux trains », il n'a pas été possible de lui donner cette année la place à laquelle il a droit à côté de ses camarades de devoir et de victoire.

Deux autres commandants de 1918 ne font pas partie du Conseil Supérieur de la Guerre : Hirschauer (2e armée) parce qu'il avait été élu sénateur d'Alsace en décembre 1919; Gérard (7e armée) parce qu'il avait été atteint par la limite d'âge.

IV

Les batailles de 1918.

La section historique de l'État-Major a dressé le tableau des batailles de la Grande Guerre sur le front d'Occident et leur a donné les appellations qu'elles devront garder dans l'histoire. Nous reproduisons la partie de cette nomenclature qui a rapport à la campagne de Foch (mars-novembre 1918) :

1° Bataille de l'Avre 26 mars- 5 avril ;
2° Première bataille de Noyon (26 mars) ;
3° Bataille des Flandres (9 avril-juin) ;

4° Bataille de l'Aisne (27 mai-juin) (1) ;
5° Bataille du Matz (9 juin) ;
6° Batailles de la Montagne de Reims et de Prosnes-Massiges (15-18 juillet) ;
7° Bataille du Soisonnais et de l'Ourcq (18-28 juillet) ;
8° Bataille du Tardenois (29 juillet-6 août) ;
9° Batailles de Montdidier (8-15 août) ;
10° Deuxième bataille de Noyon ou bataille de l'Oise et de l'Ailette (20 août) ;
11° Bataille de Savy-Dallon-(10 septembre) ;
12° Bataille de Vauxaillon (14 et 15 septembre) ;
13° Bataille de Saint-Mihiel (12-13 septembre) ;
14° Bataille de Montfaucon (26 septembre-15 octobre) ;
15° Bataille de Sommepy (24 septembre-15 octobre) ;
16° Bataille de Château-Thierry (20 septembre-4 octobre) ;
17° Bataille de Saint-Quentin (25 septembre-4 octobre) ;
18° Bataille du Mont d'Origuz (15-20 octobre) ;
19° Bataille de la Serre (20-30 octobre) ;
20° Bataille de Chesne et de Buzancey (1er-5 novembre) ;
21° Deuxième bataille de Guise (4-5 novembre) (2) ;
22° Bataille de Thiérache (6-11 novembre) ;
23° Bataille de Mézières (8-11 novembre) ;
24° Bataille des Crêtes de Flandres (27 septembre-1er octobre) ;

(1) Les deux premières batailles de l'Aisne avaient été livrées, la première en septembre 1914 après la Marne par Joffre ; la seconde, par Nivelle, le 16 avril 1917.

(2) La première avait été livrée et gagnée par Lanrezac, le 29 août 1914.

25° Bataille de Roulers (14-15 octobre) ;
26° Bataille de la Lys et de l'Escault (20 octobre-11 novembre).

V

La victoire sans nom.

Ces dénominations, exactes du point de vue topographique, sont à un autre égard imparfaites. Il n'en est aucune qui frappe l'œil, l'oreille, l'imagination, qui se grave dans la mémoire. Napoléon, plus artiste, s'asservissait moins à la topographie dans le choix des noms qu'il donnait à ses batailles. On se battit en 1805 bien en avant d'Austerlitz. La bataille se livra sur le plateau de Pratzen et pivota dans la direction d'un village appelé Aujedz. Jamais le grand connaisseur d'hommes qu'était Napoléon n'aurait consenti à appeler sa victoire Aujedz, à lui donner un nom que les Français auraient eu de la peine à retenir. Restait Pratzen qui n'était pas sans quelque sonorité, mais il y avait Austerlitz, dont la désinence rapide et fugace scintille comme la déchirure en zigzags que l'éclair fait dans le nuage.

Bien que la petite ville d'Austerlitz fût restée en dehors du champ de bataille, c'est son nom étrange, mais séduisant par son étrangeté même et par son éclat, qui fut donné à la première Victoire Impériale.

En 1812, la bataille qui nous ouvrit le chemin de Moscou se livra à quelque distance de la rivière de la Moskowa, mais surtout sur une autre rivière appelée

la Kolocza, et son point central fut à Borodino. Entre ces trois noms, l'Empereur prit le plus joli, peut-on dire : la Moskowa, qui faisait penser à Moscou, qui résonnait comme une appellation latine et qui avait sur Kolocza la supériorité de la douceur sur la dureté dans la prononciation.

En 1815, pas un coup de fusil n'est tiré à Waterloo. Ce village est à 2 kilomètres et demi du champ de bataille ; Wellington y a établi son quartier général, les lieux où l'on se bat sont le mont Saint-Jean, la Haie Sainte, le ferme de Hougoumont. Napoléon écarte ces trois noms et prend le quatrième, Waterloo, dont la sonorité assourdie et triste convient à la grande infortune dont il perpétuera le souvenir.

Pour les batailles de 1918, il n'en est aucune dont le nom soit évocateur de la victoire totale. Cette grande victoire des 115 jours de l'offensive de Foch demeurera-t-elle donc anonyme ?

Topographiquement, oui.

Il n'est pas une des armées engagées qui n'ait remporté sa victoire ou ses victoires : Bliss, l'Américain ; Robilant, l'Italien ; Gouraud, Berthelot, Guillaumat, de Mitry, Debeney, Mangin, Humbert, Degoutte, les Français ; Horne, Plumer, Byng, Rawlinson, Birdwood, les Anglais ; et au-dessus de ces chefs d'armées particulières, les grands chefs : le roi Albert, Douglas Haig, Pershing, Pétain, Maistre, Fayolle ; chacun des

(1) Castelnau et ses deux commandants d'armée Hirschauer (2e) et Gérard (8e) n'eurent pas le temps d'entrer dans la bataille.

généraux qui figurent sur cette glorieuse table apport sa contribution à l'œuvre commune. Nous apprendron sans doute plus tard que telle journée sur laquell nous n'avons eu qu'un communiqué de vingt lignes a vu une victoire aussi importante que celle d'Auerstaedt Toutes ces victoires particulières recevront des noms Seule la victoire générale n'en aura pas. Chacun de commandants d'armées : anglais, américain, belge français, italien, sera célébré comme le vainqueur d telle ou telle bataille qui, elle, ne sera pas anonyme chacun d'eux aura sa victoire ou ses victoires. Les his toriens démembreront la grande victoire pour faire honneur à chacun de ses artisans de la partie qu'il aura jouée. Mais l'ordonnateur de toutes ces armées mais l'insufflateur de volonté, mais le vainqueur enfin à quelle victoire son nom est-il attaché ? Il est présen par l'esprit dans toutes les batailles des autres dont i a donné l'ordre et le signal ; il est dans toutes les victoires partielles dont les noms passeront dans les manuels d'histoire de chaque pays et son nom ne sera attaché à aucune de ces victoires. Il planera au-dessus de tous les champs de bataille où se sera livrée la « bataille de Foch ».

Ce nom : « bataille de Foch », il serait juste qu'il fût retenu par l'histoire et qu'il entrât dans l'enseignement, car il exprimerait bien la vérité. Les vingt-six batailles qui marquèrent les « cent quinze jours » de l'offensive de Foch sont les facteurs d'une addition merveilleuse dont le total doit s'inscrire : « Victoire de Foch ».

Ce sera la première fois dans l'histoire que pareille

appellation apparaîtra. Mais la bataille des Cent quinze jours ayant été trop grande, trop dispersée pour recevoir le nom d'une plaine ou d'une ville, ou d'un fleuve, il faut, si on ne veut pas qu'elle se promène dans la mémoire des hommes comme une enfant abandonnée, sans père connu et sans nom, il faut lui donner le nom du capitaine français sans qui elle n'aurait peut-être pas été gagnée si vite ni si complètement.

VI

Les prisonniers et prises.

Dans les vingt-six batailles qui libérèrent la France et la Belgique, les armées alliées : françaises, anglaises, belges, américaines et le corps d'armée italien, ramassèrent un butin immense :

Du 15 juillet au 31 octobre 1918 seulement, les armées firent prisonniers 7.990 officiers et 354.395 hommes valides.

Elles prirent 6.217 canons, 38.622 mitrailleuses et 3.907 lance-mines.

VII

Le 1561e jour.

Voici les derniers « communiqués ». Ils furent publiés le 12 novembre et se rapportaient aux événements de la veille, le 1.561e jour de la guerre.

COMMUNIQUÉS FRANÇAIS

2 heures du soir.

A l'est de la forêt de Rélon, nous avons atteint la frontière belge.

Les troupes italiennes sont entrées à Rocroi.

A la suite de durs combats, nous avons forcé les passages de la Meuse entre Vrigné et Lumes.

11 heures du soir.

Au 52e mois d'une guerre sans précédent dans l'histoire, l'*Armée française avec l'aide de ses alliés à consommé la défaite de l'ennemi*. Nos troupes animées du plus pur esprit de sacrifice, donnant pendant quatre années de combats ininterrompus, l'exemple d'une sublime endurance et un héroïsme quotidien, ont rempli la tâche que leur avait confié la Patrie.

Tantôt supportant avec une énergie indomptable les assauts de l'ennemi, tantôt elles attaquent elles-mêmes et forçant la victoire elles ont, après une offensive décisive de quatre mois, bousculé, battu et jeté hors de France la puissante armée allemande et l'ont contrainte à demander la paix.

Toutes les conditions exigées pour la suspension des hostilités ayant été acceptées par l'ennemi, l'armistice est entré en vigueur aujourd'hui à 11 heures.

COMMUNIQUÉ AMÉRICAIN

En exécution des termes de l'armistice, les hostilités sur le front des armées américaines ont été suspendues à 11 heures du matin.

COMMUNIQUÉS BRITANNIQUES

Londres, après-midi.

De très bonne heure, ce matin, les troupes de la 1er armée (général Horne) se sont emparées de Mons.

Soir.

Les hostilités ont été suspendues ce matin à 11 heures...

A cette heure, nos troupes avaient la ligne générale suivante : Frontière franco-belge, est d'Avesnes, Jeumont, Jivry, à 4 milles à l'est de Mons, Chièvres, Lessines, Grammont ?

LA FIN DES HOSTILITÉS SUR LE FRONT D'ORIENT

(Officiel) Salonique, 12 novembre.

Pendant les journées des 9 et 10 novembre, les troupes serbes qui ont franchi le Danube au nord de Semendria, ont refoulé les forces allemandes et ont atteint la région de Weisskirchen.

Plus à l'est, l'avant-garde de l'armée franco-anglaise du Danube, après un combat avec des troupes allemandes, a forcé le passage du fleuve à Routchouk, Sistova et Turnumagurele, et a pénétré en Valachie en même temps que l'armée roumaine mobilisait.

Les hostilités ont cessé sur le front d'Orient le 11 novembre à 11 heures. L'offensive générale avait débuté, en Macédoine, le 15 septembre. Au cours de cinquante-sept jours de durs combats, les armées alliées d'Orient ont étendu progressivement leurs opérations sur un front de 1.500 kilomètres, de la mer Égée à la mer Noire, au Danube et à l'Adriatique ; malgré les fatigues et les privations de toutes sortes dues à la nature du terrain, à la rareté et à l'état des communications, elles ont successivement écrasé la Bulgarie, délivré la Macédoine Orientale, la Serbie et le Monténégro, isolé la Turquie, participé à la défaite de l'Autriche et de l'Allemagne. Elles viennent enfin de tendre la main à la Roumanie libérée.

APPENDICES

I

JAURÈS ET KARL FICKE

Dans le premier volume des *Fragments d'Histoire* (1) nous avons conté la trouvaille faite au Maroc dans le coffre-fort d'un espion allemand, Karl Ficke, d'une correspondance de Jaurès.

Cette anecdote fut reproduite pendant six mois par différents journaux. Quand elle eut bien circulé, en toute liberté, M. Albert Thomas, paraît-il, se risqua à la démentir dans une réunion électorale à Albi.

Après M. Albert Thomas, vint M. P. Renaudel qui fit la même chose que son collègue. M. Charles Maurras ayant alors, dans *l'Action française*, demandé si M. Mermeix maintenait son récit, les lettres suivantes lui ont été adressées.

* *

2 décembre 1919.

Mon cher Confrère, je ne dois pas nommer les personnes qui me donnent les renseignements d'après lesquels

(1) *Joffre. Première Crise du Commandement.*

j'écris mes livres. Tout ce que je puis dire c'est que sur la saisie des lettres de J. Jaurès dans le coffre-fort de Karl Ficke, j'ai puisé à une source d'information tellement sûre que je ne puis accepter aucun démenti.

Cela dit, je ferai remarquer :

1° Que la première édition de *Joffre* a paru au mois de mai 1919 ;

2° Que, pendant six mois, aucune rectification — que j'aurais volontiers publiée dans une des éditions qui ont suivi la première — ne m'a été adressée, ni par la famille de M. Jaurès, ni par aucun de ses amis du premier degré, ni par les rédacteurs du journal qu'il a fondé et où sa mémoire est honorée ;

3° Que c'est seulement après six mois écoulés que quelqu'un vient dire : « L'histoire des lettres de Karl Ficke est une invention, une légende : pas une ligne de Jaurès ne figurait au dossier de Karl Ficke » ;

4° Que cette tardive et surprenante assertion n'est pas produite à Paris, où elle aurait pu être relevée tout de suite, mais qu'elle est produite à Albi, dans une réunion électorale dont nous n'aurions jamais rien su si un de vos correspondants ne vous en avait pas rendu compte.

De toutes les affirmations qui sont prêtées à M. Albert Thomas, une seule pourrait se soutenir, mais à condition d'admettre que M. Albert Thomas aurait joué sur les mots.

Il est possible que les lettres de Jaurès n'aient pas été versées aux débats, que le Conseil de guerre ne les ait pas connues. Dans ce sens, elles ne figureraient pas au dossier de Karl Ficke, au dossier sur lequel il a été jugé.

Mais ces lettres ont passé sous les yeux des membres du parquet militaire ; elles ont été déposées au greffe de ce parquet au Maroc. Pour dire le contraire, il faut que M. Albert Thomas ait été bien mal renseigné...

*
* *

4 décembre 1919.

M. Renaudel prétend que M. Pichon lui aurait dit que « parmi les papiers de Karl Ficke il n'y avait aucune lettre de Jaurès ».

Je ne suis pas ému par cette déclaration prêtée à M. Pichon, et je ne serais pas plus ému si M. Pichon lui-même venait dire qu'il a bien tenu le propos qu'on lui attribue.

Je n'avais jamais attaqué Jaurès de son vivant : je n'aurais pas voulu l'attaquer mort. Mais j'ai appris en 1915 un fait qui prouvait qu'avant la guerre les agents allemands savaient s'introduire dans la confiance des hommes qui exerçaient de l'influence sur nos affaires et que Jaurès, qui était l'un de ces hommes, avait manqué de clairvoyance.

Dans mon livre, je n'ai pas dit autre chose. J'y ai même exprimé cette opinion qu'à l'esprit de personne l'idée ne pouvait venir que Jaurès avait sciemment entretenu des rapports avec un espion allemand. On ne peut donc pas me prêter de mauvaises intentions contre la mémoire de Jaurès.

Quant au fait, je ne rétracterai jamais le récit que j'en ai fait, parce que j'ai la certitude que des lettres de Jaurès ont été trouvées dans le coffre-fort de Karl Ficke. J'ai été renseigné par un personnage à qui un de ceux qui ont tenu les lettres entre leurs mains avait raconté dans quelles conditions il avait été procédé — et par qui — à l'ouverture du coffre-fort.

J'avais noté cette confidence le jour qu'elle me fut faite.

Avant de l'utiliser dans mon livre, je me suis permis à plusieurs reprises, en 1916, 17, 18, de poser à mon émi-

nent informateur la question de la trouvaille faite dans les papiers de Karl Ficke. Chaque fois la même réponse m'a été donnée, conforme au premier récit, sans aucun changement, avec une assurance et une précision telles que si j'avais eu un doute il aurait été dissipé.

Je me suis borné à dire qu'on avait trouvé les lettres et qu'elles avaient été au greffe de la justice militaire du Maroc. En ont-elles été enlevées ? Ont-elles été apportées à Paris ? Je l'ignore.

Les déclarations de M. Albert Thomas et de M. Renaudel (ce dernier faisant parler M. Pichon) donnent à penser que les lettres ont peut-être disparu. Comme elles n'apportaient aucune charge contre Karl Ficke, elles ont pu, comme je vous l'ai déjà écrit, ne pas être versées au « dossier » de l'espion. Ensuite elles ont pu être rendues à la famille de M. Jaurès, car des lettres sont la propriété indivise du scripteur et du destinataire. Le destinataire n'étant plus, dans le cas qui nous occupe, il ne restait plus que le scripteur dont la succession était fondée à réclamer des pièces que la justice n'avait pas retenues.

Si la restitution des lettres a été faite (et quand ? et par ordre de qui ?) on s'expliquerait qu'après un si long silence les amis de M. Jaurès trouvent de la voix et de l'assurance pour nier les rapports de leur ami avec Karl Ficke.

Je vous soumets cette hypothèse et en vous affirmant une fois de plus que, sur les relations Ficke-Jaurès, j'ai écrit d'après des informations d'une sûreté indiscutable, je vous prie d'agréer, mon cher Confrère, l'expression de mes sentiments de meilleure confraternité.

*
* *

Avant de publier ici ces lettres, l'auteur a tenu à entendre une fois de plus, au mois de mars 1920, le personnage éminent qui l'avait renseigné. Ce personnage, tout

en demandant encore que son nom ne fût pas jeté dans une de ces polémiques, qui, avec certains, prend si vite des formes discourtoises, a répété ce qu'il avait déclaré déjà à quatre ou cinq reprises :

1° Qu'un Français, un civil, homme honorable, portant un nom très connu, avait été requis par la justice militaire au Maroc pour ouvrir le coffre-fort de Karl Ficke à l'aide d'un instrument que ce civil était seul à posséder ;

2° Que cet auxiliaire temporaire de la justice avait tenu dans ses mains les lettres de Jaurès à Karl Ficke ;

3° Que cet auxiliaire de la justice avait fait ensuite lui-même au personnage qui avait renseigné l'auteur des *Fragments d'Histoire* le récit de cette opération de serrurerie et de justice ;

4° Que le fait de la trouvaille des lettres de Jaurès dans le coffre-fort de Ficke était certain puisque la révélation en avait été faite par l'homme même qui avait fait cette trouvaille ;

5° Qu'en conséquence et enfin, malgré les dires de MM. Albert Thomas et Renaudel, le récit, fait dans les premiers *Fragments d'Histoire* de l'ouverture du coffre-fort de Karl Ficke, devait être intégralement maintenu.

Après ces déclarations faites en mars 1920, qui confirment toutes les déclarations antérieures sur l'existence de la correspondance Ficke-Jaurès, l'auteur ne peut que *maintenir intégralement son récit.*

Le fait d'avoir été en correspondance, avant la guerre, avec un Allemand, laisse voir que Jaurès était trop confiant ; mais ce fait ne porte aucune atteinte à l'honneur du chef socialiste. Car on n'est pas coupable d'avoir été trompé.

Si quelques personnes voulaient prêter à l'auteur de mauvaises intentions contre Jaurès, il les renverrait, pour toute réponse, à son livre *le Socialisme ; exposé du Pour et du Contre*, où le rôle de Jaurès dans la formation du Parti Unifié est exposé avec une impartialité que les

socialistes ont reconnue et que d'autres ont reprochée à l'auteur ; il rappellerait encore qu'après la mort de Jaurès, il écrivit au Secrétaire général de *l'Humanité*, qui était alors M. Duc-Quercy, pour exprimer la réprobation que lui inspirait l'acte de Villain.

L'auteur a parlé des lettres de Jaurès à Karl Ficke seulement parce qu'elles existaient. C'est un fait qu'il a publié, sans aucune arrière-pensée.

II

SUR LA BATAILLE DE VERDUN

A propos d'un paragraphe *du 1er Fragment d'Histoire* (1) nous avons reçu cette note :

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA 72e D. I. LORS DE L'ATTAQUE DE VERDUN PAR LES ALLEMANDS LE 21 FÉVRIER 1916

1° Le front de la 72e D. I., au moment de l'attaque, ne s'étendait plus jusqu'à Ornes, mais était limité à l'ouest par la Meuse, à l'est par la route de Ville-devant-Chaumont à Vacherau-ville, cette route exclue;

2° Il ne fut pas donné d'ordre d'évacuation de la ligne Samogneux-ferme d'Anglemont. Voici le texte de l'ordre donné par le général commandant la 72e D. I. au colonel commandant la 143e B. I.

23 février — 0 h. 45.

En raison de l'avance des Allemands au sud d'Haumont, le 351e bataillon d'infanterie évacuera Brabant et se retirera par échelons en arrière de Samogneux qui devra être tenu et défendu à outrance ainsi que la ligne intermédiaire des C. E. Le colonel commandant la 143e B. I. fera prendre toutes dispositions pour que ce mouvement de repli s'exécute dans le plus grand ordre.

(La ligne intermédiaire des C. E. tracée à contre-pente au nord du ravin de Samogneux et au sud de la ferme d'Anglemont,

(1) *Joffre. Première Crise du Commandement.*

était établie entre la première ligne jalonnée par le village de Brabant, la corne sud du bois de Consenvoye, la lisière nord du bois d'Haumont et la portion nord du bois des Caures et la 2e ligne jalonnée par le village de Samogneux, la Cote 344, la ferme Mormont la lisière nord du bois des Fosses.)

3° La défense de Samogneux fut assez énergique pour que le 24 février le général commandant la 72e D. I. reçût le message téléphonique suivant :

4 heures (matin).

« Le général Herr et le général Chrétien (commandant, le 30e CA.) chargent le général Bapst de transmettre au lieutenant-colonel Bernard (commandant le 351e d'infanterie) l'expression de leur admiration pour sa conduite héroïque et celle de ses troupes à Samogneux. Ils demandent qu'on fasse le nécessaire pour le lui faire savoir. »

Ce message ne put être transmis au lieutenant-colonel Bernard qui venait d'être fait prisonnier.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE

DU COMMANDEMENT UNIQUE

ET

DU TROISIÈME VOLUME

DES FRAGMENTS D'HISTOIRE

Janvier-avril 1920.

SOUS PRESSE (pour paraître en juillet)

LE COMMANDEMENT UNIQUE

DEUXIÈME PARTIE

SARRAIL ET LES ARMÉES D'ORIENT

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

L'Alliance et l'Entente.

Pages

Les trois Empereurs. — La Triplice. — Différence entre les Alliances et les Ententes. — Transformation automatique des Alliances en coalitions. — Les Ententes ne rendent pas cette transformation obligatoire. — L'Alliance franco-russe eut plutôt le caractère d'une Entente. — L'accession de l'Angleterre au groupement franco-russe en accentua le caractère non offensif . . 1

CHAPITRE II

Les deux coalitions.

Suprématie de l'Allemagne dans sa coalition avec les Puissances centrales. — Son apport en puissance militaire et en ressources financières est plus considérable que tous les apports réunis de tous ses alliés. — Partout elle commande, avec quelques ménagements dans la forme pour les Souverains et les chefs militaires. — Son mépris pour les armées austro-hongroises.

Pages.

— Témoignage à ce sujet de Ludendorff. — François-Joseph humilié et résigné. — Velléités de révolte chez l'Empereur Charles. — Toutefois, aussi longtemps qu'il espère que l'Allemagne sera victorieuse et qu'il croit qu'elle présidera au partage du butin de guerre, le Habsbourg reste dans la suite du Hohenzollern. — La coalition franco-anglo-russe, à la différence de la coalition austro-hongroise, est un groupement de puissances d'apports égaux. — La France apporte la force militaire continentale, l'Angleterre garantit avec la sécurité des mers pour les Alliés leurs approvisionnements en vivres et en matières premières. — Autres apports de l'Angleterre. — Les réservoirs d'hommes de son Empire. — Pronostic défavorable à l'Allemagne que l'entrée de l'Angleterre dans la guerre inspire aux Neutres. — L'Angleterre n'a pas fait la guerre pour nous; elle l'a faite pour sa propre conservation. — Prétention de Guillaume II à la domination des Mers. — Croissance de l'industrie et du commerce allemands plus rapide que le progrès économique de l'Angleterre. — La rivalité des usines et des magasins conduit à la rivalité politique. — Efforts de quelques Anglais pour que leur pays se préparât à une guerre avec l'Allemagne, qui leur semblait inévitable. — Lord Roberts, le socialiste R. Blatchford, lord Northcliffe. — L'Angleterre crée une armée territoriale mais n'augmente pas son armée active. — Devoir pour l'Angleterre envers elle-même de ne pas laisser l'Allemagne s'établir sur le Pas-de-Calais. — Son prestige, son commerce, sa puissance, son existence mis en péril si l'Allemagne était victorieuse. — Les Conservateurs ont depuis longtemps la prévision de ce péril. — Les radicaux-pacifistes au pouvoir sont hésitants. — L'invasion de la Belgique les fait sortir de leur perplexité. — Edward Grey moralise la guerre. — Nos autres alliés : Russie, Serbie, Belgique. — La question du commandement unique ne se pose en Occident qu'entre Britanniques et Français. 7

CHAPITRE III

Les coalitions dans l'Histoire.

Pages

La coalition d'Aétius contre Attila. — Difficultés que le Patrice eut à surmonter pour réunir contre le nouvel envahisseur les rois barbares établis en Gaule. — Différence entre l'agglomération de peuplades formées autour d'Attila et une coalition. — Les Croisades ne furent pas des coalitions. — Don Juan d'Autriche, fils de Charles-Quint, et la coalition chrétienne. — Malgré la pluralité des États, les guerres de Charles-Quint ne furent pas des coalitions, car tous ces États avaient le même maître, obéissaient à la même volonté. — Dans ses trois grandes guerres, Louis XIV eut à combattre des coalitions. — Dissolution de la plus redoutable de ces coalitions sous l'action de vices internes qui minent toujours les coalitions. — La France et la Prusse coalisées contre l'Autriche en 1741. — L'Autriche, la France et la Russie coalisées contre la Prusse en 1756. — La Prusse sauvée à son tour par les vices qui rongent les liens entre coalisés. — Les sept coalitions contre la France de 1792 à 1815. — Les cinq premières sont dissoutes par nos victoires mais aussi par le jeu de forces latentes 26

CHAPITRE IV

La formule de Schwartzenberg.

La coalition de 1813-1814 contre Napoléon est la coalition type parce que toutes les faiblesses des coalitions y sont rassemblées. — Les coalisés se défiant les uns des autres n'osent pas s'avouer leurs convoitises. — Dernière venue dans la coalition, l'Autriche en fait décerner le commandement en chef à son maréchal Schwartzenberg. — Formule équivoque de l'investiture

Pages.

donnée à Schwartzenberg. — Prétentions de Bernadotte, commandant de l'armée du Nord, au commandement en chef. — Il faut le payer pour qu'il s'en désiste. — Malgré son titre de commandant en chef, Schwartzenberg conserve le commandement particulier de l'armée de Bohême. — Blücher, commandant en chef de l'armée de Silésie. — Différence de caractère entre l'Autrichien et le Prussien. — Chacun d'eux a son plan d'invasion et d'opérations en France. — Schwartzenberg est si peu le chef que les souverains alliés décident que les deux plans seront réalisés simultanément. — Blücher se fait battre. — Schwartzenberg lui donne le moyen de rétablir ses affaires. — En suite de quoi le plan de Blücher prévaut sur celui de son chef. — Mais Blücher, parti trop tôt, subit trois défaites. — Schwartzenberg se hâte de reculer sous la pression de Napoléon qui, en ayant fini avec l'armée de Silésie, est revenu sur l'armée de Bohême. — On parle d'armistice, mais l'Empereur de Russie, à la suggestion de Blücher, fait adopter un nouveau plan d'offensive. — Des renforts sont nécessaires. — On les demande à Bernadotte qui ne cède quelques troupes que contre un supplément de subsides 37

CHAPITRE V

La formule de French.

Instructions que French, commandant en chef du corps expéditionnaire en France, reçoit du ministre Lord Kitchener. — French ne doit jamais se placer sous les ordres d'un général allié. — États de service de French. — Convention militaire entre les États-Majors britannique et français. — Elle préparait l'intervention de l'Angleterre dans une guerre de la France contre l'Allemagne, mais ne rendait pas cette observation obligatoire. — Après la déclaration de guerre de l'Angleterre les accords faits pour l'exécution de la Convention

Pages.

sont mis en discussion. — Conférence des Etats-Majors anglo-français du 10 août. — Proposition de Kitchener et de Douglas Haig. — French, appuyant le représentant de Joffre, obtient qu'on s'en tiendra au plan arrêté dans la Convention. — Lord Kitchener. — Son grand passé de soldat et d'administrateur. — Ses vues, étendues dans sa spécialité professionnelle, sont courtes dans le domaine politique. — Son opposition à la continuation de l'expédition de Macédoine en 1915. 47

ANNEXE AU CHAPITRE V

Instructions de Kitchener à French. 53

. . . . . .

CHAPITRE VI

French et Lanrezac.

Les commencements malheureux de la campagne fortifient chez French le sentiment de son indépendance. — Lanrezac. — Situation difficile dans laquelle se trouva ce général. — Il avertit le G. Q. G. du mouvement enveloppant de Von Kluck. — Il est obligé de rompre le combat et de battre en retraite pour sauver son armée. — Valeur du service que par cette décision spontanée il rendit au Pays. — Première rencontre de French et de Lanrezac. — Rapports difficiles entre un maréchal à qui ses instructions et son grade confèrent une complète indépendance, et un général de division à qui, en fait, ce maréchal doit se subordonner. — « Monsieur le Maréchal ». — « Mon cher général ». — Contraste entre Lanrezac et French. — Leur première entrevue. — Refus du Maréchal de faire un dispositif que désirait le général. — Malheureuses journées du 21 au 25 août. — Les forces françaises engagées malgré les ordres du Général commandant la 5e armée. — Lanrezac, menacé un moment sur ses deux ailes, ordonne la retraite. — L'armée britannique. — Son excellente qualité. — Après la bataille de Mons, elle suit le mouvement de retraite de l'armée française et

Pages.

bientôt, ayant accéléré sa marche, French prend de de l'avance sur Lanrezac dont le flanc gauche reste découvert. — Devoir de French de ménager ses effectifs. — L'Angleterre ne pense pas encore à la conscription. — Une demande de coopération de Lanrezac est repoussée par French. — Deuxième entrevue de French et de Lanrezac. — L'incident du 28 août entre les deux généraux. — Le même jour, Joffre prie French de s'arrêter. — Refus de French. — Il consent pourtant à rester dans la ligne entre la 5e et la 6e armée. — Proposition que fait Smith Dorrien de rembarquer le corpsexpéditionnaire. — French télégraphie à Kitchener qu'il pense à se replier sur ses « bases ». 56

ANNEXE AU CHAPITRE VI

Sur Lanrezac, par le Général de Maud'huy. 71

CHAPITRE VII

French — Joffre — Gallieni.

Le 30 août, Joffre fait connaître à French son ardent désir de le voir rester dans la ligne de combat. — Refus de French. — Les instances de Joffre renouvelées le 31. — Poincaré les appuie par un message personnel. — French refuse encore, « ses renforts ne lui étant pas arrivés ». — Lord Kitchener à Paris. — Conférence de Kitchener avec French, Sir Francis Bertie, Viviani et Millerand, le 1er septembre. — Revirement surprenant chez French. — Il propose un plan inspiré des propositions qu'il a repoussées la veille et l'avant-veille. — Joffre ne peut pas accepter ce plan. — Sa lettre à French. — Explication vive entre Kitchener et French. — L'ambassadeur sir Francis Bertie prend le parti de French. — Kitchener cède. — Préparation de la bataille de la Marne. — Lettres de Joffre et de Gallieni à French. — Ignorance dans laquelle reste Gallieni des instructions du Maréchal. — Gallieni à Melun le 4 septembre. — Il ne rencontre pas French. — Les visites se succèdent à l'État-Major britannique : un officier de liaison de Joffre, puis Maunoury, enfin Joffre viennent conférer avec le Maréchal. — « Prière instante » que lui adresse Gallieni. — Glorieuse participation de l'armée britannique à la victoire de la Marne. — Étonnement des généraux français devant cette indépendance de French. — Elle est justifiée par ses instructions 76

Pages.

ANNEXE AU CHAPITRE VII

Lettres de French, Joffre, Gallieni 87

CHAPITRE VIII

L'Angleterre n'est plus une île.

Bienfaisant effet de la victoire de la Marne sur les relations des États-Majors. — Impression que Joffre avait faite sur l'esprit de French à leur première rencontre. — Idée que l'on se fait dans l'armée britannique du « bienfait » que l'on apporte à la France. — Après la Marne, c'est avec enthousiasme que French parle de Joffre. — Établissement de la camaraderie entre les États-Majors et la troupe des deux alliés. — Douglas Haig et les zouaves. — Visites de French aux généraux français. — Son admiration pour le général de Castelnau. — Éloge qu'il fait de la manœuvre de Joffre. — French cesse de croire que l'Angleterre ne fait la guerre que pour sauver la France. — Il revient à son idée d'avant-guerre. — La sécurité de l'Angleterre dépend de la Puissance qui occupera les ports de la Manche. — French demande à transporter ses troupes à notre aile gauche, pour assurer la défense de ces ports. — Concentration des divisions anglaises au nord-ouest entre les armées françaises de d'Urbal et de Maud'huy. 92

CHAPITRE IX

French et Foch.

Pages.

L'armée britannique concentrée dans les Flandres entre deux armées françaises. — Le dispositif ne permet pas à l'armée britannique les initiatives indépendantes. — Les inconvénients du commandement divisé sont dénoncés par le Maréchal French. — Foch. — Grande réputation qui le précède dans le Nord où il est chargé de coordonner les opérations de trois armées françaises. — Portrait de Foch par French. — Ascendant du Général français, accepté par le Maréchal britannique. — Le Major général Henri Wilson. — Sentiments qu'il professe pour la France. — Amitié française qui lui est due. — Wilson, haut agent de liaison entre les quartiers généraux et compagnon de French dans toutes les visites qu'il fait aux généraux français. — La célèbre entrevue du 30 octobre 1914. — Émouvante adjuration de Foch à French. — Les cinq, puis les neuf bataillons français. — Arrivée du XVIe corps français. — Témoignage que rend French à l'efficacité de l'intervention des troupes françaises. — Bataille gagnée. — French se souvient de la formule qui lui a conféré l'indépendance. — Son projet d'attaque par les côtes avec les Belges qu'il aurait absorbés dans l'armée anglaise. — Les relations avec Foch s'espacent. — Établissement des communications directes avec le 3e Bureau de Chantilly. — Loyauté de French. — Il est rappelé. — Créé pair. — Douglas Haig lui succède au commandement des armées britanniques. 103

CHAPITRE X

Les premiers conseils militaires de l'entente.

Augmentation des forces militaires de l'Angleterre. — Les volontaires. — La conscription. — Sir Douglas Haig, général, succède au maréchal French. — Les grades supérieurs en Angleterre. — Mérite de sir Douglas. — Estime en laquelle il est tenu par les généraux français. — Ses rapports avec Lanrezac. — Sentiment de son indépendance chez sir Douglas quand il est devenu commandant en chef. — Ménagements nécessaires. — Le gouvernement français institue en juillet 1915 les conférences militaires interalliées. — Premiers plans débattus et arrêtés en commun. — Mot de Ludendorff sur la bataille de Champagne en septembre 1915. — Joffre, général en chef français sur tous les fronts. — Deuxième conférence. — Attaque décidée sur la Somme. — Les Allemands se jettent sur Verdun. — Offensive anglo-française ajournée. — Entente avec les Russes. — Campagne de Broussiloff. — Bataille de la Somme. — Indépendance complète de sir Douglas vis-à-vis de Foch. — Rapports personnels cordiaux des généraux anglais et des généraux français. — Jugement de sir Douglas sur le troupier français. — Jugement de Castelnau sur le soldat anglais. — Anxiété de Ludendorff pendant la bataille de la Somme 118

Annexe au chapitre X

Sur la bataille de la Somme 131

CHAPITRE XI

La formule de Nivelle.

Grands changements dans les gouvernements et dans les commandements au commencement de 1917. — Plan d'offensive élaboré par Joffre, en collaboration avec Douglas Haig. — Éloignement de Joffre du Grand Quartier Général. — Nivelle lui succède. — L'autorité du commandement français sur le commandement britannique est amoindrie. — Demande de Nivelle accueillie avec froideur par Douglas Haig. — Nivelle va à Londres. — Grande impression qu'il fait sur Lloyd George. —

Pages.

Conférence de Calais les 26-27 février. — Nivelle y obtient une Formule de commandement en chef. — Texte de cette Formule. — Ordres que Nivelle envoie à Douglas Haig. — Le Maréchal britannique les discute. — Plainte de Briand à Lloyd George. — Ribot à Londres le 13 mars. — Douglas Haig signe une acceptation de la Formule de Nivelle. — L'arrêt de l'offensive et la disgrâce de Nivelle mettent fin à cette première unification du commandement. — Immobilité des armées françaises en 1917. — Activité des armées britanniques. — Campagne de Flandres. — Anxiété de Ludendorff. — Grande victoire britannique à Cambrai. — Une contre-attaque allemande en annule les résultats. — La question du commandement unique en sommeil pendant l'année 1917. — Effacement de Painlevé. — Les Britanniques croient, bien à tort, que la disgrâce de Nivelle a eu des causes politiques. — Dans cette croyance les Britanniques deviennent défiants. — Vues de Caillaux sur Sarrail. — Enthousiasme que Sarrail inspire à Painlevé. — Nos alliés craignent que Sarrail dont ils demandent le rappel de l'Orient, ne soit un jour imposé par son parti politique au commandement en Occident. 133

ANNEXE AU CHAPITRE XI

Dépêches de Briand à Lloyd George 155

CHAPITRE XII

Lloyd George contre le commandement dispersé

Heureux faits militaires sur le front franco-anglais. — Usure allemande reconnue par Ludendorff. — Découragement de l'Autriche. — Pour la réconforter Ludendorff veut un grand succès sur le front italien. — Il y envoie une armée. — Le grand malheur de nos alliés à Carporetto. — Ils tiennent sur le Piave. — Une armée française en Italie. — Engagement de Briand en vertu duquel est fait cet envoi. — Mission antérieure de Foch

Pages.

en Italie. — Painlevé à Londres. — Lettre de Lloyd George signalant les inconvénients du commandement dispersé 158

CHAPITRE XIII

Le Conseil supérieur de guerre interallié.

Formule française pour l'application de la proposition de Lloyd George. — Le comité militaire permanent. — Défectuosités et avantages de cette institution. — Conférence des ministres et des généraux alliés à Rapallo. — Modification dans la composition du Comité militaire permanent. — Les généraux en chef en sont éliminés. — Le Comité militaire est un simple Secrétariat. — Commentaires optimistes des décisions de Rapallo par Painlevé et Lloyd George. — Déception dans l'opinion française. — A la Chambre, Millerand demande le commandement unique. — Réponse embarrassée de Painlevé. — Sur la question militaire il obtient une faible majorité. — Un instant après il est renversé sur une question de politique intérieure. — Le député Diagne sur Painlevé. 172

CHAPITRE XIV

Foch et Clemenceau.

Rapports antérieurs de Clemenceau et de Foch. — Foch chef d'État-major de l'armée. — Par cette nomination Painlevé avait fait disparaître le conflit, qu'il avait lui même créé, entre le chef d'État-major et le commandant en chef. — Réserve que Foch apporte dans l'exercice de ses pouvoirs. — Indépendance de Foch. — Foch en Italie. — A Rapallo il apparaît comme le premier conseiller militaire de l'Entente. — Il est écarté du Comité militaire permanent. — Décisions du Conseil

Pages.

supérieur de guerre à Versailles, le 2 décembre. — Foch y prend part. — Les accords de Rapallo sont confirmés. — Leur fragilité. — L'Amérique pour le commandement unique. — Dans ses conversations, House, représentant de W. Wilson, demande le commandement pour Joffre. — Objections de Lloyd George. — Réserve de Clemenceau. — Lettre de Lord Bertie à Lloyd George. — Réponse du premier ministre. — Conseil supérieur de guerre du 30 janvier 1918. — Évolution de Lloyd George vers l'unité du commandement. Entente établie entre Pétain et Haig. — Institution d'un Comité exécutif militaire. — Foch, président de ce Comité. — Armée de réserve mise à la disposition du Comité exécutif. — Ombrage que cette révolution cause aux commandants en chef. — Opposition en Angleterre contre l'institution du Comité exécutif. — Lloyd George interpellé par Asquith. — Ferme réponse du premier ministre. — Démission du chef d'État-major impérial Robertson. — Il est remplacé par le général H. Wilson, ami de Foch. 183

ANNEXE AU CHAPITRE XIV

Attributions du chef d'État-major général 195

CHAPITRE XV

Complications dans le commandement.

Les forces en présence sur le front au commencement de 1918. — Supériorité de l'Entente en matériel. — Infériorité en effectifs. — Les Américains en France. — Un mot du général de Maud'huy. — Les armées de réserve. — Humbert et Debeney. — Douglas Haig ne peut pas fournir son contingent à la masse de manœuvre. Dispersion des divisions de la 3e armée. — Formation inachevée de la 1re armée. — Le Comité exécutif n'a aucun moyen d'exécution. — L'autorité sur les armées de réserve est justement réclamée par Pétain qui, commandant en chef, est responsable. 197

ANNEXE AU CHAPITRE XV

Les surprises de Ludendorff 204

CHAPITRE XVI

Doullens. — Première formule de Foch.

Ludendorff attaque la 5e armée britannique. — Malheur de cette armée. — Les divisions de la 3e armée française accourent. — Fayolle commandant du groupe de réserve. — Clemenceau et Douglas Haig télégraphient à Lloyd George pour le prier de venir en France. — Lloyd George se fait remplacer par Lord Milner. — Conférence de Doullens. — Récit pathétique qu'en a fait Clemenceau. — Milner demande Foch pour général en chef. — « Front d'Occident » ou « Front Ouest ». — Foch « coordonnateur » 208

ANNEXE AU CHAPITRE XVI

Douglas Haig félicité 214

CHAPITRE XVII

Formule définitive de Foch.

La formule de Foch reproduit à peu près la Formule de Schwartzenberg. — Coordonner et ordonner. — Parfaite abnégation des deux commandants en chef. — Nécessité, bientôt reconnue, de donner à Foch des pouvoirs en rapport avec ses responsabilités. — Foch général en chef. — Reconnu par tous les Alliés. — Part prépondérante de Lloyd George dans l'unification du commandement, mesure du salut commun. — Témoi-

gnages de Foch à cet égard. — Les Étapes vers le commandement unique. 216

CHAPITRE XVIII

Le désespoir de Ludendorff.

La campagne de Foch. — Deux fois cent quinze jours. — Les offensives vont toujours s'élargissant. — La journée décisive selon Ludendorff. — Le Quartier Général français laisse au Quartier Général britannique l'honneur d'en rendre compte. — Douglas Haig. — Debeney. — Rawlinson. — Communiqués du 8 août et des trois journées suivantes. — Récit de Ludendorff. — Impression démoralisante que lui cause la bataille du 8 août. — Il demande que des négociations pour la paix soient ouvertes. 222
I. — Les bulletins de la victoire 225
II. — Commentaires de Ludendorff. 231

CHAPITRE XIX

Les victorieux et les victoires.

I. — Hommages à Foch 236
II. — Les Armées pendant la bataille de Foch. . . . 239
III. — Les vainqueurs après la victoire. 241
IV. — Les batailles de 1918 243
V. — La victoire sans nom 245
VI. — Prisonniers et prises 248
VII. — Le 1561e jour 248

APPENDICE.

I. — Jaurès et Karl Ficke 251
II. — Sur la bataille de Verdun 256

SAINT-DENIS. — IMPRIMERIE J. DARDAILLON

gna
com

La
j

gna
cor

La